

GANNES/

**MISSION:
IMPOSSIBLE**
**Tom Cruise
à la coule** 6 PAGES FESTIVAL

PARAMOUNT PICTURES

Libération

**CLIMAT LIBÉ
TOUR BORDEAUX**
**Huit pages
spéciales**

CAHIER CENTRAL

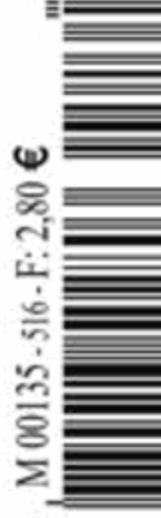
**SIX MOIS DE DÉTENTION
LES COULISSES
DU SCANDALE
SANSAL**

PHILIPPE MATSAS OPAL PHOTO

Coupé du monde depuis son arrestation le 16 novembre et condamné à cinq ans de prison à l'issue d'un simulacre de procès, l'écrivain franco-algérien est pris au piège de la guerre diplomatique entre Paris et Alger. Enquête. PAGES 2-5

Liberation

(PUBLICITÉ)

Musée
de l'Orangerie

DANS LE FLOU
UNE AUTRE VISION DE L'ART DE 1945 À NOS JOURS

30 avril –
18 août 2025

Par
SOPHIE DES DÉSERTS

Six mois. Six mois sans liberté, sans défense, sans nouvelles. A-t-il seulement une feuille, un stylo, pour écrire ? Est-il condamné à ourler les mots dans sa tête comme Alexandre Soljenitsyne ? Boualem Sansal résiste. Voilà, à minima, ce que l'on sait depuis son arrestation, le 16 novembre 2024, à l'aéroport d'Alger, alors qu'il rentrait chez lui après un séjour à Paris. Le romancier algérien, tout juste devenu français à l'aube de ses 80 ans n'a, malgré son passeport tricolore, bénéficié d'aucune protection consulaire. L'ambassadeur de France à Alger, Stéphane Romatet, n'a pas obtenu le droit de lui rendre visite. Boualem Sansal a été bouclé comme un criminel, lui le vieux sachem au sourire si doux, l'éternel enfant, avec son corps menu, ses malices et son catogan. Il endure tout ce qu'il a combattu dans ses livres : le fanatisme, l'arbitraire absolu, le silence. Même sa femme, Nazaïha, la seule autorisée à le voir, est réduite à ne donner que des nouvelles étrangement lapidaires, quelques mots par SMS répétant «ça va», de peur sans doute de déplaire, mettre en péril sa pieuse famille algérienne.

«Terrible impasse»

Tout est kafkaïen. Boualem Sansal a été enfermé sous haute surveillance, en prison puis à l'hôpital Mustapha-Pacha, où est soigné son cancer de la prostate, découvert et aussitôt révélé – comme preuve de bon traitement – par le régime d'Abdelmadjid Tebboune. «Le pouvoir le garde là, sous la supervision des médecins, car il craint que Sansal meure», confie un habitué d'El-Mouradia, le palais présidentiel. Pour Tebboune, ce serait le pire scénario, la mise au ban sur le plan international. Mais si Sansal sort et écrit un chef-d'œuvre qui fait le tour du monde... Le régime algérien s'est mis dans une terrible impasse avec cette affaire.»

Et Boualem Sansal, lui, se retrouve dans un piège mortifère. Il est l'otage d'un inextricable jeu de pouvoir entre Paris et Alger, pris dans la relation complexe entre les présidents Tebboune et Macron, l'interminable conflit franco-algérien qui s'embrase aujourd'hui à un degré inouï. «C'est chaud, tout est de nouveau bloqué», se désole-t-on à l'Elysée. Rien ne porte, ni les efforts du Président, ni les nombreux appels à la libération de l'écrivain, lancés par son comité de soutien, une résolution du Parlement européen, puis, début mai, de l'Assemblée nationale, votée par 307 députés, contre 28 voix de La France insoumise. Côté algérien, le constat est sans appel : «C'est la guerre. Macron nous a pris pour des cons. Les Français croient qu'on a besoin d'eux, foutaise.»

Tout brûle, les plaies du passé, les espoirs perdus, les guerres de clan à Alger, les enjeux nationaux, sécu-

BOUALEM SAN SAL

Prise

d'auteur

ENQUÊTE

Depuis son incarcération par le régime algérien le 16 novembre, l'écrivain naturalisé français, malade du cancer et soumis à l'isolement, a failli être libéré début avril, avant de subir à nouveau l'intense crise entre Paris et Alger.

ritaires, identitaires exploités des deux côtés. Et l'ombre du Maroc, ce voisin honni de l'Algérie qui, l'été 2024, a obtenu que le chef de l'Etat français reconnaîsse sa souveraineté sur le Sahara-Occidental, ce territoire, libéré du joug espagnol depuis 1975, considéré depuis par l'ONU, comme «non autonome». Il est également sacré pour Alger, qui soutient activement les autonomistes du Front Polisario contre le royaume chérifien. «Pour nous, c'est comme si Macron avait préféré sa maîtresse à sa femme», s'indigne un diplomate algérien. C'est là que tout s'est enflammé : rage d'Alger, rupture diplomatique, fermeture des vannes, économiques, policières, blocage sur les fameuses obligations de quitter le territoire français (OQTF), devenues un sujet brûlant en France après une série de drames impliquant des ressortissants censés être

renvoyés en Algérie. Un totem pour le nouveau ministre de l'Intérieur. Bruno Retailleau a d'emblée prôné la fermeté, la volonté de renégocier les accords d'Alger de 1968 (qui facilitent notamment le regroupement familial, et l'obtention de titres de séjour de dix ans...), comme la quasi-totalité de la droite française, d'Edouard Philippe à Marine Le Pen, jusqu'à Gabriel Attal et François Bayrou. Dès lors, Alger a intensifié les attaques contre la France, coups fumeux contre la DGSE, en révélant notamment l'identité d'un de ses agents, campagne de presse sidérante contre «le régime macronito-sioniste». Et le régime de Tebboune a décreté l'impensable : l'arrestation de Boualem Sansal.

Ce 16 novembre 2024, il rentrait d'un énième séjour à Paris, débarquant à l'aéroport d'Alger, pour rejoindre sa ville de Boumerdès, à une

cinquantaine de kilomètres. C'est là qu'il a toujours vécu dans une maison embellie de ses mains ; jeune ingénieur, diplômé de Polytechnique Alger; romancier quand il écrivit, en 1999, son premier livre *le Serment des barbares*. 400 pages acides, plongée dans la décennie noire, le FLN, les militaires, les barbus, avec une langue gargantuesque qui saisit Jean-Marie Laclavetine, éditeur chez Gallimard. «Son manuscrit était une claqué. Je n'ai jamais rencontré un homme si doux et si déterminé, si plein de colère. Boualem m'a dit : "J'ai commencé à écrire comme on enfile une tenue de combat."»

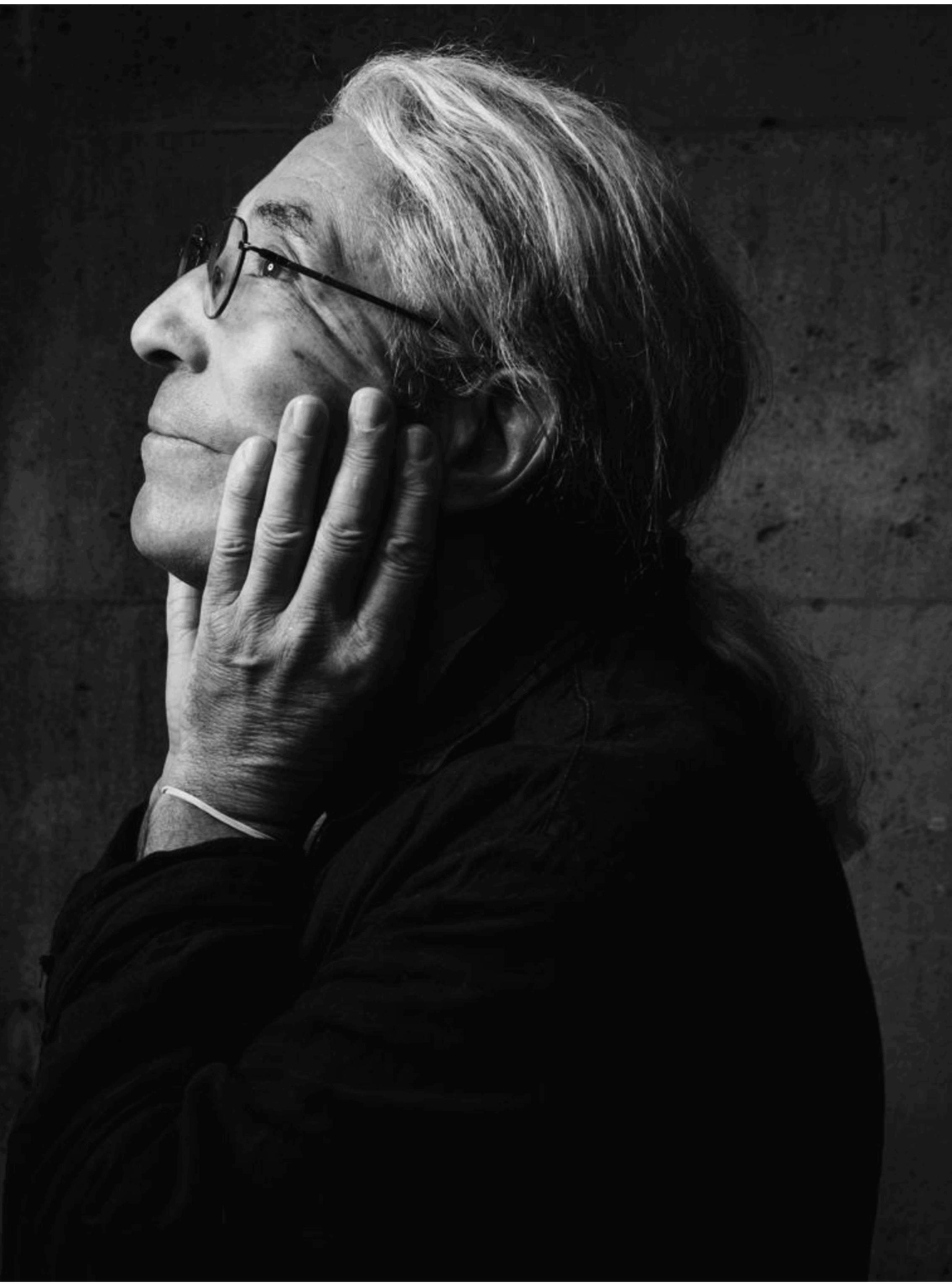
Il confiait avoir été secoué par le funeste destin de Mohamed Boudiaf, ce haut fonctionnaire en lutte contre la corruption, ex-militant nationaliste, longtemps exilé puis revenu pour moderniser l'Algérie, qu'il a présidé en 1992, cinq mois avant

d'être assassiné. Il se désolait d'avoir perdu tant d'amis, éliminés, malades, exilés. Sansal a grandi sans dogmes, né d'une mère franco-phile, fille d'un chef de gare algérien, héros de 1914-1918, tombée amoureuse d'un homme issu d'une famille traditionnelle, opposée à leur union. Quand son mari s'est tué dans un accident de voiture, elle, toute jeune, modeste, et son petit Boualem, 3ans alors, ont été hébergés durant dixans par un rabbin d'Alger, de la Rue Darwin (Gallimard). «J'ai toujours vécu dans un milieu juif..., je ne suis bien qu'avec les juifs», a confié Sansal, lors d'une conférence en 2022 au Crif, rappelant la haine matricelle de l'Algérie envers Israël, appelée aujourd'hui encore «l'entité sioniste».

L'ingénieur est devenu athé, camusien, atterré, disait-il, de l'islamisation de son pays, évoquant souvent ce jour où, allant chercher ses filles à l'école, dans les années 70, il les vit revenir d'une virée à la mosquée. Sa première épouse, une chercheuse tchèque, est partie les éléver à Prague, le couple n'a pas survécu. Sansal a gravi les échelons dans l'administration, jusqu'à devenir dans les années 90 directeur du ministère de l'industrie, un poste stratégique, forcément scanné par les services algériens. Un jour, a-t-il raconté à des proches, il a été écarté, notamment pour avoir osé déjeuner en plein ramadan.

«Un jour, le pouvoir t'aura dans le viseur»

Alors, au mitan de sa vie, il s'est réinventé. Il a pris la plume, comme une arme, discipliné, ascétique, au travail dès l'aube. A 45 ans, il a enchaîné les livres, écrits en français, peu distribués ou censurés en Algérie. Immense succès dans l'Hexagone, plus de 150 000 exemplaires vendus pour *le Village de l'Allemand*, près de 400 000 pour *2084 : la Fin du monde*, couronné par l'Académie française. Sansal a été traduit, célébré notamment en Allemagne, invité partout dans des colloques, des conférences, de Berlin à Tel-Aviv, où il n'a cessé de dénoncer l'hydre islamiste, comparé au nazisme. Après les attentats de 2015, le romancier est devenu encore plus politique, vindicatif, assimilant allègrement islam et islamisme sur le plateau de *la Grande Librairie* comme dans ses tribunes. «La France est cernée par tous les islam... la masse critique est atteinte... l'islam est né proslyte, pour propager les valeurs d'Allah», déclarait-il encore, en septembre, au *Figaro*, fustigeant l'inaction de Macron, l'Europe défaitiste, traitant à demi-mot la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, d'«islamiste». L'ingénieur si précis ne cisela plus ses mots. Il s'en amusait, disait : «Je force le trait», freestyle à 80 ans. C'était sa manière d'affirmer sa liberté, d'épouser l'époque, au diable la bien-pensance. Ses amis de droite le félicitaient, l'engayaient



L'écrivain franco-algérien Boualem Sansal a fait appel de cinq ans de prison. Ici à Paris, en 2015. PHOTO FRÉDÉRIC STUCIN. PASCO&CO

à taper plus fort. Les autres, les littéraires, les camusiens, les modérés s'inquiétaient. L'un se souvient lui avoir dit : «Boualem, je n'aime pas ce que tu es devenu.» D'autres lui confiaient leur angoisse de le voir accepter toutes les invitations, causer sur CNews et d'obscurs sites, comme Ligne droite, ou TV libertés, interviewé par l'ex député européen

souverainiste, Paul-Marie Coûteaux, ancien conseiller de Marine Le Pen. «Prends garde à tes fréquentations», soufflaient des amis. Et aussi : «Boualem, tu dois quitter l'Algérie. Un jour, le pouvoir t'aura dans le viseur.» Lui, tout doux, répondait : «Mais pourquoi ? Ce serait plutôt à eux de partir.» Il est ainsi, Sansal, toujours taquin, souvent

dans les nuages, du genre à se laisser porter, oublier l'addition, se perdre dans Paris, apparemment naïf, insouciant. «Il avait le désespoir tranquille», s'émeut son éditeur. «Il avait l'impression que rien ne pouvait lui arriver en Algérie, se désole un ponte du quai d'Orsay. Il se sentait protégé par le fait qu'il était très peu lu à Alger, qu'il ne prenait pas la pa-

role publiquement, et qu'il était un ancien de la nomenclatura. Son ami, Arnaud Benedetti, président de son comité de soutien, se souvient encore de ses mots : «En Algérie, je prêche dans le désert, tout le monde me prend pour un vieux fou.» Mais, au seuil de ses 80 ans, en 2023, le romancier s'est senti plus vulnérable. Il a voulu de- **Suite page 4**

EDITORIAL

Par
ALEXANDRA SCHWARTZBROD

Kafkaïenne

Les jours, les semaines, les mois passent et Boualem Sansal, à 80 ans, est toujours enfermé en Algérie, coupé du monde et malade du cancer. Une soudaine embellie dans la relation franco-algérienne, il y a quelques semaines, avait laissé entrevoir la possibilité d'une libération de l'écrivain : certains intermédiaires bien informés prenaient un air entendu pour murmurer que c'était une affaire de jours, voire d'heures, les deux présidents s'étaient enfin parlé et Emmanuel Macron se voyait déjà l'accueillir sur le tarmac de Villacoublay sous les flashes des photographes. Et puis le vent a tourné. Une nouvelle crise a tué cet espoir. Le drame de Boualem Sansal, c'est qu'il s'est trouvé au mauvais endroit au mauvais moment, au confluent de crises, rivalités et rancœurs cuites et recuites qu'il ne maîtrisait sans doute pas toutes. Ou dont il n'imaginait pas qu'il pourrait en pâtir, lui qui se voyait dans les yeux des Algériens comme un simple «*vieux fou*». Certes, il y avait un contentieux à son sujet, le régime lui reprochait son franc-parler, sur la décennie noire notamment qu'il est interdit d'évoquer en Algérie, sa proximité avec Israël, lui qui avait osé se rendre à Jérusalem, et ses dernières déclarations sur le Maroc. Mais comme le montre notre enquête, Sansal a payé aussi l'enkystement du passif franco-algérien, les erreurs d'appréciation d'Emmanuel Macron qui a soudain tourné le dos à Alger pour se rabibicher avec Rabat, les coups de menton de Bruno Retailleau, le succès de Kamel Daoud en France (l'autre écrivain honni par le régime), bref, le dossier est lourd à la base. Comment sortir de cette situation kafkaïenne, chacun des deux présidents se retrouvant prisonnier de ses (mauvais) choix ? Comment faire en sorte qu'aucun d'eux ne perde la face ? Comment redonner à Boualem Sansal sa liberté de parole ? Même si les mots «liberté» et «régime autoritaire» vont rarement bien ensemble, tout doit être entrepris, à tous les niveaux, pour libérer cet homme qui déclarait n'avoir jamais cessé d'*«aimer son pays»*. ◀

Suite de la page 3 venir français, s'installer en région parisienne pour ses vieux jours, pour sa seconde femme, Nazih, une ex-enseignante algérienne, atteinte d'un cancer soigné en France. Il se disait enfin prêt à quitter l'Algérie, le soleil, la mer, les paysages qu'il adore. «*J'aime mon pays, répète-t-il, souvent. Je déteste ses dirigeants.*» Il a visité des maisons à Versailles, obtenu en mai 2024, pour lui et son épouse, un passeport tricolore. Un employé de l'ambassade de France à Alger se souvient du regard de Sansal, quand il apprit que sa demande de nationalité avait enfin abouti, poussée par l'Elysée: «*Il pleurait. Il n'en revenait pas.*»

«Je suis inquiet pour Boualem»

C'est donc un écrivain français qui a été placé en détention, dans le plus grand secret, le 16 novembre, à la prison d'El-Harrach. Les amis de Sansal, surpris d'être sans nouvelle au soir de son arrivée, ont alerté l'ambassadeur de France à Alger, Stéphane Romatet. Comme tous ses prédécesseurs, il connaît bien Boualem Sansal, avec lequel il a fréquemment dîné, parlé histoire et littérature. Tous sont anxieux, depuis l'été, la tension monte, encore accentuée par l'attribution, douze jours plus tôt, du prix Goncourt à *Houris*, le roman du talentueux Kamel Daoud, la bête noire du pouvoir algérien. «*Je suis inquiet pour Boualem*», avait soufflé l'écrivain avant sa consécration, lors d'un déjeuner organisé avec d'autres intellectuels, à l'Elysée.

Lui-même fait soudainement l'objet de deux plaintes déposées le 15 novembre à Alger qui l'accusent d'avoir dérobé l'histoire de l'héroïne de *Houris*. Les heures passent, et Boualem Sansal est toujours injoignable; sa femme, restée en France, tremble. Les officiers de sécurité de l'ambassade, policiers et gendarmes, sondent leurs homologues algériens. Silence radio. L'arrestation de Boualem Sansal est annoncée huit jours après par l'agence de presse algérienne, aux ordres du pouvoir. Un communiqué enragé contre la France, dénonçait étrangement, pèle-mêle, son incapacité à «arrêter Benyamin Nétanyahou, si jamais il se pointait à l'aéroport Charles-de-Gaulle», la détention de «Pavel Dourov, le fondateur de la messagerie Telegram, plateforme mondiale de l'expression». Puis «L'arrestation de Boualem Sansal pseudo-intellectuel... vénéré par l'extrême droite française a réveillé les professionnels de l'indignation...»

Torrent de haine dans les médias algériens, l'écrivain, quasi inconnu en Algérie, est devenu l'ennemi numéro 1. Son cas est traité directement par le clan Tebboune. Le président algérien, avait-il ordonné d'arrêter Sansal? Pas sûr, croit-on au Quai d'Orsay, «c'est sans doute un douanier qui a fait du zèle, et la machine algérienne s'est emballée». Au



Le président Emmanuel Macron et son homologue algérien, Abdelmadjid Tebboune, en août 2022 à Alger. PHOTO LUDOVIC MARIN. AFP

palais d'El-Mouradia, un dignitaire lance aujourd'hui une autre folle interprétation, reprise sur certains sites algériens complotistes: «*Sansal est un agent double, et c'est pour ça que le pouvoir algérien jusqu'ici ne l'avait jamais embêté. Il a joué sur tous les tableaux, on a décreté que c'était terminé.*» Pas de quartier, le romancier français n'a même pas pu bénéficier d'une vraie défense. L'avocat François Zimeray, désigné par Antoine Gallimard, en raison notamment de son expérience d'ambassadeur des droits de l'homme, n'a pas obtenu de visa pour se rendre à Alger. Il a été attaqué sur ses origines juives, qualifié dans la presse algérienne de «rat sioniste», empêché d'agir, malgré les dénégations du bâtonnier d'Algiers soutenant «qu'il n'y a jamais eu aucun antisémitisme contre M. Zimeray». Boualem Sansal a été incité à changer d'avocat, en désigner un autre en France, en plus de ses trois conseils algériens imposés. Inacceptable pour l'écrivain, qui a préféré assurer seul sa défense, le 20 mars, au tribunal de Dar-el-Beida. Ce fut un simulacre de procès, pour «délits d'atteinte à l'unité nationale, d'outrage à un corps constitué, de pratiques qui nuisaient à la sécurité nationale et à

l'économie nationale». Accusation délirante, audience expédiée en vingt minutes, l'affaire ayant été requalifiée, de criminelle à correctionnelle, afin d'être jugée plus vite. Verdict: cinq ans de prison ferme, et une amende. Le parquet, qui avait requis dix ans, a fait appel. Boualem Sansal aussi. Les brefs comptes rendus, livrés par la presse algérienne, ont évoqué des vidéos, des SMS sensibles exhumés dans le portable de l'écrivain, notamment avec son ami Xavier Driencourt, qui fut, durant sept ans, ambassadeur de France à Alger. Ce dernier obsède le pouvoir algérien depuis qu'il a écrit, en 2022, *l'En-*

igme algérienne, récit de la relation «toxique» entre les deux pays – la question des visas, le rejet de la France, l'ardoise laissée dans les hôpitaux hexagonaux... – sans oublier sa vie de diplomate sur place, surveillée non-stop, un quotidien Orwellien confirmé par ceux qui ont été en poste à Alger. Invité par tous les médias français, les politiques, notamment à droite, des LR au RN, Xavier Driencourt, s'est mué en militant obsessionnel sur la question migratoire – pas géné de conseiller Marine Le Pen, comme l'a révélé *Libération*. Le président Tebboune a exigé, devant des officiels français bouche bée, que le Quai d'Orsay musèle son ancien ambassadeur. Xavier Driencourt, lui, n'a cessé de corser son discours, en phase avec Boualem Sansal, rencontré à Alger, avec lequel il dinait encore la veille de son arrestation.

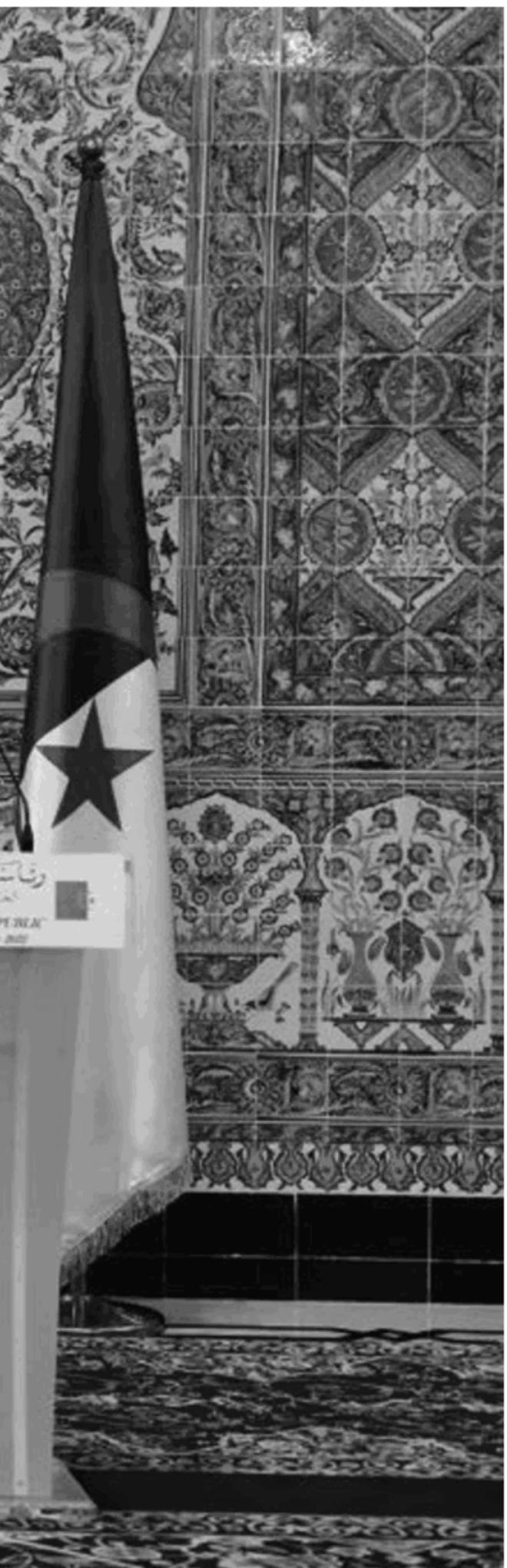
«*Oui, nous sommes amis, a reconnu l'écrivain durant son procès. Il y a bien eu des messages dans lesquels je lui ai exprimé mon contentement de la situation sécuritaire et financière stable de notre pays. Cela n'inclut aucune insulte ou moquerie, et je n'avais aucune mauvaise intention derrière ces messages.*» Sansal fut aussi questionné sur ses propos portant «atteinte à la sécurité natio-

nale», référence implicite à son interview accordée, le 2 octobre à *Frontières*, ce média de l'extrême droite identitaire qu'il a soutenu avec Driencourt, en tant que membres du comité stratégique. L'écrivain, grand admirateur du royaume chérifien, y affirmait: «*Quand la France a colonisé l'Algérie, toute la partie ouest de l'Algérie faisait partie du Maroc: Tlemcen, Oran et même jusqu'à Mascara...*»

«J'ai assez donné pour l'Algérie»

Ultime ligne rouge visiblement, pour le régime de Tebboune, fureux, en cet automne 2024, de voir la France renouer avec le royaume chérifien. C'était la fin de presque deux ans d'une guerre froide, folle, allumée notamment par l'affaire Pegasus, ce logiciel espion israélien utilisé par le Maroc pour espionner ses opposants, des centaines de dirigeants, dont des dignitaires algériens, et le président français. Emmanuel Macron a été ciblé, humilié, choqué, exigeant des explications à Mohammed VI qui, loin de s'excuser, a nié toute implication, rom-

Le président Tebboune a exigé, devant des officiels français bouche bée, que le Quai d'Orsay musèle son ancien ambassadeur, Xavier Driencourt.



comme Chirac avec son discours du *Vel d'hiv*, réconcilier la France avec son passé algérien.»

Et son premier voyage de président à Alger, en 2017, fut un triomphe. Macron fendait la foule, galvanisé. Quand des jeunes lui suppliaient de leur délivrer fissa des visas, il disait «Qu'est-ce que vous m'embêtez avec ça, ce n'est pas un projet de vie!» et au président Bouteflika mourant: «Votre jeunesse est malade.» Il se révait en nouveau héritage d'Alger, étonné qu'un Boualem Sansal le considère avec scepticisme, et lui glisse lors d'un déjeuner à l'ambassade de France: «Vous devriez faire davantage contre l'islamisme.» Macron préférera écouter Jean-Paul Vesco, l'évêque d'Oran devenu algérien, élevé au rang de cardinal, qui a toujours répété: «Il faut reconnaître les blessures de la colonisation, nous, on n'a pas été occupés, envahis, on ne peut pas comprendre.»

«Macron nous a menés en bateau»

Jupiter, vierge de tout passif avec l'Algérie, seulement lié à quelques businessmen originaires du pays, regorgeait d'optimisme. Les officiels du régime l'observaient ébahis. Parmi eux, le ministre du Logement, Abdelmadjid Tebboune, élu en 2019 président de l'Algérie, charmé par son homologue français. «Un vrai lien», s'accordent les diplomates des deux côtés, tous marqués par le voyage de Macron à Alger en août 2022, ses empoignades quasi fraternelles, son échappée pour aller discuter, jusque tard dans la nuit, avec le vieux Tebboune. Ce dernier le couvrit de tous les honneurs: déjeuner avec les chefs d'état-major, les responsables des services intérieurs et extérieurs, français et algériens. Du jamais vu. Tebboune se montrait ouvert, résolu à renforcer la coopération, oublier les mots malheureux de Macron sur la «rente mémorielle» du régime, la crise des visas, quand la France les a réduits, en 2021, de 50% en Algérie, comme au Maroc. Il se réjouissait de l'instauration d'une commission d'historiens chargée de travailler sur la colonisation et la guerre, confiée, en France, à Benjamin Stora. Il se disait prêt à vendre à la France sa splendide ambassade d'Alger, où le général de Gaulle en 1943 unit la résistance. Une résidence louée à un montant symbolique, lors de l'indépendance, par une concession tout juste arrivée à expiration.

pant tout dialogue. Des mois durant, par un étrange renversement de l'histoire, le souverain a joué l'outrage, refusé tous les appels du chef de l'Etat français.

Pour renouer, Mohammed VI a exigé une condition: la reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur le Sahara-Occidental, déjà avalisée par les Etats-Unis de Trump et l'Espagne... Soit, Macron, acculé, a alors rompu avec la position de la France, alignée jusqu'ici sur l'ONU, soucieuse de ne pas prendre parti entre le Maroc et l'Algérie. Il savait la colère qu'il déclencherait à Alger. Le Quai d'Orsay l'avait prévenu, avec des notes précisant le scénario noir immédiatement attendu. Le personnel de l'ambassade de France à Alger fut prévenu sur le thème: «Attachez vos ceintures!»

«J'ai assez donné pour l'Algérie», disait alors le Président. Il a beaucoup misé sur l'ancienne colonie française, désireux d'emblée d'aller plus loin que ses prédécesseurs avant même son élection, lançant en février 2017: «La colonisation est un crime contre l'humanité.» Il a multiplié les mots, les gestes, éclairé par l'historien Benjamin Stora, qui se souvient de leurs premières discussions: «Macron voulait réparer la fracture franco-française, faire

riels, entamés dès 2018, en reconnaissant la responsabilité de la France dans la disparition de Maurice Audin, ce mathématicien communiste assassiné et torturé durant la bataille d'Alger par l'armée française. «Rien ne bouge. Les Algériens ne veulent pas la main tendue», s'impatientait le chef de l'Etat, également las que les électeurs franco-algériens préfèrent Jean-Luc Mélenchon.

Alors, au fond, à quoi bon s'entêter avec l'Algérie? Pourquoi ne pas privilégier le Maroc, relancer l'amitié, les projets, les affaires, comme le supplient alors tant d'amis du royaume chérifien, de Rachida Dati à Jack Lang, BHL, de Jamel Debbouze à Teddy Riner, Tahar Ben Jelloun... Face à eux, ils sont si peu nombreux à défendre encore l'Algérie, dont Benjamin Stora, l'historien à bout de souffle, miné par les salves d'attaques antisémites à Alger, et de la droite dure en France, et l'autre fervent passeur, Chems-Eddine Hafiz, le recteur de la grande mosquée de Paris, financée par Alger.

Macron s'est décidé au printemps 2024: il fera une déclaration sur le Sahara-Occidental, selon le désir du Maroc, sans sortir, promettait-il, des résolutions onusiennes. Voilà ce qu'il a soufflé, en juin, lors du G7 de Bari, au président algérien, l'assurant que son geste serait essentiellement formel. Un projet de lettre destinée au roi du Maroc a été montré à l'ambassadeur d'Algérie à Paris, peu dupe. «Vous verrez, connaissant Macron, il ira plus loin», a prévenu Tebboune. Une phrase a effectivement été rajoutée in extremis dans la missive adressée à Mohamed VI: «Le présent et l'avenir du Sahara-Occidental s'inscrivent dans le cadre de la souveraineté marocaine.» Victoire à Rabat. Surprise au Quai d'Orsay, «on a un peu halluciné

«Je n'ai jamais rencontré un homme si doux et si plein de colère. Il m'a dit: "J'ai commencé à écrire comme on enfile une tenue de combat."»

Jean-Marie Laclavetine
éditeur de Boualem Sansal

que Macron aille si loin», note un diplomate. Rage à Alger: «Le lobby juif marocain a encore frappé», ose un dignitaire, «on paie notre soutien à la Palestine.» Et le clan Tebboune s'est étranglé, en découvrant le somptueux voyage d'Etat de Macron à Rabat, la délégation nombreuse, les contrats déjà signés. «Tout était prêt, et Macron nous a menés en bateau», fulmine un fin connaisseur de l'Algérie, ajoutant: «Ces images étaient terribles, on a perdu la bataille du cœur.»

Ainsi a gagné le roi du Maroc. Tebboune a donc imité sa méthode: rappel de son ambassadeur à Paris, coopération bloquée, qui a même atteint les services (les agents algériens ont soudain séché les réunions sécuritaires pendant les Jeux olympiques), refus de répondre aux nombreux coups de fil de Macron. Il fallut attendre neuf mois pour que Tebboune daigne enfin lui répondre, le 31 mars. Le terrain avait été préparé en amont par l'Elysée, mobilisé par la crise algérienne, et secoué par l'arrestation de Boualem Sansal.

Message a été passé au comité de soutien de l'écrivain, surtout ne pas faire trop de bruit, «agiter la muleta

ne fait qu'enrager les Algériens». Le directeur de la DGSE, Nicolas Lerner, porteur d'une missive présidentielle d'apaisement, s'est envolé en Falcon, vers Alger le 13 janvier, pour rencontrer son homologue, à l'aéroport, durant deux heures tendues. Deux mois plus tard, le chef de la cellule diplomatique élyséenne, Emmanuel Bonne, accompagné de son adjointe Anne-Claire Legendre, ont, eux, été longuement reçus, par Abdelmadjid Tebboune et ses conseillers. Sur la table, les éternels sujets: le Sahel, les «subversifs», comme sont désignés les militants critiques du pouvoir, -journaliste ou influenceurs - réfugiés en France, que le pouvoir algérien surveille de près et veulent à tout prix rapatrier. Et puis, des gestes sont attendus sur le passé, la restitution de biens historiques, ceux notamment de l'émir Abdelkader, héros de la résistance algérienne, l'indemnisation des victimes des essais nucléaires.... Au palais d'El-Mouradia, il fut aussi demandé de calmer l'ambitieux locataire de Beauvau, qui multiplie ses saillies sur l'Algérie, dopé par sa popularité croissante à droite. Bruno Retailleau joue avec Emmanuel Macron, une partition *bad cop-good cop*, constamment disséquée à Alger.

«Sa libération était acquise»

Enfin, les présidents français et algériens se sont parlé de vive voix. Un vent d'espoir a alors soufflé, au Quai d'Orsay, parmi les proches de Boualem Sansal. «Sa libération était acquise, c'était une question d'heures, révèle son avocat, François Zimeray. A condition que Boualem renonce à faire appel de son jugement, le président Tebboune ne pouvant exercer son droit de grâce qu'en cas de condamnation définitive.» Mais Sansal ne s'est pas désisté de son appel, par choix, ou plus probablement parce qu'il n'a pas eu le message transmis par Me Zimeray, via son épouse, et le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, lors de sa visite à Alger le 7 avril.

Tragique loupé ou ultime pied de nez du clan Tebboune? Quoi qu'il en soit, dès le lendemain, l'accalmie explosait. Nouvelle crise à Alger après l'arrestation, par la police française, d'un agent consulaire algérien, soupçonné d'être impliqué dans le rapt d'Amir DZ, un influenceur à forte audience très critique du régime. Et l'infénel engrenage est reparti: valse d'agents expulsés de part et d'autre, gerbes de haine dans les médias algériens, mandats d'arrêts contre l'écrivain Kamel Daoud. Macron a encore récemment proposé d'aller, d'un coup d'avion, dîner avec Tebboune, sans succès. Le 8 mai, au pied de l'Arc de triomphe, il a pris soin d'évoquer les massacres commis soixante ans plus tôt à «Sétif, Bejaïa, la région de Khetarra, Guelma en Algérie». Boualem Sansal, lui, est toujours enfermé à Alger. Puisse-t-il trouver la force de tenir encore, et d'écrire. ➤



Maître François Zimeray. PHOTO ROBERTO FRANKENBERG. MODDS

Election en Pologne

Les libéraux vont-ils récupérer le droit de veto présidentiel ?

Confronté à une cohabitation avec le président Andrzej Duda depuis son arrivée au pouvoir, le camp du Premier ministre Donald Tusk mise sur le maire de Varsovie, Rafal Trzaskowski, pour renverser l'équilibre institutionnel lors du premier tour, dimanche.

Par NELLY DIDELOT

Plus qu'une opposition de style ou de programme, l'élection présidentielle polonaise, dont le premier tour se joue ce week-end, est une course au droit de veto. Depuis un an et demi, la profonde division politique de la Pologne se reflète dans ses institutions. Le gouvernement est une coalition de centre-droit, plutôt libérale, mais la présidence est aux mains d'Andrzej Duda, proche des nationalistes conservateurs de Droit et justice (PiS).

Dans le système politique polonais, le président a un rôle secondaire mais détient une arme particulièrement puissante en cas de cohabitation : le droit de veto. Andrzej Duda en a fait un usage fréquent depuis l'entrée en fonction du gouvernement de Donald Tusk, bien conscient que la coalition gouvernementale ne dispose pas, à la Chambre des représentants, de la majorité aux deux tiers nécessaires pour renverser ce pouvoir de blocage. Mais, Duda, en poste depuis deux mandats, devra rendre cet été les clés du palais présidentiel.

Deux candidats principaux sont sur les rangs pour le remplacer. Les libéraux de la Plate-forme civique – le parti de Donald Tusk – ont misé sur le maire de Varsovie, Rafal Trzaskowski, un polyglotte au profil européen, passé tout près de battre Duda en 2020 mais perçu par ses détracteurs comme l'incarnation d'une élite urbaine déconnectée. Le PiS a, lui, choisi

l'historien Karol Nawrocki, largement inconnu du grand public il y a encore quelques mois. Son principal fait d'armes est d'avoir dirigé l'Institut de la mémoire nationale, une institution très politisée chargée d'enquêter sur les crimes nazis et communistes.

Pour les libéraux de la Plate-forme civique, l'élection à la tête de l'Etat de Rafal Trzaskowski leverait le principal obstacle aux réformes. A l'inverse, pour leurs éternels adversaires du PiS, se maintenir à la présidence serait aussi garder la main sur le droit de veto pour protéger les mesures prises pendant leurs huit années de pouvoir, entre 2015 et 2023.

Bras armé du PiS

Depuis l'entrée en fonction du gouvernement Tusk, fin 2023, Duda s'est érigé en gardien de cet héritage. Il a usé de son droit de veto pour bloquer des mesures symboliques pour les deux camps, comme l'assouplissement à l'accès de la pilule du lendemain, durci par le PiS en 2018. Quelques semaines après l'introduction de Donald Tusk comme Premier ministre, il a aussi utilisé ce pouvoir pour bloquer le financement de la nouvelle télévision publique, réformée dans l'urgence par le nouvel exécutif.

Le président sortant a également barré le passage à des lois qui pourraient paraître consensuelles, comme la reconnaissance du silésien,

parlé par plus de 400 000 personnes, comme une langue régionale. Aux yeux du nationaliste-conservateur, la mesure était porteuse de menaces pour la sécurité nationale. «*Dans le contexte actuel, avec une guerre à notre frontière orientale, une attention particulière doit être portée à la préservation de l'identité nationale, y compris en cultivant notre langue*», a-t-il justifié.

Duda a aussi usé d'une autre arme, plus subtile, pour bloquer les réformes. Il a renvoyé bon nombre de textes importants devant le Tribunal constitutionnel, empêchant leur entrée en vigueur tant que leur conformité avec la loi fondamentale n'aura pas été vérifiée. Or depuis les réformes du PiS, qui ont sapé l'indépendance de la justice, cette cour s'est transformée en bras armé judiciaire du parti. Le Tribunal a ainsi enterré plusieurs lois visant à restaurer l'indépendance de la justice en se dispensant simplement de les inscrire à son ordre du jour. L'une d'elles, qui visait spécifiquement le fonctionnement de cette cour, attend d'être examinée depuis octobre. Une autre, qui porte sur l'organisme de nomination des juges, au cœur des problèmes d'Etat de droit en Pologne, patiente depuis l'été 2024.

Duda a récemment encore utilisé cet outil pour bloquer la loi criminalisant les discours de haine anti-LGBT, souvent véhiculés par le PiS lui-même, au motif qu'elle pourrait porter

atteinte à la liberté d'expression et créer «une forme de censure préventive». Cette obstruction à répétition a contribué à alimenter la lassitude des électeurs libéraux qui rêvaient d'un changement rapide sur quelques sujets clés comme l'avortement ou l'Etat de droit.

Posture favorable

Parmi les jeunes, qui ont largement contribué à la victoire de la coalition gouvernementale, la déception est souvent grande. Mais si Rafal Trzaskowski a promis que ses priorités seraient de signer les lois sur l'accès à la contraception et la reconnaissance du silésien, son éventuelle élection ne changera rien aux divisions internes à la coalition.

Depuis un an et demi, trois propositions de loi sur l'avortement ont ainsi circulé au Parlement, mais aucune n'a recueilli l'adhésion des trois partis gouvernementaux. L'opposition prévisible de Duda à toute réforme sur le sujet n'a pas poussé les libéraux à accentuer leurs efforts, mais cette excuse pourrait bientôt tomber, si Trzaskowski arrive à la présidence. Le maire de Varsovie n'a pas partie gagnée, mais il est en posture favorable. Sa confortable avance dans les sondages s'est tassée depuis un mois, mais avec 31% d'intentions de votes au premier tour, il conserve cinq points d'avance sur Nawrocki, selon l'aggrégateur de sondages de Politico. ◆





Rafał Trzaskowski,
lors d'un meeting
à Łódź. PHOTO CZAREK
SOKOLOWSKI/AP

Une terre d'accueil devenue austère pour les réfugiés ukrainiens

Trois ans après le début de l'invasion russe, l'hospitalité polonaise à l'encontre des Ukrainiens a laissé place à une hostilité grandissante, faisant d'eux des boucs émissaires lors de cette campagne électorale.

Qu'il semble loin, ce temps où le pays s'était drapé de bleu et jaune, lorsque la frontière polono-ukrainienne était devenue, au début de l'invasion

russe, le symbole d'une solidarité sans faille. Unis comme rarement, les Polonais s'étaient émus du sort des voisins Ukrainiens fuyant leur pays en guerre en se rendant dans les gares porter soupes et vêtements chauds, en les hébergeant des semaines durant. Le destin de l'Ukraine est alors aussi celui de tous les Polonais, qui craignent d'être la prochaine cible des Russes. Mais depuis, le ton a changé. À Kyiv, le 8 mai, aux côtés de Volodymyr Zelensky, le Premier ministre polonais Donald Tusk a certes rappelé que «les Polonais ont ouvert leur cœur» il y a trois ans, la réalité est aujourd'hui tout autre, pour quel-

que 1,5 million d'Ukrainiens vivant en Pologne. Une lassitude s'est installée, prenant la forme de discours grinçants à l'encontre des réfugiés ukrainiens ; et les sondages en attestent.

Condescendance. Ils sont désormais 38 % à déclarer ainsi ressentir une aversion à l'égard des Ukrainiens, quand 30 % de Polonais disent éprouver de la sympathie, et 27 % de l'indifférence, selon une enquête d'opinion de CBOS de février. On est loin de l'enthousiasme fraternel originel, lorsque près de 70 % des Polonais estimaient bénéfique la présence des Ukrainiens.

«On a crevé les pneus d'une collègue qui a une voiture immatriculée en Ukraine. [...] Plus on se rapproche de l'élection, plus les discours se durcissent.»

Viktoria, vingtenaire, originaire de Kherson

Et même s'ils appuient toujours largement l'envoi d'armes à Kyiv, les Polonais déplorent aujourd'hui à 62 % que l'Ukraine ne leur manifeste pas une «gratitude appropriée», d'après un autre sondage d'Ibris.

L'hospitalité des débuts a fait place à une hostilité croissante. Maciej, un camionneur, ne cache pas son «regret» d'avoir hébergé une famille d'Ukrainiens en 2022. Il y a ces piques acerbes, teintées de condescendance, lancées lors d'une discussion au salon de coiffure, ou ces commentaires haineux qui inondent les réseaux sociaux. De nouveaux termes ont fait leur apparition, comme «stop à l'ukrainisation» ou «ici, c'est la Pologne, pas Ukropol». Femmes et enfants pour la plupart, certains fuyant des localités jouxtant la ligne de front, les réfugiés sont ainsi qualifiés de «privilégiés», ingrats, capricieux. Ils vivraient aux crochets des Polonais, entend-on ici et là. Or l'écrasante majorité des Ukrainiens (78 %) vivant en Pologne travaillent ou recherchent activement un emploi, selon un rapport de la banque nationale de Pologne. «Ils soutiennent l'économie polonaise en travaillant et en payant des impôts», souligne Valeria Shakhunova, employée de la Maison ukrainienne, une ONG venant en aide aux membres de la diaspora. *Et puis, il faut le dire, le travail effectué par les Ukrainiens, bien des Polonais ne veulent pas le faire...*

Originaire de Kherson, Viktoria, vingtenaire au visage doux, vit à Varsovie. Elle s'émeut encore en se remémorant l'altruisme de 2022. Aujourd'hui, elle n'arbore plus d'insigne ukrainien dans la rue *«par précaution»*, quand d'autres compatriotes évitent carrément de parler ukrainien dans l'espace public. *On entend des choses bizarres, sur le fait que les Ukrainiens ne travaillent pas, sont nonchalants... C'est affligeant. On a crevé les pneus d'une collègue qui possède une voiture immatriculée en Ukraine. On a cassé les rétroviseurs d'une autre. Plus on se rapproche de l'élection, plus les discours se durcissent.»*

A l'école, le harcèlement à l'encontre d'enfants ukrainiens est devenu commun. La façade de la Maison ukrainienne, nichée dans un quartier résidentiel et paisible de Varsovie, a d'ailleurs été vandalisée à cinq reprises depuis

trois ans. Oksana Virt, une Ukrainienne originaire de Lviv qui vit aujourd'hui à Rzeszow, dans le sud-est de la Pologne, remarque cette xénophobie de plus en plus débridée. *«Il est malheureusement plus difficile de vivre aujourd'hui en Pologne*, glisse cette mère de deux enfants aux longs cheveux noirs. *Il y a quelques semaines, un Polonais m'a demandé d'où je venais, puis m'a dit que Lviv était et sera une ville polonaise.»*

Comment expliquer cette hostilité, d'autant plus venant d'un pays qui a vécu sous la coupe de Moscou ? Valeria avoue avoir du mal à se l'expliquer, «d'autant plus que les Polonais savent que, eux aussi, peuvent être un jour la prochaine cible des Russes».

Avant-garde. La désinformation russe pourrait ne pas y être étrangère. En toile de fond, une plaie mémorielle continue également de plomber les relations entre Kyiv et Varsovie. Celle du massacre de Volhynie, durant la Seconde Guerre mondiale, où des dizaines de milliers de Polonais furent exécutés aux mains de l'armée insurrectionnelle ukrainienne. La tragédie, source de rancune profonde, est régulièrement évoquée par les Polonais, qui accusent l'Ukraine de refuser de faire face à son passé, voire de le réécrire. D'autres épisodes récents viennent également assombrir l'amitié entre les deux pays, des blocages à la frontière s'étant multipliés ces deux dernières années. En cause : nombre d'agriculteurs et de camionneurs polonais s'estiment lésés et victimes de concurrence déloyale.

Les Ukrainiens en prennent pour leur grade, alors que se profile le premier tour de l'élection présidentielle. Loin de passionner les foules, la campagne électorale qui s'achève aura été rythmée par le thème migratoire. Et c'est l'extrême droite qui a été à l'avant-garde, incarnée par Konfederacja, une formation ultranationaliste.

Le parti national conservateur Droit et Justice, au pouvoir de 2005 à 2007 et de 2015 à 2023, use lui aussi, dans une moindre mesure, de cette rhétorique anti-ukrainienne. Mais, fait nouveau, c'est désormais tout l'échiquier politique qui s'en empare, à l'exception de la gauche, marginale en Pologne.

Et pour cause, le candidat libéral et favori du second tour, Rafał Trzaskowski, proche de Tusk, a proposé de limiter les prestations sociales aux seuls Ukrainiens qui travaillent. Le but de cette manœuvre ne fait nul doute : élargir sa base électorale.

Un cynisme politique qui désole Dominika Pszczolkowska, politologue affiliée au Centre de recherche sur la migration de l'Université de Varsovie. *«A court terme, ça peut être payant politiquement. A long terme, ça rend le vivre-ensemble plus compliqué, alors que beaucoup d'Ukrainiens resteront ici, une fois la guerre terminée.»*

PATRICE SENÉCAL
Correspondant à Varsovie

La «Camargue espagnole», un paradis en perdition ?

Dans le parc national de Doñana, joyau naturel et attraction touristique en Espagne, les pluies abondantes de ces derniers mois ont ravivé les cours d'eau, mais les grandes exploitations fruitières menacent toujours ce fragile écosystème.

Par
FRANÇOIS MUSSEAU
Envoyé spécial à El Rocío
(province de Huelva, Espagne)

A Doñana, le joyau naturel de l'Andalousie, personne ne veut bouder son plaisir. Les pluies intenses de ce printemps ont remis un sourire sur tous les visages: ceux des centaines de visiteurs émerveillés par l'explosion de toutes les teintes de vert; celui de cette guide interprète du Palais Acebrón - l'un des quatre sertis dans l'im-

mense parc - qui s'enorgueillit de la luxuriance des *algaidas*, ces ruisseaux qui s'évaporent et désormais débordent d'eau; celui aussi du conservateur en chef de Doñana et de ses 54 000 hectares de marais, de dunes, de forêts de pin ou de chênes-lièges. «C'est assez sidérant», se réjouit Miguel Angel Bravo Utrera, dont le bureau se trouve au beau milieu de l'espace naturel. *En général, il tombe en moyenne 540 millimètres d'eau par an de septembre à septembre. Avec les précipitations de mars et d'avril, on en est déjà à 700 millimètres!* Par dizaines, à proximité de la mer, des



Dans le parc national de Doñana, en Espagne, le 28 février. PHOTO CRISTINA QUICLER. AFP

lagunes asséchées depuis longtemps revivent et hébergent à nouveau des colonies de hérons ou d'oisons... Le cœur du parc, la partie la plus visitée qui bénéficie de sept titres de protection (réserve de la biosphère, parc naturel, parc national...), abrite des décors de cartes postales. Non loin du bâtiment d'accueil, des groupes de touristes armés de jumelles contemplent deux lynx ibériques se rouler dans l'herbe fraîche, sous un soleil de printemps retrouvé. «*Cette nature flamboyante stimule les migrations des oiseaux qui font leur nidification dans le parc*», se félicite Miguel Angel Bravo Utrera.

«CADEAU DU CIEL»

Le soulagement perceptible est à la mesure de l'inquiétude que suscite, ces dernières années, cette immense Camargue espagnole. «*Doñana est un orgueil national, le lieu de passage spectaculaire d'innombrables oiseaux qui hivernent ici depuis le nord de l'Europe ou se réfugient en provenance des chaleurs africaines. Un lieu dont raffolent tous les amoureux de la nature*», expose Juanjo Carmona, coordinateur du bureau de Doñana de l'organisation écologiste WWF. Sauf que depuis 2021, avec l'intensification des sécheresses liées au changement climatique, tout le monde craint pour la survie de cette perle, inscrite au patrimoine mondiale de l'Unesco depuis 1994. «*Doñana se meurt*», lisait-on à longueur de titres dans la presse espagnole. Il y a deux ans, le gouvernement de Pedro Sánchez avait annoncé son intention de «*sauver Doñana, coûte que coûte*». La ministre de la Transition écologique d'alors, Teresa Ribera (aujourd'hui vice-présidente exécutive de la Commission européenne et commissaire à la Concurrence), s'était rendue sur place en promettant d'*«empêcher la fin fatidique de ce paradis végétal et animal»* – un ancien territoire de chasse pour aristocrates, nationalisé par Franco en 1969. Au sud-est du parc, vers Sanlúcar de Barrameda, la lagune de Santa Olalla est perçue comme un baromètre de la résilience. En 2023, la presse publiait des photos alarmantes de ce symbole, la dernière lagune supposée permanente et désormais asséchée, au sol craquelé. En ce début mai, elle a recouvré son abundance liquide. Il y a deux ans, on ne comptait que 516 hectares de marais. Un an plus tard, c'était 18 000. Et aujourd'hui 27 000 sur les 33 000 hectares pouvant être immersés.

Personne ne se fait bien sûr d'illusions : ces dernières pluies anormalement abondantes ne vont pas guérir comme par magie un mal profond. «*Ce cadeau du ciel, c'est un peu comme un antibiotique donné à un grand malade : cela fait du bien mais cela ne règle pas à la racine du problème*», assène Miguel Angel Bravo Utrera. Car structurellement, le parc de Doñana souffre, cela fait consensus entre tous les acteurs. «*Deux systèmes se superposent*», explique Eloy Revilla, le directeur de la station du CSIC (le CNRS espagnol), elle aussi située dans le parc. «*Un système en surface, dépendant des aléas climatiques ; et l'autre en profondeur, ces nappes phréatiques en direction desquelles les eaux filtrent très lentement. Et là, le déséquilibre est considérable.*» Selon ses rapports, qui font office de référence, les eaux de Doñana sont mal en point : leur indice d'exploitation s'élève à 109%, alors qu'il ne devrait pas dépasser 80%. On comptait environ 2000 lagunes permanentes dans les années 50 ; en 2023, il ne restait plus qu'*«Olalla»*, finalement asséchée. En cause, la consommation des 150 000 à 200 000 estivants de la localité côtière de Matalascañas.



Récoltes de fruits : des sans-papiers «corvéables à merci»

Au cœur du parc de Doñana, des milliers de clandestins exploitent dans des cultures qui contribuent à l'assèchement de la réserve naturelle vivent dans des conditions déplorables.

Dans sa vieille Citroën qui parcourt tous les chemins de traverse de Doñana, Juan Romero désigne un sentier, définitivement scellé par des couches de terre. Non loin, trois hectares couverts de ces structures métalliques qui permettent de couvrir les cultures de fraises avec des bâches de plastique, et qui sont désormais en friche. «*C'est bon signe : peu à peu, cela devient une réalité. Il faut juste espérer que tous les exploitants des terres illégales jouent le jeu et cessent ainsi de sirophoner les eaux souterraines*», s'exclame ce retraité très actif, représentant régional de l'organisation Ecologistes en action depuis deux décennies. Or cet aquifère, c'est l'élément sur lequel tout repose, la santé du parc et de ses marais, la prospérité des agriculteurs, la vie même des 14 municipalités alentour.»

«Un virus». Non loin de là, Juan Romero montre de façon tangible que la croissance des cultures de fruits rouges ces dernières décennies est un problème plus global. «*Ces 1600 hectares sont le fait d'entrepreneurs qui se sont installés sur des terres publiques, y ont développé les cultures, et comme cela créait de l'emploi et*

augmentait les recettes des communes, tout le monde a fermé les yeux, la région au premier chef, dénonce-t-il. Conclusion : c'est un virus, une purulence qui épouse les nappes phréatiques, contamine davantage le sous-sol de nitrates et d'herbicides. Quant à l'aspect social, la main-d'œuvre, c'est pas beau à voir. Venez, je vous amène !» La Citroën serpente sur des chemins caillouteux, avant de déboucher sur une sente où des dizaines de migrants, hommes et femmes, marchent lentement sous le lourd soleil de midi. Leur habitat est un vaste campement.

On se croirait dans l'un des pires bidonvilles sud-américains ou un «slum» indien. Des tentes couvertes de bâches agricoles ; pas d'eau ni d'électricité ; des montagnes d'ordures amoncelées ; une odeur pestilentielle.

«Une honte». «Il existe une vingtaine de campements parfaits, environ 3000 personnes, dans la réserve de la biosphère. Ces gens bossent au moins huit heures par jour, les heures supplémentaires ne sont pas comptées ; comme ils sont sans-papiers, c'est comme s'ils n'existaient pas, et n'ont pas de cou-

verture sociale ou médicale. Et ceux qui les emploient sont bien contents de disposer de ces gens corvéables à merci», explique Manuel Delgado, de l'association des agriculteurs d'Almonte, une commune qui représente 40 % de la production des fruits rouges et la moitié de Doñana. Pour moi, c'est une honte. Dans notre commune, nous n'avons pas cela, les propriétés sont légales, les salariés ont des papier et ils sont bien traités. Notre souhait est que l'accord entre l'Etat et la région fasse que tout ce monde illégal disparaisse pour de bon.»

F.M. (à El Rocío)



Des travailleurs immigrés à Moguer, en Andalousie, en avril. PHOTO MATHILDE MAZARS

Mais, surtout, les plus de 10 000 hectares de la région destinés à la production annuelle de 450 000 tonnes de fruits rouges (fraises, framboises, myrtilles, mûres) pour l'exportation, générant un juteux chiffre d'affaires d'1,3 milliard d'euros : des dizaines de petites ou grandes exploitations qui profitent d'un climat idéal, d'une terre sableuse idoine et, donc, de cet aquifère (un terrain poreux constitué de roches perméables qui contient de l'eau de façon temporaire ou permanente) qui s'étale sur 2 400 km². «Les autorités l'ont divisé en 14 secteurs administratifs, mais géologiquement il n'y en a qu'un, et il est dangereusement sur-exploité», résume Eloy Revilla. A telle enseigne qu'en novembre 2023, après des années d'ater-

moiements et de promesses non tenues, le gouvernement central (socialiste) et la région Andalousie (dirigée par le Parti populaire de droite) ont signé un accord visant à «*relâcher la pression*» sur les nappes phréatiques. Objectif affiché : maintenir le grand parc «en

vie», ni plus ni moins. Au menu, un plan de transvasement de 3 hectomètres cubes d'eau fluviale par an en provenance du bassin du Guadiana, à l'ouest. Et surtout, un programme de fermeture progressive des 1 600 hectares illégaux de cultures de fruits rouges au sein du parc national. Cela se fait sur la base du volontariat : contre une indemnité plutôt généreuse (jusqu'à 100 000 euros par hectare), l'agriculteur s'engage à abandonner les cultures, à boucher son puits et à «*renaturaliser*» la propriété pendant trente ans. La Confédération hydrographique affirme avoir fermé plus de 700 puits illégaux ces dernières années.

«DÉFIS»

Quid du futur de ce parc, à la fois joyau naturel, attraction touristique, poumon hydrique et grand malade ? La plupart des acteurs ne sont pas vraiment optimistes sur le moyen et long terme. Cristina Mariño, de «Mujeres por Doñana», organisation de femmes écologistes, estime que «*les animaux sauvages, comme le lynx ibérique, ne peuvent plus se reproduire à l'état sauvage et se font souvent écraser par les voitures*». Pour l'asso-

ciation, «*la destruction naturelle du parc est lente et constante depuis des décennies et il manque une réelle volonté politique pour la contrer*».

Sur la durée, les statistiques ne sont guère réjouissantes. «*L'eau qui sort de cet aquifère est quatre fois supérieure à ce que la science recommande*», se désole Juan Romero. Il ajoute que la faune aquatique qui vient hiverner à Doñana est passée de 530 000 individus en 2021, à 120 000 aujourd'hui. 8 des 44 arbres singuliers du parc ont disparu et il y a une grande mortalité d'espèces amphibiennes et de plantes de marais. «*L'ennui structurel pour le parc*, estime Juanjo Carmona du WWF, avocat de profession, ce n'est pas seulement qu'il pleut moins sur la durée, mais qu'il pleut moins entre octobre et mars, période pendant laquelle ont lieu les grandes migrations d'oiseaux.» D'autres gardent espoir, tel Alex Revilla : «*Ce qui se passe à Doñana est un bon exemple de comment un grand parc naturel affronte les défis, dérive climatique, surexploitation, pression humaine. Si l'accord passé entre l'Etat et la région est respecté, les choses peuvent s'améliorer, et Doñana perdurera.*»

Congrès du PS Boris Vallaud, de «troisième voie» à troisième homme ?

Décembre 2024, plusieurs socialistes impatients pensent avoir obtenu gain de cause. Enfin, se disent-ils, Boris Vallaud s'apprête à se déclarer. Lui, ce député des Landes qu'ils ont tant poussé à se lancer dans la course au premier secrétariat et que l'on a tant décrit comme un éternel velléitaire va plonger dans le grand bain de leur congrès printanier. Le timing semble parfait pour agréger un maximum de soutiens, notamment provenant du camp d'Olivier Faure qui n'est, lui, pas encore officiellement candidat. Et puis... patatas. La censure de Michel Barnier le 4 décembre vient tout bouculer. Voilà Vallaud, en sa qualité de président du groupe PS à l'Assemblée, embarqué – donc coincé – dans une longue séquence de négociations avec le nouveau Premier ministre, François Bayrou, sur les conditions à une non-censure des socialistes en échange de contreparties sur la loi de finances qui fait alors son retour à l'Assemblée. «Il n'allait pas annoncer sa candidature à un moment où les Français se demandaient si le pays aurait un budget», souffle un de ses proches. Excuse recevable mais qui n'empêche pas un soutien d'estimer aujourd'hui que «s'il y avait 1% de l'ambition de Mitterrand ou de Hollande dans le moteur de Boris, il serait rentré dans la bataille il y a six mois et serait aujourd'hui premier secrétaire du PS».

Boris Vallaud démarre finalement son attelage trois mois plus tard. Le 12 mars avec une tribune publiée dans *Libération*, il appelle ainsi à un «congrès de doctrine et de réconciliation». La liste de signataires (et donc de ses soutiens) est scrutée... Et les autres chapelles socialistes finissent par se rassurer. Si le député des Landes a su agréger à sa démarche des personnalités issues des deux autres «TO» (*textes d'orientations*), le nouveau vocable socialiste pour parler de «motions»), sa candidature n'entraîne pas de grands bouleversements apparents dans les équilibres socialistes. «Ça fait pschitt», se délectent certains, dans les premiers jours.

Pas de quoi, pour autant, faire douter le camp Vallaud qui reste convaincu que son texte peut finir dans les deux premiers au premier vote des militants organisé le 27 mai. Ce qui qualifierait, dans cette hypothèse, l'ancien collaborateur d'Arnaud Montebourg, puis de François Hollande, pour la désignation du premier secrétaire, prévue le 5 juin. Mais en-

Deux mois après sa candidature, le député des Landes n'est pas parvenu à unir autant qu'espéré derrière lui. Et risque d'arriver derrière ses concurrents, Olivier Faure et Nicolas Mayer-Rossignol, au premier tour du congrès du parti prévu le 27 mai.

Par
SACHA NELKEN

core faut-il réussir à se qualifier pour cette «finale». Le plus dur. Deux mois ont passé depuis son plongeon. Les ralliements sont moins nombreux que prévu. Beaucoup de ceux qui quelques mois plus tôt avaient suggéré au patron des députés PS qu'ils le soutiendraient sont restés au vestiaire, prétextant souvent une candidature trop tardive. «C'est une façon commode de ne pas se positionner en fonction de ce qu'ils pensent vraiment», balaye Vallaud, lassé de cette critique.

FANTÔMES DE CONGRÈS FRATRICIDES

L'ancien secrétaire général adjoint de l'Elysée est ainsi entré dans ce 81^e congrès du PS – qui se déroulera à Nancy du 13 au 15 juin – avec l'objectif de rassembler tous les socialistes. Ambitieux. La précédente élection en 2023 ayant fini dans le sang et les larmes, Vallaud pense être la bonne personne pour «unir» – son slogan – sa famille politique. Lui qui dirige sans heurts le groupe PS à l'Assemblée depuis 2022 n'est-il pas le mieux placé pour réconcilier un parti fracturé depuis trois ans par les deux alliances législatives avec, notamment, La France insoumise? Le groupe «est un cénacle dans lequel on accepte de se parler, de s'écouter, de rechercher des positions communes, de travailler sur le fond. J'ai fait la démonstration que l'on peut travailler tous ensemble», pointe-t-il.

La grande réconciliation est d'autant plus à portée de main, croit-il, que le point de clivage qui a tant animé le dernier congrès – le rapport à LFI – est, selon lui, «soldé». «Je ne veux pas de divisions

sur de faux désaccords, insiste-t-il. Nous devons travailler sur des idées. Les Français doivent être capables de voir en quoi les socialistes peuvent être utiles pour améliorer leurs vies quotidiennes. On a besoin de tout le monde pour ça.» En cohérence avec cette ligne, celui qui a côtoyé Emmanuel Macron à l'ENA (promo Senghor) a ainsi rencontré les deux autres camps. Avec celui de Faure, «la discussion a tourné court car la seule question de leur côté était grossièrement "quel est le prix pour vous acheter?"» souffle un proche du Landais. Les échanges avec le front anti-Faure, réuni derrière le maire de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol, n'ont pas été plus concluants. Au cours d'une réunion en visio, Vallaud a demandé plusieurs clarifications à ses camarades. A savoir : s'ils défendaient l'idée de définir un chef de file socialiste pour aller, ensuite, échanger avec les autres partis de gauche en vue d'une alliance pour 2027. Si, selon eux, cette union pouvait aller, comme il le pense – et le propose Faure –, de François Ruffin à Raphaël Glucksmann?

«On n'a pas eu de réponse», regrette le vice-président du conseil départemental du Lot, Rémi Branco. Au sein de cet alliage composé de personnalités diverses allant des maires Hélène Geoffroy et Karim Bouamrane aux députés Philippe Brun et Jérôme Guedj, tout le monde n'avait pas la même motivation pour travailler avec le Landais... Pour certains, sa ligne reste trop proche de celle de Faure. Pour d'autres, comme la présidente de la région Occitanie Carole Delga, il avait le costume pour porter ce rassemblement. Sans succès.

Résultat, des trois candidatures, la sienne est celle ayant obtenu le moins de parrainages. Le camp du Landais continue de marteler que rien n'est joué, qu'il peut encore arracher la seconde place. «C'est une hypothèse crédible, croit Rémi Branco. Certes, il y a une certaine déception de ne pas avoir réussi à rassembler les cadres, mais nous sommes optimistes sur la capacité de Boris de convaincre les militants.» L'élu du Lot, comme d'autres proches de Vallaud, multiplie les débats dans les fédérations à travers la France et témoigne de militants qui finiront par choisir finalement le texte proposé par Vallaud. Qui plus est si, en fin de campagne, les tensions entre les camps Faure et Mayer-Rossignol, ralimentent les fantômes des congrès fratricides de Marseille ou Reims et ses accusations de triches. «Notre offre rassemble ceux qui veulent que le parti avance, alors que les autres se tapent dessus jusqu'à la paralysie», juge le sénateur de l'Oise, Alexandre Ouizille, directeur de campagne du député des Landes.

CONSULTATION MILITANTE

Pour rassurer des militants désireux de ne pas revivre le (triste) spectacle d'il y a deux ans, Vallaud mise sur de nouveaux outils à destination des adhérents et sur des fondamentaux socialistes. Sur le modèle de l'Institut La Boétie de LFI, il a ainsi mis sur la table l'idée d'une école de formation nommée «Académie Léon-Blum», dont un appel à candidature pour la première promotion a déjà été lancé. Mais aussi un journal, le *Nouveau Populaire*, qui compte déjà deux exemplaires parus. «On dit qu'on veut un nouveau média, on n'attend pas, on lance un nouveau média», vante l'énarque. Ce dernier a aussi mis en ligne une consultation militante et placé dans les débats le principe de «démarchandisation» sur lequel «la pensée socialiste contemporaine» pourrait s'appuyer. «On montre à quoi ressemblerait un parti si on était aux manettes. C'est du déjà-là socialiste!», résume Ouizille. Suffisant pour convaincre? Son camp fait dans l'autoconviction. «Dans toutes les hypothèses Boris Vallaud a franchi un pas, affirme le sénateur de l'Oise. Soit il accède aux responsabilités, soit il est le pivot qui pourra imposer ses idées.» Branco abonde : «Au pire, on aura mis la première pierre d'une ambition collective.» Rendez-vous est donc déjà pris pour Nancy. ◀





Nicolas Mayer-Rossignol, le candidat qui s'y revoit déjà

Le maire de Rouen, battu sur fond d'accusations de triches il y a deux ans, espère profiter de la candidature Vallaud pour l'emporter face à Olivier Faure.

Au Parti socialiste, les mêmes calculs donnent parfois des résultats différents. À l'approche du congrès, qui se tiendra à Nancy, du 13 au 15 juin, chaque camp compte ses voix et en conclut qu'il sera gagnant. Les soutiens de Boris Vallaud, qui n'est pas parvenu à bouleverser les équilibres, font encore semblant de penser qu'il peut encore arriver en tête. Ceux d'Olivier Faure assurent qu'il sera reconduit et ceux de Nicolas Mayer-Rossignol le voient déjà élu.

Le maire de Rouen a d'ailleurs convié la presse cette semaine pour présenter «la feuille de route» de ses «100 premiers jours» à la tête du PS, avec ses alliés, la présidente de la région Occitanie, Carole Delga, les députés Philippe Brun et Jérôme Guedj, l'adjointe à la maire de Paris Lamia El Aaraje ou encore l'ex-députée Valérie Rabault. «Ce que vous voyez, c'est l'équipe, la dream team. On est déjà prêts», s'est félicité «NMR», mardi, dans un café parisien.

Equation. En réalité, comme au congrès de Marseille en 2023, les résultats entre les deux camps risquent d'être serrés. Selon les estimations, en cas de *remake* du vote d'il y a deux ans, Olivier Faure et Nicolas Mayer-Rossignol pourraient tous les deux arriver entre 40 et 50 % des voix. Tout l'enjeu résidera donc dans la façon dont se répartiront les voix militantes qui auront choisi le texte d'orientation (TO) de Vallaud, le député des Landes se refusant à imaginer devoir donner une consigne de vote. Après avoir expliqué que la candidature du président du groupe PS à l'Assemblée, Boris Vallaud, affaiblissait surtout le «pôle de

rassemblement» autour de Mayer-Rossignol, les proches de Faure assurent maintenant que ses voix vont se reporter naturellement vers eux. «Les gens se sont servis de Boris comme d'un sas», se rassure-t-on de ce côté-ci du PS. De l'autre, on mise sur une autre équation : «Au second tour, il faudra faire un choix : est-ce qu'on veut le statu quo ou le changement?» interroge ainsi le maire de Rouen. Si on reste avec Olivier Faure, c'est qu'on ne veut pas le changement.» Dans l'entourage de Vallaud, on refuse de trancher : «On partage la critique du parti avec le TO-C [le texte d'orientation de Nicolas Mayer-Rossignol, ndlr], mais sur la ligne, on est plus proches d'Olivier Faure.»

«Laboratoire». Depuis le début du congrès, tous les opposants à Faure se rejoignent sur leur critique d'un manque de travail programmatique du parti et de son fonctionnement jugé trop clanique. Beaucoup racontent que lorsqu'ils se sont retrouvés face aux insoumis dans des négociations, les socialistes n'ont pu qu'ajuster *l'Avenir en commun*, le programme de Jean-Luc Mélenchon, qui sert de référence, en l'absence de contre-projet socialiste solide.

«On va transformer le fonctionnement du PS», a promis le député de l'Eure, Philippe Brun, qui veut développer un «laboratoire des territoires pour travailler avec les élus locaux» ainsi que son «école de l'Engagement» «pour former des candidats qu'on ne voit pas aujourd'hui en politique». «Le parti ne forme plus, il délivre seulement des investitures», accuse-t-il d'une formule entendue au PS bien avant la direction de Faure. Dans les 100 jours qui suivront le congrès, le camp Mayer-Rossignol entend par ailleurs très vite se concentrer sur les municipales, alors que certains craignent des alliances entre insoumis et écologiques pour les battre. Malgré la rupture avec LFI, c'est encore le rapport aux troupes de Mélenchon qui est en jeu. L'autre bataille dans la bataille.

CHARLOTTE BELAÏCH

A69, pesticides... Le droit de l'environnement aux orties

Jeudi, les sénateurs ont voté en faveur de la reprise du chantier de l'autoroute Toulouse-Castres. La veille, une commission de l'Assemblée avait entériné le retour d'un néonicotinoïde. Deux exemples de la contestation croissante, par certains élus, de décisions de justice protégeant la nature et la santé.

Par
ELÉONORE DISDERO
et **CORALIE SCHAUB**

La porte est fermée ? Passons par la fenêtre ! Le tribunal administratif de Toulouse a annulé fin février les arrêtés préfectoraux autorisant les travaux de construction de l'autoroute A69 reliant Toulouse à Castres, au motif que ce projet «ne répond pas à une raison impérative d'intérêt public majeur» (RIIPM, de son petit nom) et ne justifie donc pas la mise en péril d'espèces protégées sur son tracé ? Qu'à cela ne tienne, proposons un texte dont l'unique objet est de valider ces arrêtés, pour permettre la reprise du chantier ! C'est ce qu'ont fait plusieurs sénateurs favorables au projet contesté, en déposant mi-mars une proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière. Ce texte actant le passage en force a été adopté au Sénat, dans un hémicycle clairsemé, jeudi. Il sera examiné à l'Assemblée nationale le 2 juin. De quoi faire hurler les défenseurs de la nature, mais aussi les juristes. «Vouloir contourner ainsi une décision de justice est scandaleux, cette proposition de loi contrevient au principe de séparation des pouvoirs et représente une grave mise en cause de l'Etat de

droit», s'insurge Arnaud Gossement, avocat en droit de l'environnement et professeur associé à l'université Paris-I.

Serait-ce un cas isolé, la lubie de quelques parlementaires attachés au tout routier ? Ou une sorte de «rançon du succès» du droit de l'environnement, devenu efficace au point de faire annuler pour la première fois un projet d'autoroute par la justice pour des raisons environnementales, et, partant, de susciter critiques et attaques ? Cette précieuse boîte à outils juridique, essentiellement issue des directives et règlements européens, serait-elle devenue si performante qu'elle gêne désormais ceux qui entendent continuer à polluer, détruire ou bétonner sans entraves ?

UN ANGLE D'ATTAQUE : LES ESPÈCES PROTÉGÉES

«Depuis une dizaine d'années, le droit de l'environnement a permis de remporter une série de victoires sur la pollution de l'air, de l'eau, sur les espèces protégées ou les installations industrielles, car il y a plus de contentieux puisque l'environnement se dégrade et que davantage d'associations et de collectifs s'emparent du droit pour le protéger», constate Dorian Guinard, maître de conférences en droit public à l'université de Grenoble. Ce qui peut expliquer, selon

lui, qu'une partie des acteurs industriels et agricoles mais aussi des parlementaires, «du centre jusqu'à l'extrême droite, tentent de faire passer ces derniers mois un ensemble de lois s'en prenant au droit de l'environnement, avec un angle d'attaque privilégié : les espèces protégées, car ils ont compris que le droit des espèces protégées allait pouvoir empêcher de faire beaucoup de choses».

Le droit européen interdit en effet la destruction des espèces animales ou végétales protégées... mais il est possible de demander une dérogation, laquelle peut être accordée sous trois conditions, notamment en cas de... «raison impérative d'intérêt public majeur». Cette même RIIPM que brandissent les partisans de l'A69 et bien d'autres. «Le législateur a ouvert une brèche sur ce point

avec la loi du 10 mars 2023 qui prévoit une présomption de RIIPM pour les projets d'énergies renouvelables, alors forcément, depuis, chaque lobby demande la même chose, cela a été le cas des agriculteurs pour leurs installations (notamment de stockage de l'eau), puis des industriels et désormais pour les grandes infrastructures, observe l'avocat en droit de l'environnement Sébastien Le Briéro. En créant ainsi une présomption de RIIPM, il s'agit en fait de tordre le bras du juge administratif, lequel examinait soigneusement au cas par cas tel ou tel projet.»

Qu'ils soient déjà adoptés ou en passe d'être votés, plusieurs textes de loi ont tenté ces dernières années, et en particulier ces derniers mois, en France, de détricoter les règles de protection de l'environnement ou de contourner leur application. Parmi eux figure le projet de loi de «simplification de la vie économique» en cours d'examen à l'Assemblée nationale. Celui-ci prévoit notamment de supprimer les zones à faibles émissions (ZFE), l'évaluation environnementale préalable pour certains grands projets et les débats publics sur les projets industriels, de remettre en question le «zéro artificialisation nette» ou encore d'affaiblir l'interdiction de détruire les espèces protégées ou les compensations en cas de destruc-

tion de la biodiversité. A tel point que «simplification est devenu un euphémisme poli pour dérégulation et régression du droit de l'environnement», tacle la fédération d'associations France Nature Environnement (FNE), qui a dressé en avril le bilan de quinze années de politiques de simplification du droit de l'environnement, lesquelles auraient conduit à «un droit complexifié et illisible, de l'instabilité juridique, la multiplication des contentieux et l'affaiblissement des garde-fous environnementaux».

«UNE AGRICULTURE D'UN AUTRE ÂGE»

Mais un autre texte inquiète autant, voire plus, qui, après avoir été voté par le Sénat, est débattu en commission cette semaine à l'Assemblée, avant un examen en séance publique à partir du 26 mai : la proposition de loi du sénateur LR Laurent Duplomb, qui vise à «lever les contraintes au métier d'agriculteur». La version adoptée mercredi soir prévoit notamment de réintroduire, par dérogation pour des filières en crise, l'acétamiprid, un pesticide de la famille des néonicotinoïdes, ces insecticides «tueurs d'abeilles» interdits en France depuis 2018 en raison de leur extrême toxicité, y compris pour l'homme, mais au- **Suite page 14**



Une manifestation pro-A69 à Castres, le 8 mars. PHOTO ULRICH LEBEUF. MYOP

«Simplification est devenu un euphémisme poli pour dérégulation et régression du droit de l'environnement.»

France Nature
Environnement



A Toulouse, le 27 février, des militants célèbrent la décision de suspension du chantier par le tribunal. PHOTO ULRICH LEBEUF. MYOP

Le bras d'honneur du Sénat à la justice

En adoptant une proposition de loi pour tenter de contourner la décision du tribunal administratif de Toulouse, qui avait arrêté le chantier controversé de l'autoroute A69, les sénateurs court-circuitent les voies de recours déjà déclenchées.

Les sénateurs ont acté un passage en force pour permettre la reprise du chantier de l'A69, ce ruban de bitume ultra-contesté entre Toulouse (Haute-Garonne) et Castres (Tarn). Dans un hémicycle clairsemé, la Chambre haute dominée par la droite et les centristes a voté, jeudi, à une très large majorité, une proposition de loi (PPL) visant à contourner la décision du tribunal administratif de Toulouse. Le 27 février en effet, ce dernier avait annulé les arrêtés préfectoraux délivrés par l'Etat, arguant que la «raison impérative d'intérêt public majeur» ne tenait pas pour justifier les atteintes à l'environnement causées par la construction de la portion

d'autoroute de 53 kilomètres. Un coup de tonnerre judiciaire qui avait entraîné l'interruption immédiate des travaux.

Les auteurs du texte, les sénateurs centristes du Tarn Marie-Lise Housseau et Philippe Folliot, ont justifié leur démarche par le besoin de désenclaver la région de Castres et Mazamet, un bassin de vie en crise de 100 000 personnes. «Nous faisons notre travail de parlementaires en proposant une porte de sortie pour faire en sorte d'arrêter cette situation ubuesque et stopper cette gabegie», a souligné Philippe Folliot, assurant que «la quasi-totalité des élus locaux sont favorables» au projet. Et d'ajouter: «Nous avons voulu répondre à une

attente particulièrement forte de l'ensemble des acteurs de ce territoire.»

Pourtant, dans sa décision du 27 février, le tribunal administratif avait jugé que la zone ne présentait «ni un décrochage démographique [...] ni un décrochage économique»; et que le coût élevé du péage ne rendrait pas le nouveau tronçon suffisamment attractif. Des arguments balayés par les sénateurs, qui, à l'exception des écologistes et de quelques communistes, ont mis en avant le nécessaire développement économique de la zone.

Lourd. Face aux accusations de «mépris» pour les habitants, les élus écologistes ont, eux, objecté que «le cadre ancien» prôné par les pro-A69 ne tenait plus à l'heure de l'urgence environnementale. De son côté, le gouvernement n'a pas officiellement pris position devant le Sénat, préférant se réfugier derrière la neutralité d'un «avis de sa-

gesse», a expliqué le ministre des Transports, Philippe Tabarot. Mais ce dernier n'a toutefois jamais caché son appui personnel au texte, voté par nombre d'élus centristes soutiens de François Bayrou et d'Emmanuel Macron.

Pour Dorian Guinard, maître de conférences en droit public à l'Université Grenoble-Alpes, l'adoption de cette PPL offre un «très mauvais signal démocratique». «Une partie de la droite et du groupe socialiste prend quelques libertés avec la séparation des pouvoirs en revenant frontallement sur la portée d'une décision de justice», réagit-il.

Dans un pays où la séparation des pouvoirs est constitutive de notre démocratie, c'est un geste triste et lourd de conséquences.»

les arrêtés préfectoraux. Et les opposants pourront saisir le Conseil constitutionnel.

Explosif. C'était d'ailleurs l'autre point de crispation, jeudi: un tel passage en force est-il constitutionnel? «La question n'est pas "êtes-vous pour ou contre pour le doublement de la route existante", mais "sommes-nous respectueux des principes mêmes de la Constitution?"», a résumé le sénateur écologiste Ronan Dantec.

Si les lois de validation sont une atteinte à la séparation des pouvoirs destinées à corriger de petits vices de procédures dans certaines décisions administratives, leur utilisation pour s'opposer directement à un juge revêt un caractère explosif, ont averti les Ecologistes. «Est-ce que notre rôle est de créer un précédent, alors même que les voies de recours sont en cours?» a aussi interrogé le socialiste Hervé Gillé.

L'Etat, en effet, a fait appel de la décision du tribunal administratif de Toulouse et a déposé une demande de suspens à exécution, examinée le 21 mai, pour obtenir la reprise des travaux. Le Sénat «envoie un message trouble, celui d'un Parlement qui interviendrait pour sauver un projet en difficulté juridique», a poursuivi Hervé Gillé.

Pour le sénateur écologiste Thomas Dossus, «la séparation des pouvoirs n'est plus qu'une illusion. Vous affabliez l'Etat de droit et la République, a-t-il cinglé en fin de séance. Mais les réalités physiques du réchauffement climatique nous rattrapent». Les «sages», qui seront «évidemment saisis», selon Ronan Dantec, devront se prononcer sur la pertinence de ce projet d'un point de vue financier, socio-économique, démocratique, sécuritaire et environnemental.

E.Di.
et MARGAUX LACROUX

Suite de la page 12 torisés ailleurs en Europe.

«Ce texte achève l'œuvre de déconstruction de la protection de l'environnement amorcée par la loi d'orientation agricole adoptée en février, estime Antoine Gatet, le président de FNE. C'est un rouleau compresseur qui privilégie à tout prix une agriculture industrielle d'un autre âge dépourvue d'avenir et les affaires des grands lobbys et syndicats agro-industriels, en oubliant totalement la protection de la santé humaine, de la biodiversité, de la qualité de l'air et de l'eau.» Pour Dorian Guinard, la volonté de réintroduire l'acétamipride «est la plus symbolique de toutes les tentatives actuelles de faire régresser le droit de l'environnement, car elle marque une absence totale de changement de paradigme, elle incarne une action législative qui n'a compris ni les enjeux environnementaux ni les données scientifiques et n'obéit qu'à des intérêts catégoriels».

NON-EXÉCUTION DES DÉCISIONS DE JUSTICE

Le juriste pointe un autre phénomène en cours : la non-exécution des décisions de justice. «C'est ce qui me choque le plus, car cela pose un réel problème démocratique», confie-t-il. Et de citer plusieurs exemples récents. La retenue agricole de Caussade (Lot-et-Garonne), construite illégalement pour stocker 920 000 m³ d'eau, est «toujours exploitée malgré plusieurs décisions de justice, non appliquées par l'Etat». Celle du tribunal administratif de Paris estimant en 2023 dans l'affaire «Justice pour le vivant» que l'Etat français a commis deux fautes en méconnaissant ses propres objectifs de réduction de l'usage de pesticides et en manquant à son obligation de protection des eaux souterraines, «est pour l'instant ineffective parce que les gouvernements successifs ne l'ont pas exécutée». Idem dans la saga des bouquetins du Bargy, dans les Alpes, qui «continuent de risquer l'abattage malgré plusieurs décisions» de justice. Aux yeux de Dorian Guinard, cela «prouve que le droit de l'environnement est de mieux en mieux mobilisé par les associations, très efficace juridictionnellement, mais de temps en temps moins efficace dans la réalité, car les décisions sont soit contestées en appel par les pouvoirs publics, soit inexécutées par ceux-ci». La raison à cela réside selon lui dans le fait que ce droit «est un droit des transitions plus que n'importe quel autre, qui empêche la perpétuation d'un modèle appartenant au passé, donc qui dérange».

Sur le terrain, un autre facteur limite voire empêche l'application de la réglementation environnementale, souligne FNE dans le rapport cité plus haut : «Les contrôles sont de plus en plus rares et les sanctions insuffisantes.» Ainsi, les 490 000 installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE, susceptibles de présenter des dangers pour l'environnement, la santé et la sécurité publique) soumises au régime de déclaration, sont contrôlées en

moyenne une fois tous les quatre-vingt-dix ans, relevait la Cour des comptes en 2024. Et en 2023, près de 90 % des exploitations agricoles n'ont fait l'objet d'aucun contrôle administratif, selon une mission d'inspection interministérielle. Quant aux sanctions, elles restent rares et peu dissuasives. «Le vrai problème est moins le détricotage des lois que le manque de moyens, pour la police ou la justice environnementale», pointe Arnaud Gossement.

L'accès à la justice est lui-même bridé. «Afin d'éviter l'arbitraire et de s'assurer de la bonne mise en œuvre du droit, le public doit pouvoir saisir un juge, tiers indépendant», rappelle FNE. Or, observe la fédération d'associations, «depuis quarante ans, l'accès à la justice est restreint sous prétexte de lutter contre les recours abusifs. Pourtant, les études montrent que ces derniers restent marginaux et que les recours portés par les associations ne sont pas concernés». En cause, entre autres, la diminution des délais de recours. Ainsi, en matière d'ICPE, le délai de recours, illimité en 1976, est passé à deux mois seulement en 2024. «Il devient de plus en plus compliqué pour les associations d'aller chercher le juge pour rappeler à l'Etat ses obligations de préserver l'intérêt général», déplore Antoine Gatet.

«Une action législative qui n'obéit qu'à des intérêts catégoriels.»

Dorian Guinard
maître de conférences en droit public à l'université de Grenoble

Et ce, aussi, car certaines se font couper les vivres. C'est ce qui est arrivé début avril, avec la décision du président LR du département du Rhône, Christophe Guilloteau, de supprimer les subventions allouées à la branche locale de FNE, celle de la Ligue de protection des oiseaux et à l'association Arthropologia. «Juste pour avoir osé, au cours de la consultation publique, signer un courrier critiquant un projet de port fluvial au nord de Lyon, en avertissant que ce n'était pas forcément une bonne idée. C'est fou! s'insurge Antoine Gatet. Or si les associations n'existent plus, plus personne n'ira chercher le juge. Et ces derniers remparts du droit et de la défense d'un monde viable disparaîtront.» D'ailleurs, rappelle-t-il, «on ne fait pas de contenc-

tieux pour rien, pour le plaisir, mais en dernier ressort, quand le préalable n'a pas fonctionné, c'est-à-dire le dialogue environnemental, la démocratie environnementale (études d'impacts, enquêtes publiques, débats publics, concertations préalables...). Mais celui-ci aussi est en train d'être déconstruit». Et de faire allusion, notamment, à la volonté d'exclure du champ de la Commission nationale du débat public (CNDP) les grands projets industriels, dans le cadre du projet de loi de simplification économique. Ce qui n'a rien d'anodin : extraction minière en Guyane, mine de lithium dans l'Allier, exploitation pétrolière... dans les deux tiers des cas, le débat public fait évoluer le projet. Pour Antoine Gatet, «la démocratie est muselée, c'est du jamais vu».

«DE BELLES CHOSES À D'AUTRES NIVEAUX»

L'environnement et son droit ont «connu d'autres cycles d'attaques, par exemple avant et après l'adoption en 2005 de la charte de l'environnement, intégrée au préambule de la Constitution, ou quand Nicolas Sarkozy a dit en 2010 que l'environnement, "ça commence à bien faire". Et puis, il se passe de belles choses à d'autres niveaux que l'Etat, par exemple dans les collectivités territoriales, comme en Ile-de-France, où la

pollution de l'air baisse, relativise Arnaud Gossement. Mais la différence entre ce cycle d'attaques et les précédents, c'est qu'aujourd'hui vous avez une crise économique qui se double d'une montée du fascisme. Et des personnes tentées par l'aventure populiste, voire fasciste, qui utilisent le détricotage du droit de l'environnement comme prétexte pour détricoter l'Etat de droit et parvenir à une fin politique autoritaire.»

La question «est de savoir si le droit de l'Union européenne résistera à cette vague populiste d'extrême droite, estime Dorian Guinard. Et si et comment les gouvernements se décident enfin à accompagner les transitions écologiques, dans l'agriculture ou l'industrie : tant qu'ils obéiront à des logiques de très court terme et ne garantiront pas les revenus dans les secteurs en transition, on sacrifiera l'environnement jusqu'à ce qu'il y ait de grosses catastrophes. La procrastination environnementale va se payer cash, dans tous les sens du terme». Et son confrère Sébastien Le Briero d'abonder : «La vraie limite à tout cela, la solution par défaut, sera quand ceux qui auront voulu contourner le droit de l'environnement se retrouveront au pied du mur, quand il n'y aura plus de biodiversité et de ressources naturelles.» ◆



Bruno Retailleau sur le chantier de l'A69 à côté du village de Saint-Germain-des-Prés, dans le Tarn, le 7 mai. PHOTO ED JONES. AFP

La FNSEA veut faire sa loi

Le syndicat majoritaire remet la pression sur le gouvernement et les députés pour éviter que des amendements viennent affaiblir la loi Duplomb, qui lui est très favorable, et dont un article réautorisant un néonicotinoïde a été validé en commission à l'Assemblée mercredi.

On ne change pas une méthode qui gagne. Depuis leur mouvement de colère début 2024, les syndicats agricoles productivistes, FNSEA en tête, continuent de brandir la menace de manifestations pour arriver à leurs fins. Avec les promesses de Gabriel Attal à Matignon il y a plus d'un an et le vote de la loi d'orientation agricole en début d'année, les reculs environnementaux dans le secteur sont pourtant déjà nombreux. A la plus grande satisfaction d'une partie de la profession, qui réclamait plus de «simplification», et moins de «normes» jugées trop contraignantes.

Un nouveau cap devrait être franchi d'ici la fin du mois. La proposition de loi Duplomb, du nom du sénateur LR qui en est à l'origine, débattue cette semaine en commission des Affaires économiques, sera discutée en séance publique à partir du 26 mai. Réintroduction des néonicotinoïdes, ces insecticides dits tueurs d'abeille, mise sous tutelle de l'Anses – l'organisme qui réglemente la mise sur le marché des pesticides, facilitation des installations géantes d'élevages et des mégabassines... En huit articles, le texte déjà voté par le Sénat en début d'année promet une dérégulation à tout va, qui permettra aux agriculteurs de restaurer leurs «moyens de productions» selon Thierry Coué, secrétaire général adjoint de la FNSEA.

Dans la foulée, le syndicat majoritaire et les Jeunes agriculteurs (JA) appellent à «de nouvelles actions». «Les réponses et promesses qui nous sont faites ne sont pas là et c'est intolérable», a averti le président du syndicat majoritaire, Arnaud Rousseau, jeudi sur BFM. En cause, le revirement subi par cette proposition de loi surnommée «Entraves» visant à «lever les contraintes liées à l'exercice du métier d'agriculteur» lors de son examen en commission développement durable la semaine dernière, présidée par la députée EPR Sandrine Le Feur.

Lobbying. Les députés y ont supprimé trois articles, notamment sur les néonicotinoïdes et le stockage d'eau, et même instauré un moratoire sur les mégabassines. L'exact inverse de ce qui avait été réclamé par la FNSEA et voté par le Sénat. Qu'importe si les représentants des Affaires économiques sont, depuis mardi, en train de revenir sur certaines de ces suppressions

Le texte déjà voté par le Sénat promet une dérégulation à tout va.

et trouver des compromis lors de longs débats. Plus de 800 amendements ont en effet été déposés pour cette discussion en commission. La dérogation sur les néonicotinoïdes a, ainsi, été réintroduite mercredi soir, au grand dam des défenseurs de l'environnement. «On est extrêmement frustrés et on a très peur, parce qu'on a vu des oppositions venir du bloc central», relate Thierry Coué. Alors même que les agriculteurs ont déjà obtenu beaucoup depuis dix-huit mois (aides financières, loi d'orientation agricole...), le syndicaliste explique que ce nouveau texte est dans la droite ligne du précédent «qui donnait le cap de la souveraineté alimentaire» et est «pratico-pratique». «C'est essentiel pour nous de rappeler qu'il faut aller au bout du travail», explique-t-il. «C'est donc un travail de lobbying qui se met en branle», abonde le secrétaire général des JA, Quentin Le Guillous. «Il y a dix-huit mois, tout le monde nous soutenait, et aujourd'hui c'est remis en question. On n'est pas en train de faire les enfants gâtés et de demander de nouvelles choses. On ne fait que suivre ce qui avait été demandé à l'époque», poursuit-il.

Attentes. Alors que la proposition de loi divise une partie du bloc centriste et présidentiel, la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, issue des rangs de LR, continue de soutenir la version du Sénat, vantant un «texte équilibré». «Je demande aux députés de ne pas faire obstruction. Nos agriculteurs le méritent et nous devons respecter leurs attentes et leurs besoins», a-t-elle déclaré dans un commentaire transmis à *Libération*. La Confédération paysanne, à l'instar des associations écologistes et du collectif Nourrir, appelle à rejeter cette loi «Entraves», qui ne répond pas, selon elle, «aux attentes du monde agricole», mais «est au service d'un système agro-industriel qui est déjà responsable de la disparition de centaines de milliers de paysan-nes et de fermes en France». Plusieurs associations, dont Greenpeace et le Réseau Action Climat, déplorent une loi qui «vise à enterrer un maximum de reculs environnementaux».

PAULINE MOULLOT

Lyon CLIMAT TOUR

DJ set Molécule Débats Agnès Buzyn, Etienne Klein, Marie-Charlotte Garin, Robert Vautard, Vinz Kante, Quentin de La Vie partout, Loup Espargilière, Thomas Huchon et le service Checknews de Libération Lieu H7

**23/24
mai**



Gratuit

sur inscription



LIBÉ.FR

A Clermont-Ferrand, une étude pilote sur l'hyperémèse gravidique, la forme extrême

des nausées de grossesse Une étude pionnière du CHU de Clermont-Ferrand explore depuis début mai l'ampleur ignorée des nausées et vomissements pendant la grossesse. Derrière ces symptômes banalisés, parfois invalidants, se cache un tabou médical et social sur la souffrance des femmes enceintes. A lire sur notre site. PHOTO PLAINPICTURE

Violences faites aux enfants: les victimes critiques envers la «haute autorité» de Bayrou



François Bayrou devant la commission d'enquête parlementaire sur les violences en milieu scolaire, mercredi. PHOTO ALBERT FACELLY

Les collectifs ont exprimé de gros doutes, après la proposition du Premier ministre, mercredi, devant la commission d'enquête sur les violences en milieu scolaire, de créer une structure indépendante.

Par
CÉCILE BOURGNEUF

Face aux accusations, une proposition. Mis en cause pour son silence et ses contradictions dans l'affaire Bétharram, François Bayrou a tenté de reprendre l'initiative. Mercredi, devant la commission d'enquête parlementaire sur les violences en milieu

scolaire, le Premier ministre a proposé la création d'une «haute autorité indépendante» chargée de la lutte contre les violences faites aux enfants. Une structure qui concernerait les établissements scolaires mais aussi, selon ses mots, les «associations sportives», «culturelles» ou les «familles», précisant qu'un accent serait mis sur les violences intrafamiliales.

«Il y a là quelque chose qui permettrait de donner leur place à tous ceux qui ne peuvent pas s'exprimer», a déclaré François Bayrou, en précisant que cette proposition s'inspirait d'une loi récemment adoptée en Allemagne. Joint par *Libération*, son cabinet précise que le projet s'inspire de l'UBSKM, une autorité indépendante allemande créée en 2010 après une série de scandales de violences

sexuelles dans des établissements scolaires et religieux. Et qui a désormais un statut légal depuis le vote d'une loi le 8 avril.

Risque. L'UBSKM ne traite pas directement de signalements individuels mais elle coordonne des actions de prévention des violences sexuelles envers les enfants et intervient partout où ils peuvent y être exposés: écoles, structures sportives et associatives, églises ou familles - et pilote des campagnes nationales d'information ou publie des recommandations officielles.

L'idée serait de transposer ce modèle en France dans une structure autour d'un délégué national indépendant, chargé de conduire les actions de prévention, de sensibilisation et d'accompagnement avec un conseil des victimes pour

garantir l'intérêt des personnes concernées. «Le projet est sur la table, précise Matignon. Mais il est trop tôt pour dire qui le portera et sous quelle forme exacte.» Alain Esquerre, porte-parole du collectif des victimes de Bétharram, dit avoir découvert cette proposition lors de l'audition du Premier ministre. S'il ne rejette pas l'idée, il

«Le projet est sur la table, précise Matignon. Mais il est trop tôt pour dire qui le portera et sous quelle forme exacte.»

avertit: «Il vaut mieux se concentrer sur les violences en milieu scolaire. Là, on mélange tout, est-ce qu'on ne risque pas de noyer le poisson?» interroge-t-il. Et de pointer le risque d'un effet d'annonce: «Si c'est une nouvelle autorité sans moyens, sans vrai pouvoir, ça ne sert à rien.» Malgré ses réserves, Alain Esquerre réaffirme sa disponibilité: «Je m'en fiche que ce soit moi ou quelqu'un d'autre. L'important c'est qu'il y ait quelque chose.»

Début mai, *le Canard enchaîné* a rapporté qu'Alain Esquerre et Alexandre Perez - membre du collectif des victimes de Bétharram et conseiller municipal à Pau élu dans la majorité de François Bayrou - auraient présenté à Matignon, le 30 avril, un projet d'Office national de prévention et de contrôle des établissements scolaires.

Tous deux contestent cette version. Alain Esquerre affirme que le projet a en réalité été présenté en mars à la ministre de l'Education Elisabeth Borne, et qu'il a été abandonné depuis. Il précise qu'il s'agissait d'une structure portée par les victimes, dotée d'un budget annuel de 4 millions d'euros, avec 40 salariés, un numéro d'urgence, un siège à Paris, une antenne à Pau et une application numérique de signalement.

Contrôles. «L'idée, c'était une structure portée par les victimes elles-mêmes, avec une vraie capacité d'alerte, de contrôle et d'accompagnement», explique Alain Esquerre. Le projet prévoyait notamment des contrôles inopinés dans les établissements scolaires. Mais selon Alain Esquerre, le projet a été jugé juridiquement inapplicable: «Le code de l'Education nationale est très encadré. Pour mener des contrôles, il faut être inspecteur.» Contacté le cabinet de la rue de Grenelle confirme avoir été informé de ce projet en mars, sans commenter les raisons de son abandon.

Dans un communiqué publié jeudi, la Conférence des collectifs de victimes de violences en milieu éducatif, se montre beaucoup plus critique envers la proposition de François Bayrou. Elle dénonce une proposition inutile, voire dilatoire. «Il n'est pas nécessaire de créer une nouvelle officine», écrit-elle. Tous les outils sont déjà opérationnels, même si certains doivent être renforcés.» Le collectif cite notamment la justice pour l'évaluation des préjudices, la santé pour l'accompagnement psychologique; le fonds de garantie pour l'indemnisation et l'Education nationale pour les contrôles et la prévention.

Le collectif appelle également à ce que les personnes victimes de violences en milieu scolaire ou périscolaire soient reconnues comme telles. ◆



LIBÉ.FR

A Gaza, «les hommes sont chargés de ramener de quoi manger, les enfants font la queue pour de l'eau et les femmes cueillent des herbes comestibles» Coordinatrice d'urgence au sein de Médecins sans frontières, Amande Bazerolle a passé les quatre derniers mois dans la bande de Gaza. Les bombes déchirent l'enclave, et le blocus total de l'aide humanitaire met les habitants au bord de la famine. De retour en France, l'humanitaire tire la sonnette d'alarme. Interview à lire sur notre site. PHOTO REUTERS

«[Louer des places de prison à l'étranger], ce n'est pas parce que d'autres pays l'ont fait que la France doit suivre. Cette mesure surréaliste ne peut pas constituer une politique viable de résorption de la surpopulation carcérale.»



MATTHIEU QUINQUIS
président de l'Observatoire international des prisons

Envoyer des détenus à l'étranger pour soulager les établissements français en proie à une surpopulation structurale, laquelle a valu au pays une retentissante condamnation par la Cour européenne des droits de l'homme, il y a cinq ans ? «Oui, on louera, si besoin était, des places de prison là où elles sont disponibles», a affirmé Emmanuel Macron, mardi sur TF1, après une question du maire de Béziers, Robert Ménard, autrefois zem mouro-lepeniste et désormais étiqueté divers droite. «Il n'y a pas de tabou là-dessus», a martelé le président de la République, alors que les établissements français débordent, avec 82 900 détenus pour 62 358 places, au 1^{er} avril. Dans quels pays ? Pour quels détenus ? Dans quelles conditions ? Et à quel prix ? Le téléspectateur n'en saura pas plus. «Ce n'est pas parce que d'autres pays l'ont fait que la France doit suivre, s'indigne le président de l'Observatoire international des prisons, Matthieu Quinquis. Cette mesure surréaliste ne peut pas constituer une politique viable de résorption de la surpopulation carcérale : elle viderait momentanément les établissements français sans rien régler des causes de cette surpopulation.» C.P.-R.

A lire en intégralité sur Libération.fr



Paris La Gaîté lyrique lâchée financièrement par la mairie

Trois mois d'occupation, cinq mois de fermeture et 3 millions d'euros de pertes pour la Gaîté lyrique. Après la violente évacuation de 400 jeunes migrants, le 18 mars, qui s'est soldée par 46 gardes à vue, 27 obligations de quitter le territoire et la remise à la rue sans solution de logement pour la plupart des occupants, l'établissement a fait part de son amertume et de sa colère jeudi. Contrairement à ses promesses, la mairie ne débloquera pas de fonds d'urgence. Au risque de mettre en péril l'existence même du lieu. C.Mo. PHOTO S. LAGOUTTE. MYOP

A lire en intégralité sur Libération.fr

Ukraine: à Istanbul, la réunion des seconds couteaux

Vladimir Poutine l'avait pourtant lui-même suggéré: suite à l'ultimatum lancé à Moscou par les Européens samedi pour instaurer un cessez-le-feu «complet et inconditionnel» de trente jours en Ukraine, le président russe avait riposté en proposant d'initier des «négociations directes entre Kyiv et Moscou», à Istanbul, jeudi. Saisissant la balle au bond, Volodymyr Zelensky avait mis au défi le président russe de le retrouver, «en personne», sur les rives du Bosphore.

Sauf que Poutine n'a, finalement, jamais confirmé sa présence. «Je ne crois pas que Poutine soit capable de venir, il aura peur», affirmait en début de semaine Zelensky à l'envoyée spéciale de Libé à Kyiv. De fait, la délégation russe envoyée par le Kremlin n'est constituée que de seconds couteaux, avec à sa tête Vladimir Medinski, intellectuel ultranationaliste, ancien ministre de la Culture et proche de Vladimir Poutine, mais sans véritable influence diplomatique. Il avait déjà participé aux premières négociations entre Kyiv et Moscou qui s'étaient déroulées quelques semaines après le



Vladimir Medinski à Istanbul, jeudi. Y. AKGUL. AFP

début de l'invasion russe le 24 février 2022, et qui s'étaient achevées sans succès. En réaction, la délégation ukrainienne, certes dirigée par le ministre de la Défense, Roustem Oumerov, est elle aussi rabougrie, et Zelensky, pourtant présent en Turquie, a indiqué qu'il ne se rendrait pas, lui-même, à Istanbul. «Je suis là, nous sommes prêts pour des discussions directes [avec Poutine], mais nous voyons que les Russes ne prennent pas ces négociations suffisamment au sérieux, et je ne vois pas de réels décideurs parmi [les membres de la délégation russe]», a déploré le président ukrainien. «C'est un clown, un raté», a répliqué la porte-parole de la diplomatie russe et toujours subtile, Maria Zakharova. Une bonne ambiance pour démarrer des discussions sous les meilleurs auspices...

La délégation ukrainienne sera donc simplement mandatée afin de «discuter des premiers pas vers une désescalade, et donc, d'une trêve», a indiqué le président ukrainien lors d'une conférence de presse à Ankara, à la sortie d'une rencontre bilatérale de plusieurs heures avec le président turc, Recep Tayyip

Erdogan. Loin, bien loin d'un véritable sommet pour jeter les bases d'un accord de paix, si tant est qu'il a déjà été envisagé par le Kremlin. Ces négociations officielles entre Kyiv et Moscou, qui devaient se tenir entre jeudi soir et vendredi, seront les premières depuis mars 2022, au début de la tentative d'invasion à grande échelle de l'Ukraine, mais les résultats attendus désormais risquent d'être extrêmement modestes.

De quoi donner raison à Donald Trump, en déplacement dans le golfe Persique, qui s'exprimait jeudi depuis son avion présidentiel en route vers les Emirats arabes unis. Il avait laissé un temps entendre qu'il pourrait bien faire escale à Istanbul en fin de semaine pour participer aux négociations russo-ukrainiennes; le déplacement n'est désormais plus d'actualité. «Que vous le vouliez ou non, je crois que rien ne va aboutir tant que [Poutine] et moi ne serons pas ensemble», estime le président américain. De toute évidence, la rencontre n'aura pas lieu à Istanbul.

ALEXANDRE BILLETTÉ

1,2 milliard

C'est, en euros, ce que le groupe Arcelor-Mittal prévoit d'investir sur son site de Dunkerque pour y installer un premier four à arc électrique permettant de couler de l'acier sans les émissions de carbone des hauts fourneaux à coke. Après le choc de l'annonce de près de 600 suppressions d'emplois, le géant de la sidérurgie a donc annoncé jeudi son énorme projet d'investissement, indiquant son «intention» de reprendre son plan présenté en 2022, suspendu depuis novembre... mais sous réserve que Bruxelles concrétise ses mesures de protection de l'acier européen. (avec AFP)

Mexique Une influenceuse assassinée lors d'un direct sur TikTok

Le nom de Valeria Márquez s'ajoute à la liste des victimes de féminicides au Mexique. L'influenceuse aux 113 000 abonnés sur TikTok a été assassinée mardi alors qu'elle diffusait une vidéo en direct. On la voit travailler dans un salon de beauté à Zapopan, dans l'Etat de Jalisco situé dans l'ouest du Mexique. Deux hommes à moto s'arrêtent devant l'établissement. L'un d'eux, masqué, entre dans le magasin. Il demande à la jeune femme si elle est bien Valeria Márquez. «Oui», répond-elle. L'homme sort alors une arme, tire sur elle, remonte sur la moto, et s'enfuit. Assise dans le salon, la victime se serre la poitrine, puis le ventre, avant de s'affaler sur sa chaise. Le Mexique est l'un des pays les plus meurtriers au monde pour les femmes. Plus de 50 000 femmes y ont été assassinées entre 2001 et 2024, selon les Nations unies. Moins de 5% des cas ont abouti à une condamnation. Environ 10 femmes sont tuées chaque jour dans le pays. M.Sa.



REUTERS



Gérard Depardieu à la 68^e édition du Festival de Cannes, le 22 mai 2015. PHOTO BERTRAND LANGLOIS. AFP

Depardieu condamné, un petit miracle au pays de la gauloiserie

La condamnation de l'acteur pour agression sexuelle ne doit pas être un simple bug dans le système. Pour cela, tout dépendra de ce qu'on sera capable d'en tirer comme réflexions et actions.

Mardi, un homme a été condamné à dix-huit mois de prison pour agression sexuelle. Parce qu'il est âgé, et qu'il a un casier vierge, le tribunal correctionnel de Paris lui a accordé un sursis. Et comme il «ne semble pas apprêcher la notion de consentement», sa peine a été assortie d'une obligation de soins. Motivations claires, loi appliquée, violences sexuelles sanctionnées : au pays de l'impunité, où 94 % des plaintes pour viol sont classées sans suite, c'est suffisamment rare pour être salué. On n'attrape pas un sein, une fesse, une hanche, qui ne vous a rien demandé : au pays de la gauloiserie, les bases ont été rappelées. Avec les mots qu'il fallait – la langue de Molière peut toujours tenter de minimiser les faits, elle n'est pas autorisée à se fourrer n'importe où. Sans consentement, ça s'appelle une agression. Ça n'est ni un «dérapage», ni une «sortie de route», ni même un double looping : c'est un délit. Point. Et un peu de clarté sur cette fameuse «zone grise», qui n'existe que dans l'esprit de ceux qui ont franchi la ligne rouge, ça fait du bien. Cet homme s'appelle Gérard Depardieu.

Et il se trouve que lui aussi est tenu de respecter la loi. Mais ce qui peut sembler une évidence, chez nous, relève plutôt du petit miracle. Au pays des monstres sacrés, et du génie créatif tout-puissant, voilà donc un immense acteur ramené à ce qu'il est par ailleurs : un individu évoluant dans un cadre, régi par un certain nombre de règles et sous-tendu par ce drôle de principe selon lequel le corps de l'autre ne nous appartient pas. Même quand on a du talent. Même quand on est Depardieu.

«Machine à broyer»

Ni monstrueux, ni sacré, devant la justice, mardi dernier, rien ne l'a protégé. Et ça, c'est une jolie brèche dans un monde toujours fondé, quoi qu'en dise, sur une hiérarchie des classes, des genres, des normes. Un pas de plus vers une abolition réelle des priviléges... Au pays des droits de l'homme. Où on viole comme on respire, à tous les étages de la société, et depuis la nuit des temps, et très exactement : un viol ou une tentative de viol toutes les deux minutes trente. Depardieu n'a rien d'extraordinaire. Il agresse parce qu'il peut. Ces violences sont systémiques, il fait partie du système. Le cinéma n'excuse rien, le cinéma ne motive rien, et le mal est toujours banal. Aussi exceptionnel que puisse paraître le mâle. Ce jugement a été rendu le jour de l'ouverture du Festival de Cannes. En revanche, ça, c'est plutôt pas de pot. On est chez Thierry Frémaux, celui qui «s'en fout un peu» de MeToo. Ici, on foule un tapis rouge longtemps déroulé pour des agresseurs de

tout poil. Ici, on monte les marches comme on écrase les voix de celles qui voudraient bien parler. Sauf que cette année, elles ont été entendues. Auditionnées, même par une commission d'enquête parlementaire, qui, dans son rapport, décrit le cinéma comme une «machine à broyer». Des recommandations ont été émises, le Festival de Cannes les a reçues. Cinq sur cinq, il paraît. Alors, pour sa 78^e édition, en même temps que la sélection officielle, une charte de bonne conduite a été élaborée : aucune forme de violence ne sera tolérée – et les insultes sont proscrites, c'est dire si, désormais, on est déterminés par ici. La preuve, dans la foulée, on a interdit la nudité à Cannes. Parce que, c'est connu, à l'origine des violences, on trouve toujours un bout de chair qu'on n'aurait pas dû montrer. Couvrir le corps des femmes, au nom d'une pulsion sexuelle masculine impossible à réprimer, sous prétexte de lutter contre les violences sexuelles, l'idée est vieille comme le patriarcat. Au pays des Lumières, le décor reste bien celui de la culture du viol. MeToo gronde toujours, MeToo gronde plus fort, mais pas assez fort encore pour qu'on n'entende pas ce couac de la nudité proscrite comme une solution aux violences. Aussi juste, aussi rare soit-elle, la condamnation de Depardieu pourrait rester, à terme, comme un bug dans le système. Tout dépend, comme chaque fois, de ce qu'on sera capable d'en faire. De ce qu'on décidera de mettre en place pour que plus jamais, nulle part, personne ne puisse humilier, agresser, vio-

ler quiconque, dans le silence le plus épais. Amélie et Sarah (1) accusaient Depardieu. Mardi 13 mai, elles ont gagné. De quoi couvrir leur frais de justice, à peine. Mais la reconnaissance, essentielle, de ce qu'elles ont subi. Deux fois. Sur un plateau de tournage, celui des *Volets verts*. Dans l'en- ceinte d'un tribunal, avec une défense en roue libre, vomissant sur elles, et sur leurs avocates, ce que le sexism et la misogynie peuvent produire de plus dégueulasse. Normal. Un peu plus brutal que d'habitude, mais usuel. Voir rituel : à chaque procès pour violences sexuelles, les parties civiles sont maltraitées, les féministes s'en indignent, le public les ignore, les médias les écoutent à peine. Parce qu'elles font fausse route. Parce que, sans doute aveuglées par une inextinguible soif de vengeance, elles en oublient les fondamentaux du droit français – qui, comme on le sait, au pays de Voltaire, reste un peu au-dessus des autres. Parce qu'il faut laisser faire la justice, seule à même de décider de ce qui est admissible ou pas, dans l'en- ceinte d'un tribunal comme ailleurs.

Une vraie première

Certes. N'empêche que cette fois-ci, ce mardi 13 mai, la justice leur a donné raison : soulignant les «*propos outranciers et humiliants*» de la défense et une «*dureté excessive allant bien au-delà des désagréments strictement nécessaires à la manifestation de la vérité [et] au respect du contradictoire*», le tribunal correctionnel de Paris a accordé aux plaignantes une indemnisation supplémentaire pour victimisation secondaire. Ça, c'est une vraie première. Au moment où la France est poursuivie devant la Cour européenne des droits de l'homme par huit femmes, pour des faits similaires, c'est une note supplémentaire dans une mélodie qui commence à sonner étrangement à l'oreille... Peut-être que l'Etat français manque à ses obligations, peut-être qu'il ne protège pas assez les victimes, peut-être qu'il est un peu laxiste avec les agresseurs. Peut-être que la justice n'est pas si juste. Peut-être que les violences sexistes et sexuelles ne se sont pas arrêtées aux frontières de la France – un peu comme le nuage de Tchernobyl, en fait. Peut-être qu'il serait temps de s'y attaquer. Peut-être que celles qui le font, un jour, seront mieux traitées. Et peut-être que ceux qui agressent, qui violent, qui cognent, seront condamnés. Peut-être. ♦

(1) Les victimes ont souhaité conserver leur anonymat.

Par
GIULIA FOÏS



Journaliste et autrice

IDEES/

«L'Eurovision est un succès parce qu'il rend les gens heureux»

Pour le producteur et spécialiste Thomas Duseaux, un artiste doit, pour gagner le concours musical en voie de «déringardisation», séduire avant tout les autres pays, quitte à flirter avec les clichés.

Recueilli par
DAMIEN COTTIN
et **FRANÇOIS-XAVIER GOMEZ**

Lagéopolitique sous une pluie de paillettes: on pourrait ainsi définir *12 Points*. A l'origine du podcast lancé en septembre 2021, Thomas Duseaux explore, à raison d'un épisode par semaine, les diverses facettes de l'Eurovision, des plus anecdotiques aux plus sérieuses. Avec ses coanimateurs Vincent Escure, comédien et chanteur, Agathe Jolivet, artiste, et Quentin Mauduit, chargé d'enseignement à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, il a publié *Eurovision, la petite histoire d'un grand concours* (Hors collection, 2024), un ouvrage

complet consacré à l'événement télévisuel non-sportif le plus suivi dans le monde. Malgré les enjeux géopolitiques auxquels il est confronté, l'Eurovision, né en 1956, reste une «bulle de respiration», estime le producteur.

Comment vous êtes-vous intéressé à l'Eurovision?

Enfant, je regardais la soirée avec mes parents, avant de m'en détacher à l'adolescence. Je m'y suis replongé à la trentaine, et j'ai cherché des podcasts qui pouvaient m'en apprendre davantage sur le sujet. Il y en avait beaucoup en anglais mais, à ma grande surprise, aucun en français. J'ai donc décidé de le créer. Avec mes trois complices, nous explorons tous les domaines, car l'Eurovision couvre une infinité de champs d'analyse: la culture, la géopolitique, mais aussi le plaisir de faire la fête. Et nous invitons des experts, d'anciens candidats...

Comment expliquez-vous le regain de popularité du concours?

Nous assistons, depuis plusieurs années, à une déringardisation de l'Eurovision. Dans les années 90, la compétition apparaissait vieillotte, peu attrayante. L'apparition de l'in-

teractivité, avec les débuts du vote du public en 1997, a commencé à changer la donne. Puis les réseaux sociaux, TikTok en particulier, ont amené un public jeune à s'y intéresser. Et l'offre est esthétiquement tellement variée que toutes les générations s'y retrouvent. Les victoires de Maneskin (2021) ou de Loreen (2023) ont propulsé leurs carrières, alors qu'auparavant, on oubliait vite la chanson gagnante.

Le changement de cadre, des théâtres aux palais des sports, a-t-il participé à ce rajeunissement?

Bien sûr. La multiplication des pays candidats après la chute du Mur a entraîné un spectacle plus long, dans des espaces plus vastes, avec une débauche de lumières et de technologie et devant un public beaucoup plus impliqué. On s'est rapproché des shows fastueux tels que celui des Grammy Awards aux Etats-Unis.

Accueillir la finale, est-ce une bonne affaire pour le pays hôte (cette année, à Bâle, en Suisse)?

Si l'on excepte Malmö (Suède) l'an dernier, où les enjeux de sécurité ont phagocyté la fête, oui, les re-

tombées sont très positives pour la ville hôte. L'Eurovision, c'est six jours de festival: du lundi inaugural à la finale, le samedi, en passant par les demi-finales du mardi et du jeudi. Il y a quatre répétitions pour chaque événement, des conférences de presse. Il y a aussi un village de fans, des produits dérivés, les hôtels et restaurants tournent à plein... Grâce aux retombées, Turin et Liverpool ont largement amorti leurs investissements. Lisbonne avait moins de moyens, mais a parfaitement réussi une édition chaleureuse et créative.

Quelles sont les recettes pour remporter le concours?

D'abord, il faut que l'artiste soit investi, qu'il prenne plaisir à participer et que ça se voie. Une bonne chanson aide aussi. Typiquement, Maneskin met le feu en 2021 à Rotterdam en chantant du rock metal, genre peu représenté à l'Eurovision, mais qui s'était déjà imposé en 2006 avec les Finlandais du groupe Lordi. Ce qui dément le cliché selon lequel il existe un prototype de chanson Eurovision. Et il faut de la promotion. Quand France Télévisions organise en amont une tournée des plateaux télé européens, comme elle l'a fait avec Slimane en 2024, la notoriété de l'artiste grimpe en flèche.

Ces dernières années, la Suède et la Suisse se sont imposées avec des effets spéciaux bluffants, le Portugal et les Pays-Bas avec des chansons intimistes et sobres. Quel est le bon choix?

N'oubliez pas Barbara Pravi, qui arrive deuxième en 2021. Elle a embarqué l'Europe entière seule devant son micro, sous une douche de lumière! Pour gagner, il faut de la chance et une concordance d'éléments. Un exemple: quand on est devant sa télé et qu'on voit défiler pendant une heure du «boum boum» et des feux d'artifice, si une chanson calme apporte une respiration, ça crée du contraste et de l'émotion. Et c'est souvent l'émotion qui déclenche les votes. A l'opposé, quand de nombreux pays candidats se disent que c'est l'intimisme qui marche, et qu'il

faut faire du piano-voix, c'est l'échec car trop de chansons lentes engendrent de la monotonie, et le public zappe. Et c'est une proposition pétaradante qui va emporter le morceau.

Comment la France pourrait l'emporter, quarante-huit ans après Marie Myriam?

L'investissement du télédiffuseur est primordial. Depuis une dizaine d'années, France Télévisions se donne les moyens de briller et d'être compétitif. Sur le plan musical, les

artistes comprennent que le concours peut être un tremplin à l'international. Dans notre podcast, nous invitons des spécialistes étrangers et quand nous leur demandons ce qu'ils attendent de la France, ils nous répondent: de l'amour, de la douceur, de la

voix... Ce qu'avaient mis en avant Barbara Pravi, dans un exercice à la Piaf, ou Slimane, avec sa voix majestueuse. Il ne faut pas perdre de vue qu'on cherche à séduire les autres, pas notre propre public. Il faut aller vers ce qui plaît, même si ça nous semble être des clichés. S'ils veulent de l'amour, offrons-leur de l'amour. C'est la seule recette qui pourrait nous permettre de gagner.

Le désir de voir gagner la France va-t-il jusqu'à l'Elysée?

C'est probable. Emmanuel Macron avait appelé Barbara Pravi après sa deuxième place. Et on constate que les ministres encouragent les artistes sur les réseaux sociaux. A partir du moment où on représente son pays, qu'on brandit son drapeau, qu'il est question de fierté nationale, les politiques doivent y être sensibles, car une victoire est précieuse en termes d'image.

Qu'espérez-vous de l'Eurovision 2025?

Malgré une édition 2024 très tendue [en raison notamment de la participation d'Israël, en pleine guerre dans la bande de Gaza, ndlr], il ne faut pas oublier le plaisir de faire la fête ensemble. L'Eurovision est un succès parce qu'il rend les gens heureux. C'est une bulle de respiration, un moment de légèreté au milieu d'une actualité qui nous accable. On y a droit. ➤



Barbara Pravi, représentante de la France en 2021 à Rotterdam. PHOTO ABC ANDIA.FR



INTERVIEW DR

Luis (Sergi López),
quinqua déparant
dans la foule des
fêtards défoncés.
PHOTO PYRAMIDE FILMS



«Sirat»

La fête infinie

BPM L'Espagnol Oliver Laxe plonge un père et son jeune fils au cœur d'une free party au beau milieu des sables, dans un périple trippant à la recherche de sa fille disparue. Coup de foudre.

EN COMPÉTITION

SIRAT d'Oliver Laxe avec Sergi López, Bruno Núñez, Jade Oukid... 2 heures. En salles le 3 septembre.

En transe, c'est l'état, visuel et sonore, dans lequel *Sirat* d'Oliver Laxe nous laisse, à la fois hagards et lucides, déboussolés et recentrés, à la fois choqués et étrangement guéris, au bout de ses deux heures lancées à travers le désert. Ce serait aussi bien deux mille ans, deux minutes. C'est un trajet, semé d'épreuves, celui annoncé par son titre, qui indique en arabe «le chemin» ou «la voie». Le texte de début raconte qu'à la fin des temps, on emprunte le pont Al-Sirat pour passer au-dessus de l'enfer en direction du paradis. Suspendu au-dessus du terrible sur la voie de l'extatique, *Sirat* traverse les paysages de western du sud du Maroc avec Luis (Sergi López). On le rencontre, perdu au milieu d'une rave au milieu des sables, quinquagénaire espagnol déparant dans la foule des fêtards défoncés, trépidants, des Européens qui dansent à fond sur la techno trance qui sort en ondes de choc d'un mur de son posé là, au milieu de nulle part, en bonne machine de guerre nomade.

Seule et mince piste

Luis est à la recherche de sa fille, accompagné de son fils Esteban (Bruno Núñez), encore un enfant, il distribue des affichettes avec un portrait sous «Missing» : Marina, 20 ans, n'a pas

donné de nouvelles depuis cinq mois. Quand l'armée marocaine débarque en tanks pour disperser la *free party*, Luis et Esteban se lancent en voiture aux trousses d'une bande de cinq teufeurs, qui se dirigent, dans leurs gros camions, vers une autre fête où la disparue pourrait être, c'est leur seule et mince piste. L'aventure commence, en s'incrustant dans le road-trip, aussi routier que trippant, du groupe formé par Steph (Stefania Gadda), Tonin (Tonin Janvier), Bigui (Richard Bellamy), Jade (Jade Oukid) et Josh (Joshua Liam Henderson) – tous raveurs dans la vraie vie, sortis des quatre coins de l'Occident. Du désert à la montagne en passant par le désert, ils acceptent à contrecœur l'intrusion du père et du fils, et partagent avec eux la route – ressources, essences, distractions et galères comprises.

Hors du monde et hors de soi

Leurs chars, blindés antiautoritaires lancés à toute allure dans des tempêtes de sable et sur des bords de gouffres, tractent le petit utilitaire de ville de Luis et Esteban à travers bien des obstacles. Et bien que le film semble se placer du point de vue non initié des nouveaux venus, il est en même temps, dès l'abord, et de plus en plus, dans l'état de sa bande de teufeurs: un état lysergique et mystique, indistinctement. Le psychédélisme qui gouverne ici les plans et les corps – en rythme et en accord avec la musique de Kangding Ray qui s'affranchit de toute enceinte pour envahir le ciel, le vent, la bande-son – est une exultation mais aussi un essai sur soi-même, la quête d'états expérimentaux, de nouvelles versions de l'accord entre l'esprit et le corps, grand thème de la métaphysique et du cinéma d'Oliver Laxe, le premier cinéaste galicien soufi, de *Mimosas* (2016) à *Viendra le feu* (2019). Sur cette voie de la désertion des modes d'existence habituels, ce chemin de l'exode hors des centres, hors du monde et hors de soi, de rudes épreuves attendent les personnages. Elles changeront tout le sens du voyage au gré d'un basculement brutal, inouï, du film sur lui-même, sur eux, sur elles, sur nous.

Alors les BPM transis, mélodiques, réverbérés, ces boums-boums du destin qui semblaient avancer en parallèle du film, comme un second espace-temps sonore suspendu au-dessus du monde, dont les vibrations planaient sur les vies, se rabattent soudain sur l'image et tout ne fait plus qu'un, les deux espaces se rejoignent: son et image, paradis et enfer, accident et destin filent sur le chemin étroit d'une fable sous acide dans le désert.

C'est violent, spirituellement, physiquement, et sans jamais être gore, par moments insoutenable (de suspense, d'action, de fiction, de sens: de cinéma quand il joue à la vie à la mort). Une sorte de savoir nous est délivré, comme sous *ayahuasca* narratif, à la fois ésotérique et exotérique, crypté et simplissime, tout comme le film se cherche un chemin entre le radical et le mainstream, où en termes d'influence les apologues modernes, croyant en une beauté non construite du monde, à la Tarkovski ou Antonioni, s'allient à des chars de guerres plus de bric et de broc, *Mad Max* de George Miller, *Sorcerer* de Friedkin, et autres péplums défoncés, westerns *raveros*, prisonniers et prisonnières du désert intérieur et extérieur, aux profonds et hybrides artifices: comme la trance, l'acid, la techno, l'ambient, sont des composés de céleste et d'électronique, chants bidouillés de dieu et de machine. Ça va où? L'exode comme seule contrée, le deuil comme seul espoir, la descente comme avenir, tout laisser derrière soi dans une grande explosion. *Mad Laxe* fait tout péter. Son cinéma du diable est un art de la fin des temps. Cannes est son after. A la sortie de la salle, jeudi, un fêtard en costard, déchiré, menaçait: la palme, ou on brûle tout.

LUC CHESSÉ



Sacré Tom, il peut tout jouer, même un bébé dans du liquide amniotique. PHOTO PARAMOUNT PICTURES

«The Final Reckoning», barouf d'honneur pour «Mission: Impossible»

Old school Dans le supposé dernier volet de la saga, Tom Cruise et Christopher McQuarrie naviguent entre solennité et autodérision tout en assumant la fin annoncée du blockbuster à l'ancienne.

HORS COMPÉTITION
MISSION: IMPOSSIBLE - THE FINAL RECKONING
de Christopher McQuarrie
avec Tom Cruise, Hayley Atwell... 2h 49. En salles le 21 mai.

Old school: une intelligence artificielle menace le monde d'un armageddon nucléaire. Frais: une communauté de partisans appelle ce grand reset de ses voeux. Old school: le seul rempart à cette «Entité» est un seul homme, exceptionnel par sa condition physique, son intelligence et sa bonté. Frais: la petite équipe d'insoumis aux trousses de l'IA n'agit pas seulement pour sauver le monde, malgré les bras cassés qui tentent de leur mettre des bâtons dans les roues, mais pour reprendre les clés du libre arbitre aux mains de l'entité qui serine qu'elle, et elle seule, a la plume en main pour écrire leur histoire. Old school: le héros massacre deux hommes de main devant la demoiselle en déesse passablement perturbée comme un *actioner* cruel des années 90. Frais: le massacre se

déroule hors-champ et bruité façon western spaghetti, jusqu'à ce qu'on découvre le héros la chemise maculée de sang, tel Buster Keaton dans *American Psycho*.

Cerveau en feu. Plus que jamais depuis que Tom Cruise a confié la franchise à son second Christopher McQuarrie, *Mission: Impossible - The Final Reckoning* ménage deux tendances contradictoires comme les deux volets d'un programme industriel dont ce nouvel opus serait la plus parfaite exécution: l'avant-garde du blockbuster américain d'action et le baroud d'honneur du blockbuster américain d'action tel qu'il a été et qui bientôt ne sera plus du tout. Ces deux lignes de force opposées qui par leur friction donnent lieu à *The Final Reckoning*, comme au précédent, *Dead Reckoning*, dont il est la suite directe, ce ton unique, inespéré (impossible?) entre solennité totale et autodérision de tous les instants, émanant directement du cerveau en feu d'un Tom Cruise bien décidé à nous convaincre de ce qui apparaît de plus en plus comme une conviction,

à savoir que l'inéluctabilité de sa mortalité est indissociable de celle de Hollywood.

Une scène extraordinaire – la plus intense et inventive du film – le met en scène, seul, au travail sur cette tâche herculéenne et mélancolique de retenir la catastrophe. Dans le récit de la saga, il s'agit de celle, attendue depuis *Dead Reckoning*, dans laquelle Ethan Hunt doit plonger au fond de l'océan Arctique pour récupérer le code source de l'IA, retenu dans les entrailles d'un sous-marin russe échoué au bord d'une faille. Sous une banquise aux airs de ciel orageux, Ethan Hunt-Tom Cruise doit d'abord éviter un sous-marin russe, avant de s'engouffrer dans l'épave qui grince et pivote à chaque fois qu'il fait se déverser l'eau d'une partie à l'autre de l'habitacle de plus en plus près de la faille.

Abyss ou la scène finale d'*Avatar*, la voie de l'eau sont des modèles évidents de ce énième morceau de bravoure de la franchise, mais rapidement la composante ludique fait place à une sorte d'étourdissement: le héros de cinéma Ethan Hunt et le héros du cinéma Tom Cruise n'ont bientôt plus d'autre outil à leur disposition, pour leur survie et l'accomplissement de leur mission, qu'un seul corps, limité et vieillissant. Corps certes déjà montré dans une sorte d'incon-

gruité anachronique devant la façade d'un gratte-ciel à Dubaï (*Protocole fantôme*), le toit de l'Eurostar (*Mission impossible*) ou l'immensité de Google Maps (*Protocole fantôme* encore) mais qui n'a jamais paru si frêle et inadéquat que dans cette immersion dans un océan de synthèse dont il devra se sauver en se débarrassant de ses oripeaux, pour finir nu, minuscule, inerte.

Décalage. Une autre scène voit Hunt-Cruise refuser le pouvoir illimité que lui donnerait le contrôle de l'IA, après un très succinct silence au suspense très limité. Acte héroïque ou aveu d'impuissance? Ici le film assume son anachronisme et son décalage – old school *in fine*, le poing levé. IRL, personne ne peut contrôler les IA, puisque même ceux qui les conçoivent ignorent ce qui survient entre l'ordre qu'on leur donne et le résultat. A-t-on déjà dit que *Final Reckoning* était annoncé comme l'épisode conclusif de la saga? Si le cinéma doit continuer sur la voie des algorithmes, des idées artificielles et des scènes générées par voies automatiques, ça n'est plus le problème de Cruise. Ça ne sera plus du cinéma non plus, semble nous suggérer la star de 62 ans. Mais que voulez-vous, il faut bien rendre le tablier un jour. Après lui le déluge.

OLIVIER LAMM



Stéphanie superpolicière, Léa Drucker super actrice. PHOTO FANNY DE GOUVILLE. MODDS

«Dossier 137», police secousses

Suspense

A travers une enquête de l'IGPN sur un cas de violences policières pendant les gilets jaunes, Dominik Moll noue un polar social ample et intelligent.

EN COMPÉTITION

DOSSIER 137 de Dominik Moll avec Léa Drucker, Guslagie Malanda, Dorothée Martinet... 1 h 55. En salles le 19 novembre.

«**S**auver la République que»? Vaste programme! Et totalement décrédibilisé par le flic imbu de lui-même et sûr de son fait qui s'en revendique très tôt dans *Dossier 137*, le nouveau long métrage de Dominik Moll projeté jeudi à Cannes en compétition officielle. Mais au sortir du film, très attendu depuis le mégacarton de son enquête mélancolique sur fond de féminicide *la Nuit du 12* (six césars au compteur), l'on ne peut s'empêcher de crancer précisément à cet endroit l'ambition du cinéaste: réconcilier un pays meurtri, et pourquoi pas sauver la République, en choisissant un point névralgique garanti sur le papier de ne mettre personne d'accord, à savoir les violences

policières. Accrochant son intrigue aux épaules solides d'une enquêtrice de l'IGPN, la police des polices, chargée d'élucider les circonstances de violences commises lors d'une manif des gilets jaunes en 2018, le cinéaste transforme son projet ultra-pédagogique (et comment ne pas l'être, sur un tel sujet?) en polar haletant doublé de film social.

Singulier trajet que celui de Dominik Moll, venu pour la première fois en compétition à Cannes il y a vingt-cinq ans avec *Harry, un ami qui vous veut du bien*, comédie grinçante et repliée sur elle-même, qui empoigne désormais le réel qui coincide avec un entêtement faisant figure de rigueur morale. S'étant abondamment documenté pour le scénario, coécrit avec son complice Gilles Marchand, Dominik Moll a passé du temps dans les très secrets services de l'IGPN et rencontré aussi des familles de gilets jaunes victimes de

violences policières; l'intrigue est, nous dit le carton en ouverture, «inspirée de faits réels».

LÉGITIME DÉFENSE, VIOLENCE GRATUITE?

La nuit du 8 décembre 2018, un jeune homme venu de Saint-Dizier (Haute-Marne) pour la première fois à Paris avec sa famille pour se joindre aux gilets jaunes reçoit en pleine tête un tir de LBD. Bilan: quatre fractures à la boîte crânienne (la radio s'imprime à l'écran), aphasicité temporaire, état de choc. Stéphanie (Léa Drucker) est chargée de déterminer, dans le grand bordel qu'était alors

Paris et dont on a presque oublié la violence symptomatique, rappelée dans un montage de photos d'archives en début de film, qui a tiré et pourquoi. Légitime défense, violence gratuite? Aussitôt, le soupçon se dépose partout. Sur la famille venue manifester contre la suppression des services publics et aussi «voir Paris» en chantant du Joe Dassin à l'arrière de la voiture. Le gamin n'a-t-il pas provoqué? Sur les flics venus en renfort de services pas du tout formés au maintien de l'ordre, et totalement dépassés sur le terrain, mais très forts dans l'exercice de l'interrogatoire. Et sur Sté-

Le film attend ses ultimes instants avant d'abattre ses cartes, et ce suspense-là, se demander où il va retomber, porte autant que celui de l'enquête.

phanie elle-même, personnage-signé, à cheval sur deux mondes, flic pour les uns et traître pour les autres, venu de la même ville que la victime, véhicule de transfert idéal pour les spectateurs. Léa Drucker donne à la moindre crispation de son menton, au moindre tressaillement de son regard une intensité chargée de pallier l'absence d'affect de sa parole procédurière, inspirant auprès de nous ce qui lui manque auprès des autres, la confiance.

TRAVERSÉ PAR LE FANTASME

A mesure que l'on s'enfonce dans le dédale de rues où s'est déroulé le crime, cerné par les caméras de surveillance et par les flics rejoignant la scène, à mesure que se fait systématique la confrontation de points de vue et images (d'amateurs, de photographes, de caméras), la galerie de portraits vite brossés grâce aux interrogatoires, la répétition de plans presque identiques, le retour lancinant du phrasé administratif, se construit une galaxie d'informations. Ce qui donne le sentiment que tout a été quadrillé et appelle une résolution mathématique, alors que l'ensemble est traversé de toute part par le fantasme. La texture sociale du film est, comme toujours chez Moll, incarnée en deux, trois traits qui font mouche, et l'on traverse la France en coupe verticale, quelques détails suffisant à dire où et chez qui l'on est, et d'où l'on parle. Ce VIII^e arrondissement de Paris très chic, que ni les flics ni les manifestants ne connaissaient avant. Cette France périphérique rejointe par longs trajets en RER ou en voiture, rendue grâce à une poignée de plans - cage d'escalier, cuisine exiguë. Si le suspense tient jusqu'au bout, ce n'est pas seulement parce que l'enquête peine, qu'il faut convaincre une témoin clé, et que Stéphanie doit en passer par tous les stades de l'identification avant, d'enfin, pouvoir renvoyer à la face de l'administration son mépris de classe et son inhumanité. C'est aussi que *Dossier 137* attend ses ultimes instants avant d'abattre ses cartes, et que ce suspense-là, se demander où il va retomber, porte autant que celui de l'enquête. Mais une fois tous les enjeux pesés, toutes les raisons données, toutes les causes explicites, la seule question qui reste, la seule qui vaille, c'est ce qui a pu se passer pour qu'un pays choisisse ainsi de défoncer sa jeunesse.

ÉLISABETH FRANCK-DUMAS

«L'Engloutie» a son hameau à dire

Avalanche Dans le premier long métrage de Louise Hémon, aux accents folk horror, une institutrice est envoyée dans un village aux confins des Alpes pour sortir ses habitants de l'archaïsme.

QUINZAINE DES CINÉASTES
L'ENGLOUTIE de Louise Hémon avec Galatea Bellugi, Matthieu Lucci, Samuel Kircher... 1h 38. En salles le 24 décembre.

Ce n'est pas un hasard, *l'Engloutie* fait l'effet d'une légende sans âge qu'on se serait transmise oralement au coin du feu. Par exemple, dans un hameau enneigé des Alpes, où il se dit qu'un

jour, le rude hiver aurait amené une femme venue de loin pour enseigner ce qu'elle sait aux enfants, menue silhouette blonde surgie du brouillard. Demoiselle célibataire, sachante, séduisante, donc forcé-

ment scandaleuse – il en faudrait moins, en 1899, pour être appelée sorcière.

C'est la craquante Galatea Bellugi, avec sa diction de môme à fossettes d'antan. Appelez-la plutôt Aimée

Lazare, nom qui ne peut présager que d'histoires d'ensevelissement, de grottes et de tombeau d'où l'on ressort possiblement vivant. Ou alors «Mestra», à l'image des petits élèves (quatre ou cinq, pas plus) qui viennent chaque jour prendre leur leçon chez elle, et qu'elle reprend d'un ferme «en français!» quand ils s'entêtent à lui parler patois.

Le film se situe au tournant du siècle. Les hussards noirs de la République évangélisent à leur façon les confins ruraux d'une France peu alphabétisée, pétée de superstitions locales, où rien ne vaut un rituel au sang de poulet pour se guérir d'un rhume, et personne n'est trop pressé d'intégrer le savon à sa routine matinale.

En jeu, ces bonnes vieilles forces du moderne et de l'archaïque, de la nature et de la civilisation, qui imposent leurs volontés contraires au film et lui souffle son mystère de conte *folk horror* (sous-genre notamment ravivé par l'Américain Robert Eggers), sans horreur à proprement parler. Seulement de l'inexplicable et de l'inexpliqué, surveillant un soir d'avalanche avec la disparition d'un jeune homme, puis deux. Le doute grandit. La Mestra serait là pour nous exposer à la tentation, ne surtout pas nous délivrer du mal. La maîtrise de la réalisatrice Louise Hémon, venue du documentaire à la Fémis, se pose là, dans la netteté bluffante de la reconstitution paysanne, toute une iconographie du païen et du primitif qui agit presque subliminalement. Sans morale (tant mieux), le résultat a du style, tout en semblant un peu clos sur lui-même.

SANDRA ONANA



Galatea Bellugi, craquante hussarde noire. PHOTO TAKE SHELTER ARTE

«La mort n'existe pas», qui va à la chasse perd son casse

Gonflé Crise existentielle lourdaude sur fond de braquage gauchoraté, la fable animée du Québécois Félix Dufour-Laperrière prend des airs de sermon.



Des personnages peu engageants. UFO DISTRIBUTION

QUINZAINE DES CINÉASTES
LA MORT N'EXISTE PAS de Félix Dufour-Laperrière avec Zeneb Blanchet, Karelle Tremblay, Mattis Savard-Verhoeven... 1h 12.

Un film d'animation à la Quinzaine des cinéastes ? C'est suffisamment rare pour avoir eu envie de découvrir *La mort n'existe pas*, écrit, réalisé, monté par le Québécois Félix Dufour-Laperrière qui a déjà

derrière lui une filmographie de nombreux courts métrages mais aussi des films documentaires et de l'animation (*Ville neuve* en 2018).

Le sujet est assez gonflé, une réflexion sur l'action radicale d'un groupe de jeunes gens qui s'attaquent à de riches propriétaires dans l'espoir de renverser un morceau du capitalisme prédateur. Mais l'offensive tourne au carnage et au fiasco et l'une des terroristes, Hélène, prend la fuite.

Tout le film est une sorte d'errance plus ou moins hallucinée dans de beaux à-plats paysagers sur les choix de vie, de société, sur l'action violente ou le repli dans le petit confort bourgeois. Les personnages sont tracés de manière peu engageante et le film est si sentencieux et fait si peu confiance aux images qu'on en est rapidement saoulé.

D'autant que le niveau de vraisemblance du groupuscule de départ et le sens de son attaque demeurent objectivement faibles ou mal positionnés pour rendre tout ce qui va suivre lesté d'autre chose que de vaines jongleries théoriques et tripotage de mèches existentielles en tortellinis khâgneuses avant morale mimi avec image de choix de vie idéale via nature morte évocatrice entre tourne-disque et biberon. Au secours.

DIDIER PÉRON

Libération
ABONNEZ-VOUS



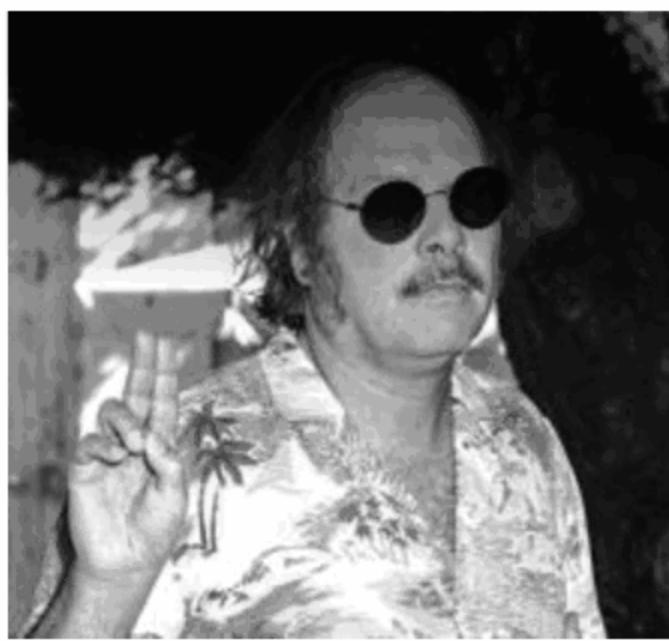
Offre intégrale
34,90€

• Le journal papier livré chez vous
• L'accès à tous les contenus du site et de l'application

Abonnez-vous ici



ou par téléphone
au 0155 56 7140
du lundi au vendredi
de 9H à 18H



AFP

PROJO PRIVÉE

PHILIPPE KATERINE

Chanteur et acteur hurluberlu, Dionysos nudiste de la cérémonie des JO, chroniqueur troubadour des matinales de France Inter, faux compagnon de Sophie Letourneau depuis *Voyages en Italie* et de nouveau dans *l'Aventura* qui ouvrait l'Acid à Cannes, Philippe Katerine a plus d'un titre.

La première image ?

Jésus de Nazareth de Franco Zeffirelli [mini-série sortie en 1977, ndlr] au cinéma le Sully à Chantonnay en Vendée. J'avais 9 ans, bouche bée.

Le chef-d'œuvre dont tout le monde vous parle et que vous n'avez jamais vu ?

Star Wars. Le titre m'a toujours repoussé, tout comme Chewbacca.

Un film secret qui en sait long sur vous ?

Her de Spike Jonze et je préfère ne pas savoir pourquoi.

La bande originale qui vous trotte dans la tête ?

Quadrille. Musique adorable de Bertrand Burgalat pour ce film de Valérie Lemercier, qui ne l'est pas moins, adorable.

Un film où il ferait bon vivre ? Ou un film qui fait aimer les gens ?

Du côté d'Orouët de Jacques Rozier.

Votre palme d'or favorite (ou un film qui ne l'a pas eue et c'est un scandale !)

Sous le soleil de Satan de Maurice Pialat.

Votre vie devient un biopic. Qui dans votre rôle ? Et qui derrière la caméra ?

Dans mon rôle, Karim Leklou. A la réalisation, Justine Triet.

Le monstre ou le psychopathe de cinéma dont vous vous sentez le plus proche ?

Jean-Noël Picq et Michael Lonsdale dans *Une sale histoire* de Jean Eustache.

La scène qui vous fait pleurer à tous les coups ?

J'ai revu *le Grand Bain* [de Gilles Lellouche, dans lequel Katerine joue le rôle d'un employé de la piscine, ndlr]. Quand les losers «winnent», je pleure tout le temps.

Le film le plus drôle de tous les temps ?

Ça dépend des jours. J'ai vu *Mon Roi* de Maiwenn et je trouve Vincent Cassel l'acteur le plus drôle qui soit. Je veux revoir *Tim et Eric*, le film qui valait un milliard [de Tim Heidecker et Eric Wareheim]. Rien de tel pour s'en payer une bonne tranche.

Quelle réplique peut résumer votre humeur du moment ?

«Les derniers seront toujours les premiers» dans *Jésus de Nazareth*.

La dernière image ?

Les chaussures des gens à mon enterrement. C'est le dernier plan du «Film qui donne envie de mourir» sur la construction de mon monument funéraire. Je ne l'ai pas tourné encore, j'espère que j'aurai le temps.

Recueilli par SANDRA ONANA

Tremblement de mystères

Galatea Bellugi et Louise Hémon

Avec «l'Engloutie», l'actrice et la cinéaste partagent un terrain d'expérimentation, jouant avec le désir féminin, la douleur, la montagne.

Malgré les années, Cannes n'est toujours pas un festival du lin blanc.» Phrase saisie à la volée près du théâtre Croisette qui souligne une particularité immuable: à Cannes, le festivalier forme une masse à la fois disparate et anonyme. Que vous veniez en costume Stuart Hughes ou avec votre vieux sweat à capuche H & M, vous vous fondrez dans la masse. Votre haut en résille fluo comme votre tote-bag Chantal Akerman édition limitée passeront totalement inaperçus. Pourtant, sous la foule incessante et interchangeable, on lit les doutes, les douleurs, les questionnements – devant Monoprix, une festivalière vêtue d'une robe «ventilation

maximale» taillée dans une tente trois pièces lance à une amie venue la rejoindre, horrifiée: «Je ne sais déjà plus quel jour on est.» On compatit.

Extase. Un contraste qu'on retrouve au cœur de *l'Engloutie*, présenté à la Quinzaine des cinéastes (lire page 23), formidable premier long métrage de Louise Hémon, 42 ans, documentariste, metteuse en scène de théâtre (*les Océanographes*) et vidéaste exposée au centre Pompidou et à la fondation Hermès. Exploration d'un corps et d'un visage, ceux d'Aimée, jeune institutrice mutée dans un village de montagne enneigé, interprétée par Galatea Bellugi, dont les traits se métamorphosent

au gré des séquences. Austère, rigoureux, monacal, sensuel, enfantin, divin – jusqu'au dernier plan qui révélera une nature plus profonde.

«Comme elle n'a personne à qui se confier, tout passe par le corps et le visage, explique Louise Hémon. On sent son cerveau bouillonner en permanence.» A l'image de son personnage central, le film fluctue, joue sur plusieurs tons – tragique, contemplatif, surnaturel, burlesque. Et explorer aussi un axe encore trop délaissé à l'écran, celui du désir féminin.

Sous son uniforme, Aimée ne pense qu'à ça, mais pas n'importe comment: dans *l'Engloutie*, on se masturbe en lisant Descartes et fait une utilisation toute personnelle des stalactites. Un aspect qui est, lui aussi, traité de manière inattendue, l'orgasme prenant souvent des airs d'effroi et vice-versa. «J'adore la peinture sacrée. Dans les visages de madones, si on isole le visage, on

obtient des expressions proches de l'extase, détaille la cinéaste. On a beaucoup expérimenté autour de ça, jouer la jouissance en utilisant le registre de la douleur ou du froid. Une pratique qui me vient du théâtre ça où les expressions sont plus marquées, presque outrées, créant parfois une étrangeté intéressante.»

Et un terrain de jeu idéal pour Galatea Bellugi, 28 ans, qui trouve ici son rôle le plus ample. «C'est la première fois que je travaille avec une telle minutie: des répétitions, du temps pour tenter des choses», raconte l'actrice de sa voix à la fois âpre et espiègle qui évoque la jeune Vanessa Paradis. Fille d'un acteur italien et d'une costumière danoise, elle a eu le déclic en voyant jouer sa sœur aînée, Alba Gaïa, également comédienne. «Je pensais que ce n'était pas possible d'être émue par quelqu'un que je connaissais aussi bien. J'ai trouvé ça fou, presque magique. Je me demandais comment elle pouvait réussir à faire ça.»

Dégel. Un secret qu'elle tente de percer depuis ses débuts sur les planches du théâtre du Soleil avec Ariane Mnouchkine et dont elle a découvert quelques clés dans *l'Apparition* et *Chien de la casse*, qui l'ont révélée auprès du grand public et lui ont tous deux valu d'être nommée aux césars. Elle pourrait en connaître de nouvelles avec *l'Engloutie*, film né de deux images fondatrices issues de l'histoire familiale de Louise Hémon. Celle de villa-géois se prélassant dans les rares rayons du soleil franchissant les montagnes, tirée d'un récit de son arrière-grand-tante pour *la Revue alpine* en 1922, où elle racontait son expérience d'institutrice mutée dans un village isolé; et celle d'un cercueil que l'on pose sur un toit afin de tenir à distance des animaux en attendant le printemps et le dégel pour l'enterrer, extraite d'une nouvelle écrite par son grand-père maternel, qui rêvait de cinéma mais a été freiné par les moyens modestes de ses parents – reçu au concours de l'Idhec (ancien nom de la Fémis), il a dû à contrecoeur rentrer au berceau après deux semaines.

Louise Hémon, elle, a pu en faire, notamment à l'Atelier documentaire de la Fémis. C'est là qu'elle a appris la leçon centrale de son parcours: «Ce qui m'a libérée, c'est quand on m'a expliqué que le cinéma était un art impur, qui glane dans tous les domaines – littérature, peinture, musique. J'aime cette idée de naviguer entre différentes disciplines pour toutes les retrouver au cinéma, à la fois ensemble et dispersées.»

LELO JIMMY BATISTA
Photo MARIE ROUGE





VSS: le Festival veut une «prise de conscience réelle»

Acteur interdit de tapis rouge, condamnation de Depardieu... Dans le sillage de #MeToo, le CNC a organisé jeudi sur la Croisette une conférence sur les violences sexistes et sexuelles dans le milieu culturel.

«C a va? — Ecoute, jusqu'ici, tout va bien.» Jeudi matin, alors que la Croisette se réveille lentement et que les femmes de ménage parachèvent le lustrage des magasins de luxe, le public de la plage Mademoiselle Gray tourne au café et à l'eau pétillante pour éliminer les excès de la veille.

Dress code: chemise bleue pour les hommes, pansements à l'arrière des talons pour les femmes. C'est le CNC qui convie, pour une table ronde qui porte le doux nom de «VHSS: quelles prochaines étapes dans le cinéma après cinq ans d'actions?» en présence de la présidente du Festival, Iris Knobloch, et de la ministre déléguée à l'Egalité entre les femmes et les hommes, Aurore Bergé.

Une matinée marquée par une prise de parole que personne n'avait prévue: celle d'une spectatrice affirmant publiquement avoir été victime de violences sexuelles de la part du vice-président de l'Acid (section parallèle indépendante du Festival). L'après-midi même, les deux coprésidents de l'Acid expliquaient avoir pris acte de ce témoignage de «faits graves», méconnus de l'association auparavant, en mettant en retrait la personne concernée. La veille, une information révélée par *Télérama* avait offert au raout un petit sursaut d'actualité: visé par une plainte de trois de ses anciennes compagnes pour «viols, violences physiques et morales», l'acteur français Théo Navarro-Mussy, qui joue un rôle secondaire dans *Dossier 137* de Dominik Moll, a été interdit de Cannes par la direction. Si la plainte a été classée sans suite en avril pour «infraction insuffisamment caractérisée», Thierry Frémaux, qui a été informé de l'affaire par l'Association

des acteur·ices, a justifié auprès de l'hebdomadaire sa décision inédite par le fait que «la procédure reste en cours»: «C'est parce qu'il y a recours et donc poursuite de l'instruction que le cas est non suspensif.»

Latitude. Gros bougé quand on se souvient qu'il y a deux ans, le tapis rouge avait été l'occasion du comeback d'un Johnny Depp accusé de violences conjugales, héros du *Jeanne du Barry* de Maïwenn choisi comme film

d'ouverture. Alors, changement de philosophie à la tête du Festival? Le délégué général a ajouté que les productions sélectionnées devaient désormais «assurer aux organisateurs que les conditions de sécurité, d'intégrité et de dignité des personnes ont été respectées tout au long du processus de fabrication». Jeudi, sous la tente blanche du CNC, Iris Knobloch précise que cette notion a même fait son entrée dans le règlement officiel, article 5.2 exactement: «Les ayants droit ga-

rantissent que le film qu'ils soumettent en sélection a été réalisé dans le respect de l'intégrité et de la dignité de tous les contributeurs du film, et en conformité avec les obligations légales en matière de santé et de sécurité.» Comme pour les règles d'habillement sur le tapis rouge, Cannes s'offre du large, du flou, bref, de la latitude. Pour Iris Knobloch, c'est la preuve que «le Festival est capable d'écouter, d'apprendre, de se remettre en question». Hasard du calendrier, mardi, jour de la cérémonie d'ouverture, le tribunal correctionnel de Paris a condamné Gérard Depardieu à six mois de prison pour des agressions sexuelles sur le tournage d'un film en 2021. C'est aussi le premier Cannes après la commission d'enquête par-

CAMILLE PAIX

**Aina Alegre/CCN de Grenoble
R-A-U-X-A**

**Stav Stuv Boutrous
Nomads**

**Ola Maciejewska
Loïe Fuller: Research**

→ 24 mai

**chaillot
théâtre national
de la danse**

théâtre-chaillot.fr



lementaire géante - 85 auditions et tables rondes, 118 heures d'échanges avec 350 professionnels, 87 recommandations et 279 pages de rapport - sur les violences dans le milieu culturel. Alors après avoir donné l'impression de ne pas trop savoir sur quel pied danser face à cette «prise de conscience réelle en cours dans notre profession dans le sillage du mouvement #MeToo», toujours dixit Knobloch, le Festival donne des gages.

Confusion. Sur l'estrade, Gaëtan Bruel, ex-directeur de cabinet de Rachida Dati et successeur depuis février à la tête du CNC de Dominique Boutonnat, lui-même condamné à trois ans de prison pour agression sexuelle, évoque un «problème systémique» dans un «milieu qui cumule plus de facteurs de risque que n'importe quel autre»: confusion entre vie personnelle et vie professionnelle, nomadisme, relations de pouvoir, importance du réseau, de la cooptation... Erwan Balanant, député MoDem du Finistère et rapporteur de la commission d'enquête souligne quant à lui «l'excuse de génie», qui a fait long feu et la fin bienvenue d'une omerta. «On a souvent parlé de la libération de la parole, dit encore Erwan Balanant, mais on a surtout assisté à une société qui a soudain eu la capacité d'écouter. Les victimes parlent depuis longtemps, mais la société n'écoutes pas encore.» Certes, notre voisine de gauche n'écoute pour sa part pas beaucoup, trop occupée à taper «calcul frais de notaire pour donation à enfant» dans son moteur de recherche. Mais même dans cet entre-soi quelque peu autosatisfait, on remarque que les termes du débat, mais aussi le débat lui-même, ont changé de teneur.

L'acrobate du verbe

Raphaël Quenard L'acteur à la poétique prolixe se révèle écrivain barré et réalisateur surprise hors compétition à Cannes.



Ce portrait a trouvé sa légitimité quand, sur France Inter, Raphaël Quenard a déclaré : «La moralité n'a pas sa place dans l'art, parce que si on commence à ne décrire que des personnages sans failles, sans obscurité, sans zone d'ombre, on risque de s'ennuyer.» L'acteur revendiquait ainsi sa première incursion littéraire. Dans un polar très second degré, il raconte un marginal suicidaire qui se venge d'un destin contraire en assassinant des femmes de différentes classes sociales. Quenard a rappelé que le recours au «je» ne vaut pas adhésion aux actes, ni aux pensées de son antihéros. Pour être exact, c'est un billet *Libé* de Sabrina Champenois, notre voisine de bureau préférée, qui avait lancé le débat. Elle avait fait valoir qu'elle ne lirait pas Quenard par fatigue des serial killer et des féminicides. Taquinerie de proximité aidant, cela a déclenché notre curiosité pour ce personnage aussi extravagant que déstabilisant, aussi fascinant que fatigant. Il a rédigé ce texte quand il avait 26-27 ans. Méthodique et acharné, il a envoyé son manuscrit à l'ensemble des maisons d'édition. Refus généralisés. Il a 34 ans aujourd'hui et une faveur ciné avérée. Quentin Dupieux l'a propulsé et un césar l'a récompensé pour le poignant *Chien de la casse* de Jean-Baptiste

LE PORTRAIT

tiste Durand. D'abord, Quenard a pensé publier sous pseudo. Puis à mettre uniquement en bandeau la photo de sa gueule d'amour qui fait se pâmer une gent féminine prête à abjurer sa longue adulation pour Louis Garrel. Au final, le primo romancier s'est résolu à revendiquer sa tentative. Deux questions rodent alentour.

1) Nihiliste ou goguenard ? Ce grand gaillard d'1,88 m, à qui tout réussit, trimbale une vision assez sombre de l'humanité. Une observatrice : «Il y a chez lui quelque chose de célien.» Surprise, l'ambianceur qu'on peinait à imaginer tourmenté, abonde : «Je suis accablé par le non-sens.» Puis nuance : «Le grand chaos me débousole plus qu'il ne m'affecte.» Lucide, il évite d'en rajouter dans le nihilisme de contrebande. Et convient qu'il ferait mieux de remercier ses parents (père ingénieur dans le BTP, mère agent d'assurances) «et le bon dieu» auquel il croit vaguement. Mais on sent bien qu'il n'a jamais l'esprit en repos. Ce qu'il formule ainsi : «Il faut chercher à comprendre. Comprendre, ce n'est pas excuser. Il faut qu'il n'y ait ni totems ni tabous.»

2) Vieillot ou vibrant ? A l'oral, comme à l'écrit, Quenard est un archaïsme ambulant, à la fois intello et popu. S'il s'évite «en vrai» et «trop bien», ce qui repose, son vocabulaire est daté

et référencé, imagé et incarné. On y trouve des incunables assez apprêts comme «gruger», «vilipender» ou «pléthore». On y remarque des expressions sorties de derrière les fagots telles «statues marmoréennes», «vertes années» ou «tailler des croupières». Côté croustillant, cela donne «laisser l'épée dans le fourreau» ou «tout lui mettre dans le four à pizza». Et l'auteur de *Clamser à Tataouine*, titre à la OSS 117, de revendiquer cette faconde de camelot cultivé, cette habileté de jongleur qui lance des concepts en l'air et les rattrape au dernier instant. Il dit, et ça envoie du ronflant régala : «Cette forge lexicale est constitutive de mon identité.» Celui qui évoque son goût pour Dumas et Hugo mais aussi pour Bukowski et Marc Aurèle, Lautréamont et Baudelaire, précise : «Quand on aime les mots, c'est sans distinction de registre.» Et puisqu'il sait se moquer de son verbiage, on pointera le compliqué assez farce de la phrase suivante issue de son roman : «C'est l'histoire d'une misandrie qui faisait qu'une misanthropie prenait l'apparence d'une misogynie.» Impossible de se cantonner au registre littéraire, car Quenard se projette dans divers univers. Il y fait des passages remarqués et tient des rôles variés tant il aime brasser, exagérer, sinon bidonner afin que s'imprime la légende plutôt que la triste réalité.

1) Foot. En catégorie poussins (9-10 ans), il a marqué 78 buts pour le club de sa bourgade, située à la périphérie de Grenoble. Il jouait alors avant-centre et a reculé à mesure pour finir libéro. Toujours prêt à faire le zouave, il soignait plus les célébrations de ses exploits fantasmés que ses statistiques. Son modèle ? Zlatan Ibrahimovic «pour son sens du spectacle». Et aussi pour ses bravades, ses punchlines et sa mégolomanie.

2) Politique. Pendant six mois, Quenard a été l'assistant parlementaire d'une députée PS de Savoie. Il avait envoyé son CV aux 577 députés, tous partis confondus. Il rêvait de discours fondateurs, de stratégies d'envergure et de manœuvres machiavéliques. Il a découvert le labourage du terrain électoral et le côté assistant social du métier. Lui qui n'a jamais voté et préférerait qu'on le taise admet ne pas avoir «*vocation à être un bon soldat*». Idem, il se rêvait aviateur ou agent secret mais n'a pas fait long feu dans une école militaire. Aveu peu douloureux : «J'avais quelques soucis avec le respect de la discipline.»

3) Mode. Il est «ambassadeur» pour Dior et Cartier. Il fait le métier avec gourmandise, ce qui irrite quelques comédiens de sa génération qui ciblent sa boulémie d'affamé, prêt à bouffer à tous les râteliers. Le jour de la rencontre, il porte beau blouson crème, pantalon gris rayé et baskets roses, sans oublier une banane rouge très voyante en bandoulière. A l'annulaire, il arbore une bague panthère quand le majeur voisin est griffé d'une longue cicatrice. Ce doigt a failli rester paralysé et dressé à jamais. Ce qui aurait juré avec sa souplesse commerciale.

4) Amours. Il refuse de dire s'il est en couple et avec qui il vivrait du côté de Belleville, où il réside. Il lance pourtant : «*J'aime une femme de tout mon cœur et de toutes mes forces, comme il est interdit d'aimer.*» La déclaration est d'ampleur même si, anonymat aidant, beaucoup peuvent s'espérer destinataires de ses pensées.

5) Publicités. Quenard a un bagout stratosphérique et une inventivité peu commune. Il est aussi profus que prolixe. Ses mœurs d'arnaquier sont charmantes et il sait endormir toute méfiance en serinant inlassablement le prénom de son vis-à-vis. Ce qui fait qu'on se demande s'il nous embrouille quand il déroule la litanie de publicités dans lesquelles il aurait tourné. Déodorants, rasoirs jetables sous vêtements? Sans doute. Compotes et coton-tiges? Sait-on jamais. Camions poubelles, centrales nucléaires, armes à feu? Là, il se fout de nous.

6) Cinéma. Revenons à son activité principale. Quenard incarnera bientôt Johnny Hallyday et pourrait même pousser la chansonnette. Quand on lui demande s'il préfère Delon ou Belmondo, il répond «*Raimu*» et confesse sa préférence pour les anciens. Sinon, sa première coréalisation intitulée *I Love Peru* sera projetée hors compétition à Cannes. Pour convaincre Thierry Frémaux, il lui a balancé : «*Les frères Lumière t'auraient conseillé de prendre mon film. Il y a une gare, une caméra, deux gars et l'amour du cinéma.*»

Par **LUC LE VAILLANT**
Photo **STÉPHANE LAVOUÉ**

Répertoire

annonces@teamedia.fr / 01 87 39 82 89 / 01 87 39 82 95

Disquaire achète au meilleur Prix**DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD
TOUS STYLES TOUTES QUANTITES**

Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Punk - Soul - Funk - House - World - (Afrique, Antilles, Maghreb) - Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections**Contactez-nous 07 69 90 54 24****MATÉRIEL AUDIO**

Platines - Hi-Fi - Amplis - Cellules - DJ - Jeux Vidéos - Consoles

Déplacement en France

avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH**ANTIQUAIRE EXPERT
EN ARTS ASIATIQUES**

Achète comptant
porcelaines, statues, vases, bouddhas,
meubles, laques, paravents....



Décorations asiatiques : corail, jade....

MAISON ALEXANDRA**06 15 02 23 98**

Déplacement Paris et Province GRATUIT sous 48 heures

Vous voulez passer
une annonce dans

Vous avez accès à internet ?

Découvrez notre site de prise d'annonce en ligne
<http://petites-annonces.libération.fr>**Immobilier**

immo-libre@teamedia.fr

01 87 39 80 20

Université américaine**(EDUCO)****cherche familles Paris****(1er au 20ème arrdt)**pour hébergement rémunéré
d'étudiants (1030€/mois)

chambres individuelles

petit déjeuner tous les jours

3 repas par semaine

Durée du séjour :

septembre à décembre

et/ou janvier à fin mai

Tél : 09.77.35.00.58



www.libération.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@libération.fr

Édité par la SARL
Libération

SARL au capital
de 23 243 662 €113, avenue de Choisy,
75013 Paris

RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire

Presse Indépendante SAS

CogérantsDov Alfon,
Amandine Bascoul-Romeu**Directeur de la publication**

Dov Alfon

Directeur de la rédaction

Dov Alfon

**Directeur délégué
de la rédaction**

Paul Quinio

**Directrices adjointes
de la rédaction**Stéphanie Aubert,
Hamdam Mostafavi,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod**Directeur artistique**

Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chefMichel Beccuembois
(spéciaux), Laure Bretton,
Gilles Dhers (pilotes web),
Christian Llossen
(enquête),
Eve Roger (actu)**Rédacteurs en chef adjoints**Lilian Alemagna (France),
Anne-Laure Barret
(environnement),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Daumas (L.),
Sonia Delesalle-Stolper
(monde), Fabrice Drouzy
(suppléments),
Yoann Duval (forums),
Matthieu Ecoiffier (idées),
Quentin Girard
(modes de vie),
Cédric Mathiot
(checknews),
Camélia Paugam (actu),
Didier Pérón (culture)**ABONNEMENTS**Site : abo.libération.fr
abonnement@libération.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40**PUBLICITÉ**Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@libération.fr**PETITES ANNONCES**& CARNET
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr**IMPRESSION**Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarville),
CILA (Héric)
Imprimé en France**ACPM**LE TRI
+ FACILE

Membre de l'ACPM.

CPPAP : 1125 C 80064.

ISSN 0335-1793.

Origine du papier : France

Taux de fibres recyclées :

100% Papier détenteur de

l'Eco-label européen

N° FI/37/01

Indicateur**d'eutrophisation:**

PTot 0.009 kg/t de papier

La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents.

Pour joindre un journaliste
par mail : initiale du prénom.nom@libération.fr**SUDOKU 5542 MOYEN**

9		1	7		5
5		2	4	9	8
4	5	8		9	
7	6	2	4		3
2	5			7	6
3	9		5		4
6		9		8	
4	8	3	1		9
8	2				7



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

7	3	8	4	6	9	2	5	1
2	4	1	5	6	3	8	9	7
5	6	9	4	7	8	3	2	1
3	9	7	8	4	1	2	6	5
4	1	5	2	9	6	7	3	8
6	8	2	3	5	7	1	4	9
9	7	3	1	2	5	6	8	4
8	5	6	7	3	4	9	1	2
1	2	4	6	8	9	5	7	3

DIFFICILE

SUDOKU 5542 DIFFICILE

3		4		8	9
8	5		1		3
9	2		6	3	
			6		3
9	6	5		4	8
5			8		
			6	3	8
3		9		7	4
	3	1		2	

**Faites
un don à Libé**

◆ Soutenez le travail exigeant
de 220 journalistes engagés
et indépendants

◆ Défendez la liberté de
la presse et son rôle dans
le débat démocratique

◆ Participez activement
à la transformation de la presse
à l'ère du numérique



Je souhaite faire un don par carte bancaire, chèque ou PayPal : liberation.fr/don

L'association Presse et Pluralisme

vous permet d'effectuer un don à Libération et de bénéficier d'une **déduction d'impôt** égale à 66% du montant versé (dans la limite de 20% de votre revenu imposable).

Vous avez la possibilité d'effectuer un **don ponctuel ou mensuel** via un **paiement sécurisé** par carte bancaire, par chèque ou par PayPal.

Presse et Pluralisme émettra un reçu fiscal et vous l'enverra afin que vous puissiez bénéficier de la déduction d'impôt.

Images MUSIQUE LIVRES RADAR FOOD

C'est le Week-end

Rendez-vous chaque samedi dans

Liberation



FAST FOOD.

Nous acheminons nos salades françaises
en 24h chrono pour qu'elles gardent leur fraîcheur.*



* Sauf le dimanche, car les producteurs ont eux aussi le droit de se reposer.

PROSOL GESTION - SAS AU CAPITAL DE 993 238 EUROS - SIÈGE SOCIAL : 375 RUE JULIETTE RÉCAMIER 69670 CHAPONNAY - 376 100 416 RCS LYON - ROSA PARIS

Enquête
Un potager solidaire
dans le quartier
du Grand Parc **PAGES II-III**

Interview croisée
Philippe Bihouix
et Yamina Saheb
face à la transition
énergétique **PAGES IV-V**

Tribune
L'écologie est morte,
vive l'écologie,
par la militante
Léa Falco **PAGE VI**

VENDREDI 16 MAI, 2025

Libé

CLIMAT LIBÉ TOUR BORDEAUX **LOCALITÉ, SOBRIÉTÉ, FRATERNITÉ**

ILLUSTRATION MAISON SOLIDE



BORDEAUX «FAIRE UN JARDIN EN VILLE POUR NOURRIR LES GENS, C'EST ÉMINENTMENT POLITIQUE»

Dans le nord de la ville, un jardin solidaire permet aux habitants des quartiers défavorisés de cultiver et de consommer fruits et légumes. Une expérience inclusive et réussie.

Par
EVA FONTENEAU
Correspondante à Bordeaux

Vingt-quatre heures dans la vie d'une épicerie solidaire et participative implantée dans un quartier populaire de Bordeaux. Les habitants y ont construit un lieu pour manger plus sainement et plus local. C'est devenu un lieu d'échanges, témoin de la précarité alimentaire d'une partie de la population. Reportage de la terre à l'assiette.

LE JARDIN-POTAGER «UNE IMMENSE FIERTÉ»

Ce matin, au milieu des herbes hautes, Maïwen, 3 ans et demi, pivote sur elle-même et se laisse tomber à genoux dans un éclat de rire. Après avoir pris le soin de remettre ses tresses derrière les oreilles, elle plonge ses mains dans la terre à la recherche d'un ver de terre. Sans succès. Pas décontenancée pour un sou, elle s'essuie les mains sur son tee-shirt rose et cueille une fleur jaune pour la sentir. Un large sourire se dessine sur son visage. «C'est la première fois

que je l'emmène ici. Elle est heureuse car chez elle, il n'y a pas de jardin», observe, attendrie, sa grand-mère en désignant les barres d'immeubles qui entourent la parcelle. Comme chaque samedi, Victorine, 65 ans, offre quelques heures de son temps pour aider à l'entretien du jardin partagé et participatif du Grand Parc, un quartier prioritaire, situé au nord de Bordeaux. En ce jour de printemps, le groupe qui l'accompagne a la mission de planter des petits pois et des haricots. Bientôt, ce sera au tour des tomates, aromates, melons, pastèques... La récolte atterrira sur les étals de l'épicerie solidaire et participative Epi c'Tout, portée par l'association Local'Attitude, à seulement quelques minutes à pied.

Un circuit court du jardin à l'assiette en plein cœur de la cité bordelaise. «Planter ses propres fruits et légumes au pied des immeubles, les voir pousser puis les manger, c'est une immense fierté. Dans ces moments, j'admire encore plus les agriculteurs. On prend conscience de la difficulté et de l'importance de leur travail», note la retraitée. «C'est très gratifiant de se dire qu'on peut nous aussi, à notre échelle, aider les gens du quartier à se nourrir», abonde

Souleymane, 26 ans, affairé à semer des graines. «Ça marche tellement bien que je n'ai pas encore eu l'occasion de goûter ce que j'ai mis en terre. Tout part trop vite», renchérit Jérémy, 39 ans, heureux d'avoir trouvé une occasion de quitter son appartement pour travailler la terre au grand air.

Développer des espaces dédiés à l'agriculture urbaine selon les méthodes de l'agroécologie, l'idée est loin d'être neuve. Quantité de projets continuent d'essaimer partout en France avec, en filigrane, cette volonté de rendre l'alimentation plus saine et accessible à tous. Pourtant, leur concrétisation relève encore trop souvent du parcours du combattant. A Grand Parc, il a ainsi fallu des années à l'association Local'Attitude, créée en 2016, avant de pouvoir exploiter un terrain dans le quartier. «Ça a été un mille-feuille administratif, que ce soit pour l'attribution d'un local ou d'une parcelle, sa délimitation... A cela se sont ajoutés un changement de mandature et le Covid. Faire un jardin en ville pour nourrir les gens, c'est éminemment politique», avance Nicolas Perrat, en charge du fonctionnement quotidien de l'épicerie.

L'ÉPICERIE «UNE ALTERNATIVE DIGNE»

«Il a fallu de la ténacité et de la résilience pour nous structurer. Mais on n'a rien lâché car la demande était là», résume Olivier Loubradou, coadministrateur de l'association et résident du quartier. Les quelques jardins présents à la ronde avaient des listes d'attente longue comme le bras assure le duo. A cela, s'est ajouté un constat de précarité grandissante dans cette zone d'environ 60 hectares où résident près de 11 000 habitants répartis dans plus de 4 000 logements. «Pour de nombreux foyers en situation de précarité, l'alimentation reste une variable d'ajustement, complète-t-il. Face au coût de la vie, certains n'ont pas d'autre choix que de se priver, de manger moins bien ou en plus petite quantité. Nous avons voulu leur offrir une alternative plus digne.»

Parmi les 600 adhérents que compte l'asso, une centaine bénéficie d'une aide alimentaire qui leur permet de faire des achats à moitié prix.

Local'Attitude fait également partie des lieux conventionnés par la Sécurité sociale de l'alimentation dans le département (*lire ci-contre*). «Un partenariat qui a considérablement augmenté notre visibilité», se félicite Olivier.

Lors de sa création, l'association a fait le choix d'ouvrir son épicerie à tous les publics, sans condition de ressources, dans un lieu stratégique à la frontière entre Grand Parc et le très chic quartier des Chartrons. Une façon de ne pas stigmatiser davantage les personnes précaires.

«C'est à double tranchant. Cela nous a obligés à être un peu schizo dans notre approche: des habitants nous ont taxés de bobos bordelais, d'autres ont passé leur chemin, persuadés qu'on ne s'adressait qu'aux personnes les plus pauvres. Le bouche à oreille nous a permis en partie de rectifier le tir mais l'idée est tenace, nous continuons d'en souffrir», analyse Olivier Loubradou. Coconstruit par les habitants du nord de Bordeaux, le réseau de solidarité alimentaire a malgré tout réussi à fédérer 117 bénévoles.

LES BÉNÉVOLES «ÇA M'A RÉCONCILIÉ AVEC LE VERT»

17 heures. Fèves, blettes, mélisse... C'est la fin de l'après-midi et, au milieu des rayonnages, Rachida et Abdallah, un couple de bénévoles s'applique à gérer l'approvisionnement et mettre en valeur la récolte du jardin. «Le goût de ces légumes, c'est quelque chose! Rien à voir avec ce que vous trouvez dans les hypermarchés, ça m'a réconciliée avec le vert», affirme une cliente en glissant des fèves dans son panier en osier. «On a aussi prévu de faire découvrir aux habitants l'amarante, l'okra ou l'oseille sanguine. Une façon de démontrer que même en mangeant lo-

cal, en zone urbaine, on peut diversifier son assiette», détaille Nina Chaussade, salariée et responsable du jardin. «C'est chouette, car lorsqu'on tend l'oreille, il n'est pas rare de tomber sur un échange de recettes entre deux clients. Comme cette fois où j'ai entendu l'un d'entre eux conseiller à un autre de mettre de la rhubarbe dans sa poêlée de légumes. Ou celui qui ne cuisinait pas mais qui a expliqué commencer à s'y intéresser en venant nous voir. Je me dis qu'on a réussi à créer une petite dynamique dans le quartier», se réjouit Nicolas Perrat. Afin de proposer des prix «qui ne rebutent pas trop» les habitants, Local'Attitude assume de compléter sa sélection avec des produits issus de l'agriculture conventionnelle.

Pour la viande, les produits laitiers, les céréales en vrac ou les produits du quotidien, l'équipe de bénévoles tente au maximum de chercher des références locales. «On fait au mieux, pour ne pas se couper d'une bonne partie de nos adhérents», justifie Nicolas qui précise que l'association a un budget d'environ 250 000 euros pour l'année, et dont la moitié provient de subventions publiques.

Dans les coulisses de l'aventure d'une épicerie solidaire et d'un jardin participatif se cache aussi une multitude de petits tracas du quotidien. Des problématiques souvent propres à l'espace urbain qui obligent l'équipe de l'épicerie et les bénévoles à rivaliser d'ingéniosité. Avec la qualité de la terre en premier lieu. Avant de planter au Grand Parc, le terrain a ainsi dû être décaissé sur 60 cm, une étape nécessaire pour dépolluer les sols. «Un gros chantier» complété par l'amendement de la terre. L'approvisionnement en eau a été un autre casse-tête, «complexifié par l'interdiction de placer des récupérateurs d'eau de pluie pour éviter la prolifération de moustiques en ville», se désolent Nina, Olivier et Nicolas. «On se branche sur le réseau public pour arroser les fruits et les légumes mais on reste très dépendants de l'ouverture des vannes par les collectivités. Elles sont coupées l'hiver pour éviter le gel des tuyaux», explique Nina.

S'ajoute la prolifération des rats dans les cultures et les vols intempestifs. «On est dans une phase où on essaie de trouver un moyen de cohabiter avec les rongeurs pour ne pas utiliser de produits chimiques, poursuit Nina. C'est très compliqué à gérer. Mais j'ai vu un reportage dans lequel les animateurs conseillent de planter des lauriers pour les éloigner. Affaire à suivre...»

Ce qui a été le plus difficile finalement, c'est la dégradation des pieds et les vols des récoltes - le «gleanage intempestif» comme résume joliment Olivier. «On essaie de faire de la pédagogie pour limiter la casse. Quitte à dire à dire aux voleurs: "Si vous volez, faites-le bien, sans cas-



Au jardin partagé et participatif du Grand Parc, un quartier prioritaire, situé au nord de Bordeaux, en août 2024. PHOTO RODOLPHE ESCHER

*ser"», plaisante à moitié Nina. La collectivité a été plus radicale : les petites barrières en bois ont été remplacées par des grands grillages fermés par des cadenas. «*C'est dommage*», souffle un bénévole.*

LES CONSOMMATEURS «ON MANGE PLUS ÉQUILIBRÉ»

Rachida et Abdallah rendent le tablier, la journée est finie. Leur panier est rempli de victuailles. Ce soir, avec leur fille de 13 ans, ils ont prévu de se faire une poêlée avec les blettes et les fèves du jardin partagé. «*On mange beaucoup plus équilibré depuis qu'on vient tous les deux ici*», remarque Rachida. Le couple a développé un tel attachement au lieu que même lorsqu'ils ont déménagé en 2024 à une dizaine de kilomètres, ils ont tenu à garder leur rituel. Deux tramways, un bus. Le trajet d'une heure ne les a pas convaincus de tout arrêter. «*C'est un peu un lieu à part*», glissent-ils. «*Ces six derniers mois on a constaté une explosion du nombre de personnes en situation de précarité. Beaucoup de retraités, décrit Nicolas Perrat. On est d'autant plus convaincus de l'intérêt de notre mission.*»

La Sécu de l'alimentation à la recherche de financements

Depuis 2024, la Gironde expérimente la Sécurité sociale de l'alimentation. L'heure est maintenant à la réflexion pour envisager la suite avant l'arrêt des subventions.

Depuis avril 2024, Acclimat'Action (qui milite dans les quartiers populaires pour une transition des modèles alimentaires), la Gironde, la ville de Bordeaux et des citoyens expérimentent la Sécurité sociale de l'alimentation (SSA) dans deux zones urbaines et deux secteurs ruraux du département. Plusieurs centaines de bénéficiaires de tous statuts et de tous revenus perçoivent, pour s'alimenter, une allocation mensuelle équivalente à 150 euros par mois et par foyer, auxquels

s'ajoutent 75 euros par personne. L'objectif : l'accessibilité et l'inclusivité, le bien-être au travail, la juste rémunération des producteurs, la localité des produits et la durabilité des pratiques agricoles. La formule s'inspire largement de la création de la sécurité sociale en 1945. Un an plus tard, alors que l'expérimentation touche à sa fin, le département décrète des premiers résultats «très positifs».

«Santé morale». «*Parmi les bénéficiaires, nombre d'entre eux - et ce n'est pas à la marge - nous*

rapportent avoir transformé radicalement leur manière de s'alimenter. Les personnes en situation de précarité notamment, habituées aux enseignes de hard discount ou aux paniers alimentaires ont diminué la part de produits transformés et augmenté l'achat de produits frais et locaux. Certains d'entre eux ont même constaté un effet positif sur leur santé morale et physique», se réjouit la socialiste Corinne Martinez, élue au département. Plusieurs professionnels des lieux conventionnels assurent par ailleurs avoir développé leur clientèle et la vente de leurs produits en lien avec la SSA.

«Elan». L'heure est maintenant à la réflexion pour envisager la suite avant l'arrêt des subventions, alors que le modèle écono-

mique de la SSA s'appuie en grande partie dessus. «*Comme c'était prévu dès le départ, le travail des chercheurs qui documentent l'expérimentation va se poursuivre mais le département aura désormais un rôle consultatif. De fait, l'allocation pourrait être plus faible. Il sera intéressant de voir comment la société civile s'empare de ce projet pour le pérenniser maintenant que la SSA gagne du terrain en France. Déjà, on voit que quelque chose se passe en Gironde, retrace Corinne Martinez. Les bénéficiaires veulent continuer. Ils se sont mis à cotiser plus d'eux-mêmes, ils recherchent des financements. L'élan donné est incroyable. J'ai le sentiment qu'on est spectateur de quelque chose qui est véritablement puissant.*»

E.F. (à Bordeaux)

«On a confondu nos besoins avec la manière dont on les satisfait»

Pour les ingénieurs Philippe Bihouix et Yamina Saheb, les tensions sur les matières premières auraient été identiques même sans la transition énergétique. D'où la nécessité de mobiliser citoyens, entreprises, et institutions et sortir des logiques néolibérales.

Tensions autour des terres agricoles et des métaux rares ukrainiens, des mines de cobalt du Congo, ou des ressources minières du Groenland : la volonté de s'approprier des ressources stratégiques est devenue le carburant des tensions géopolitiques actuelles. Ne pas s'engager dans la course aux minerais serait-il un moyen d'éviter les conflits ? La docteure en énergétique Yamina Saheb a lancé le Laboratoire mondial des sobriétés, qui publiera prochainement un rapport sur la réduction du besoin en ressources dans des scénarios de sobriété. Encore faudrait-il parvenir à mettre en place une «sobriété systémique», comme le propose l'ingénieur Philippe Bihouix dans sa BD *Ressources* (éd. Casterman, 2024, avec Vincent Perriot). Entretien croisé.

Comment la sobriété pourrait-elle être une réponse au désordre géopolitique mondial ?

Yamina Saheb : L'une des raisons des tensions géopolitiques actuelles est la course pour le contrôle des matières premières nécessaires à la «transition» écologique. La sobriété réduit la demande pour ces ressources parce qu'elle nous impose de partir des besoins humains et non des solutions déjà existantes, qui perpétuent une production in-

dustrielle qui est aujourd'hui surdimensionnée. Les théories philosophiques sur la sobriété proposent de réfléchir entre deux limites : une limite basse et une limite haute. La limite haute, c'est celle que nous imposent le «système Terre», ce sont les neuf limites planétaires (changement climatique, cycle de l'eau, érosion de la biodiversité, etc.). La limite basse, c'est une forme de suffisance : il faut que chacun ait suffisamment pour son bien-être. Le bien-être peut être défini comme la satisfaction des besoins essentiels des êtres humains : ces besoins sont les mêmes qu'on habite à Paris, New York ou Dakar, parce que nous appartenons à la même espèce.

Philippe Bihouix : Je voudrais nuancer. Bien sûr, il y a des besoins essentiels, qui sont métaboliques car il faut manger, boire, etc. Mais on pourrait assurer notre apport nutritionnel en ne mangeant que de la bouillie, et je ne suis pas sûr que cela assurerait notre bien-être. Cette question des besoins me pose problème : plaquer des besoins universaux et standards et affirmer qu'on peut quantifier un minimum pour répondre à ces besoins me semble négliger des différences aussi bien dans les situations personnelles que dans les parcours culturels. Je crois plutôt, comme René Girard, que la plupart des besoins de l'être humain sont construits sur le regard de l'autre. Il y a un besoin de mobilité pour aller à son travail, certes ; mais si je vois des touristes spatiaux qui s'éclatent dans l'espace, je vais avoir envie d'y aller moi aussi ; en attendant de pouvoir me payer la navette spatiale, je vais prendre l'avion pour aller à Bali, et si Bali est trop cher,

j'irai à Budapest. Donc aborder le sujet en fixant un minimum, c'est difficile, parce que le minimum américain n'est pas le même que le minimum chinois ou pakistanaise.

Y.S. : C'est parce qu'on prend les choses par le mauvais bout. La grande confusion, depuis un siècle, c'est qu'on a confondu les besoins avec la manière dont on les satisfait. Reprenons l'exemple du besoin de mobilité : la réponse qui a été apportée, depuis Ford, c'est la voiture individuelle. Alors, tout le débat se focalise sur la voiture, on se demande si elle doit être électrique, plus grosse, autonome, etc. Mais la voiture individuelle n'est qu'un moyen de répondre au besoin de mobilité, et il y en a d'autres – le train, les transports collectifs, la voiture partagée, etc.

Mais dans cette perspective, comment organiser cette sobriété, de sorte qu'elle devienne une sobriété systémique et non pas seulement individuelle ?

P.B. : Depuis 2022, suite à l'explosion des prix de l'énergie liée à la guerre en Ukraine, la sobriété a été mobilisée par les institutions et les entreprises. Mais pour les entreprises, cette sobriété rime avec efficacité (optimiser les processus, etc.), d'une manière assez classiquement technosolutionniste ; et pour les particuliers, on parle de baisser le chauffage, de covoiturage un peu, dans une logique individuelle volontaire. Je préfère mobiliser la sobriété systémique, qui est une sobriété organisée, régulée, décidée démocratiquement, que ce soit à l'échelle d'un Etat-nation ou à d'autres échelles. Continuons sur l'exemple des voitures : je veux bien utiliser un véhicule de 200 kilos, mais si je me balade sur les mêmes routes que des SUV de 2 tonnes, il va y avoir des tensions. Si on organisait la mobilité vers plus d'intermodalité, avec un système de routes dédiées pour les vélos, des véhicules légers, cela fonctionnerait mieux. Et surtout, il faudrait réduire la mobilité contrainte, les kilomètres parcourus au quotidien, ce qui ouvre des questions sur l'aménagement du territoire, la place des métropoles, la répartition des emplois, de l'offre commerciale, des activités sociales et culturelles, etc.

Y.S. : Un autre élément freine la prise en compte de la sobriété : j'ai récemment été contactée par des membres



INTERVIEW DR



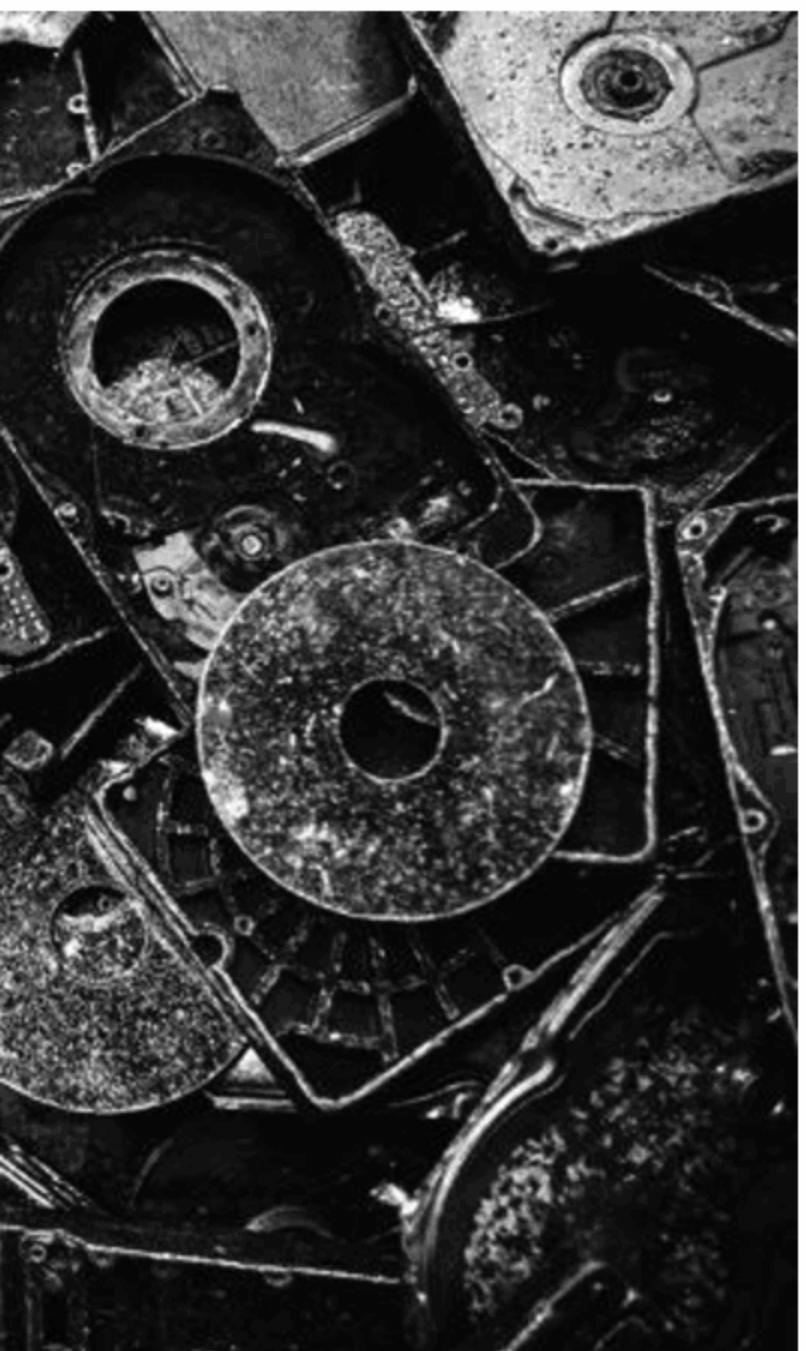
«L'énorme poussée extractiviste des dernières décennies est liée à



Parmi les déchets électroniques, on peut trouver des matériaux



l'industrialisation, l'urbanisation, la motorisation et la numérisation du monde.» PHOTO C. ARCHAMBAULT. AFP



contenant des terres rares. C. ARCHAMBAULT. AFP



Un échantillon de tungstène. J. STRATENSCHULTE. DPA. AFP

du Trésor qui avaient planché, en 1979, sur un scénario. Ils avaient fourni une réflexion solide, commandée dans la foulée des chocs pétroliers de 1973 et 1979. Pourquoi personne ne fait-il jamais référence à ce scénario ? Parce qu'après 1979, l'Etat a relancé un programme de centrales nucléaires, et a été confiant sur le fait de pouvoir compter sur une énergie abondante – leur travail a donc été enterré, et plus personne ne s'en souvient.

On fait souvent rimer sobriété avec énergies renouvelables, par exemple avec la mobilité électrique. Comment engager cette transition, si la majorité des ressources nécessaires à cette transition (lithium, cobalt, terres rares, etc.), proviennent de pays autoritaires ou climatosceptiques ?

Y.S. : Commençons par rappeler que la voiture individuelle électrique est proposée comme solution parce qu'on se projette à horizon 2050 dans un monde qui n'a pas évolué, mais dans lequel on s'est donné l'objectif d'atteindre la neutralité carbone – qui n'est d'ailleurs qu'un des pans d'action qu'on doit entreprendre. La sobriété n'est pas juste une question d'énergie : c'est un grand malentendu que de croire cela.

P.B. : Pour les matières premières, la transition énergétique n'est «que» la cerise sur le gâteau. L'énorme poussée extractiviste des dernières décennies est liée d'abord à l'industrialisation, l'urbanisation, la motorisation et la numérisation du monde. A l'exception de quelques éléments comme le lithium et le cobalt, la majeure partie des métaux ne sert pas à la transition énergétique. L'extraction de nickel, utilisé aussi dans les batteries, a été multipliée par trois en une trentaine d'années : il sert surtout dans l'acier inox pour l'industrie chimique, l'agroalimentaire, le bâtiment, le transport maritime... En réalité, les tensions géopolitiques sur les matières premières auraient été là de toute manière ; la transition énergétique vient exacerber les tensions autour de certains pays ou ressources. Dans les grandes villes, où la question du logement est toujours aiguë, on pourrait expérimenter des mécanismes de «recohabitation», en incitant à l'accueil d'étudiants par des familles dont les enfants ont eux-mêmes déjà quitté le foyer, avec une puissance publique qui pourrait jouer le rôle de tiers de confiance, mettre les gens en relation, comme pour le covoiturage du quotidien. A l'échelle d'une ville comme Bordeaux, on pourrait «produire» des centaines de logement par an sans construire un seul mètre carré.

Comment s'engager vers la sobriété en période de tensions géopolitiques, quand la guerre est une activité qui demande beaucoup de numérique et autant de ressources stratégiques ?

P.B. : Il faut regarder les volumes en jeu. A part pour des pays avec une économie très militarisée, comme la Russie, entrée en économie de guerre,

ou la Corée du Nord, les plus gros volumes de ressources sont utilisés par le secteur du bâtiment, de la mobilité, des infrastructures diverses et variées, des produits électroniques grand public. Certes, il y a besoin de métaux rares et de technologies de pointe dans les avions de combat produits par la France : mais c'est une quantité faible comparée aux millions de voitures ou d'ordinateurs vendus chaque année. D'ailleurs, est-ce que dans un monde à la sobriété organisée, où on produirait bien moins de voitures et de smartphones, on saurait continuer à fabriquer quelques produits de pointe, pour les avions de chasse mais aussi pour les équipements médicaux et hospitaliers ? La chaîne de valeur serait profondément transformée, avec des composants élémentaires sans doute plus chers, mais dont on pourrait augmenter la durabilité et la réparabilité.

Y.S. : En 2016, j'ai assisté à un atelier de l'Otan sur la sécurité énergétique. Un amiral américain nous a expliqué qu'il n'avait aucun intérêt pour le changement climatique, parce que sa mission, c'était de «ramener les gars à la maison». Mais il a aussi raconté qu'en Afghanistan, il a perdu des hommes lors d'un siège, parce que ses troupes n'avaient plus assez d'énergie pour s'extraire, ni de vivres pour tenir. Paradoxalement, c'est donc l'armée américaine, l'une des plus grandes consommatrices de ressources fossiles au monde, qui a planché en premier sur un plan «triple zéro» : zéro énergie, zéro eau, zéro déchet.

Comment développer cette sobriété systémique sans lui faire perdre son aspect subversif et son potentiel transformateur ?

P.B. : Certes, il y a toujours un risque de récupération, de *low-tech washing*, si des grandes entreprises commencent à produire et vendre des outils sobres et low-tech pour adresser un marché de niche, sans remise en cause profonde de leurs modèles d'affaire. Mais l'enjeu du moment, c'est bien celui d'un passage à l'échelle de la sobriété : les solutions techniques et organisationnelles sont déjà là. Certaines ont déjà été expérimentées par le passé. Il faut trouver le chemin avec la bonne dose d'envie des citoyens, de support des entreprises, et d'accompagnement des institutions, pour faire advenir massivement toutes ces alternatives qui restent aujourd'hui encore très marginales.

Y.S. : Il me semble important de rappeler un point : la sobriété ne peut pas advenir dans un monde néolibéral, c'est impossible. Donc il faut s'activer pour sortir de ce modèle néolibéral – c'est, paradoxalement, un peu ce que Donald Trump est en train de faire, mais à partir d'un diagnostic erroné et avec une mauvaise méthode. Il faudrait donc que les Européens se préparent pour faire de ce que Trump est en train de produire une opportunité pour sortir de la logique néolibérale et aller vers une société de la sobriété.

Recueilli par NICOLAS CELNIK

Au sujet des droits de la nature

Alexandre Zabalza
professeur de droit civil et de philosophie du droit à l'Université de Bordeaux

Le 30 avril, salle Colbert de l'Assemblée nationale, se tenait le premier colloque du genre sur les droits de la nature. Dans un amphithéâtre comble, un auditeur se demandait : «*Mais qu'est-ce qui bloque chez les juristes sur les droits de la nature?*» Ironie du sort : nous étions présents – avec l'avocate Marine Yzquierdo et la chercheuse Marie-Angèle Hermitte – pour présenter les avancées d'experts sur le sujet et annoncer la création du premier think tank dédié, le «Cercle de juristes pour les droits de la nature». J'ai reçu cette question comme une forme d'agression mêlée d'un sentiment d'injustice envers notre communauté. Aurions-nous manqué le rendez-vous de la défense de la nature ?

Je souhaite y répondre, en rappelant d'abord que les juristes sont bel et bien là – et qu'ils l'ont toujours été. C'est dans l'esprit d'un professeur de droit californien, Christopher

Stone, qu'est née l'hypothèse des «droits de la nature», avec un article visionnaire : *Should Trees Have Standing?* Ce texte de 1972 visait la Cour suprême des Etats-Unis, saisie d'un projet de station de ski menaçant une vallée de séquoias centenaires.

La même année marque aussi un tournant pour le droit de l'environnement, avec le premier Sommet de la Terre à Stockholm. Dès cette époque, les juristes sont là. Ils posent les premières pierres d'un droit devenu depuis un champ à part entière. En France, la Société française pour le droit de l'environnement est créée en 1974. Suivent le Code de l'environnement (2000), puis la Charte de l'environnement (2005). Il est difficile de chiffrer les normes environnementales en vigueur, mais cette densité est aussi devenue sa faiblesse pour des usagers confrontés à un droit souvent trop complexe. Aujourd'hui encore, beaucoup opposent droits de la nature et droit de l'environnement. C'est une erreur. Les droits de la nature offrent au contraire une entrée dans le droit de l'environnement – tout en prolongeant les droits humains.

Au-delà des débats franco-français sur leurs limites ou leurs risques, la reconnaissance



DR

d'entités naturelles comme sujets de droit s'est concrétisée à l'international : la Pachamama dans la Constitution équatorienne (2008), puis en Bolivie (2010) ; les fleuves Whanganui en Nouvelle-Zélande, Atrato en Colombie (2017), et la lagune de la Mar Menor en Espagne (2022).

Cette cartographie esquisse un changement de paradigme : la reconnaissance, par le droit, de la valeur intrinsèque de la nature.

Faut-il y voir une tyrannie ou un piège juridique ? Non. Mais comme souvent, un tel changement – surtout en droit – prend du temps. L'exemple du préjudice écologique est parlant : plus de trente ans se sont écoulés entre les premières discussions doctrinales et sa reconnaissance, à l'occasion

d'une énième affaire de pollution : celle de l'Erika. Du tribunal correctionnel à la Cour de cassation, tout est discuté, débattu, éclairé. Puis vient la loi, et le préjudice écologique entre dans le code civil.

Ainsi va le droit, selon sa propre temporalité. Ce qui manque encore aux droits de la nature, ce sont des approches théoriques diversifiées. Elles émergent peu à peu.

Pour ma part, j'affirme qu'il ne faut pas confondre la question des droits avec celle de la

personnalité juridique. Encore centrés sur l'homme, ces modèles associent les droits à une personnalité. Or, c'est justement cette liaison qui fait écran pour beaucoup d'entre nous.

Pour surmonter l'obstacle, nous avons imaginé une autre voie : relier les droits de Garonne à la boussole des communs. Nous l'avons ensuite déployée dans un projet mené dans la vallée du Ciron (Landes, Lot-et-Garonne et Gironde), où un archipel de biodiversité est menacé – et dont la protection nous concerne tous. Au cœur de l'ingénierie, il s'agissait de faire coïncider un intérêt juridiquement protégé dans la vallée et la capacité d'en demander la protection en justice. Le premier correspond à un droit subjectif – un intérêt reconnu dans une entité, sujet ou support. Le second, c'est la faculté d'agir en justice que confère la personnalité juridique.

L'innovation ? La rivière est un «bien commun», pas une personne. Tout comme les droits de la nature sont des valeurs communes, pas des personnes. Quand ces droits apparaissent en contentieux, c'est sous l'impulsion de populations locales, de citoyens confrontés à des projets destructeurs. La personnalité juridique prend corps dans l'action collective.

A celles et ceux qui nous demandent encore ce que font les juristes pour les droits de la nature, je réponds : nous sommes là.

Les droits de la nature ne régleront pas tout. Mais certains d'entre nous pensent qu'ils ouvrent une voie nouvelle de justice – un chemin incertain, à parcourir ensemble. Ils nous rappellent une évidence oubliée : la nature, c'est nous. ◆

L'écologie est morte, vive l'écologie

Léa Falco
autrice et membre de l'association Pour un réveil écologique.

La transition écologique paraît vivre sa traversée du désert : reculs français et européens, restrictions budgétaires, déclassement dans les priorités politiques et disparition dans les engagements du monde économique... Difficile de ne pas voir la fin d'une dynamique que les derniers mois avaient déjà étiolée. Faut-il pour autant nous préparer à l'enterrer ? Alors même qu'une partie du spectre politique surfe sur un supposé «ras-le-bol écologiste», le baromètre «Les Français parlent cli-

mat 2025» montre un soutien large de l'opinion aux politiques climatiques. Doubler le parc d'énergie renouvelable, refuser les accords de commerce ne respectant pas les engagements nationaux, développer le transport ferroviaire : autant de mesures qui rassemblent plus des deux-tiers des sondés. La transition écologique peut donc bénéficier d'un soutien plus consensuel que le débat partisan actuel sur la question ne le fait croire. A condition, comme le montre depuis des années le baromètre de l'Ademe, que la répartition de la charge de l'effort soit équitable, préalable à son acceptation sociale.

Mais il ne faut pas nous aveugler en imaginant que le sujet peut fédérer à lui

seul. Si l'environnement est un thème d'importance pour les Français, il pâtit des phénomènes de hiérarchisation. Selon le baromètre de Parlons Climat, il n'arrive qu'en cinquième position des sujets qui préoccupent le plus, derrière le pouvoir d'achat, l'insécurité, la santé, l'immigration. En bref : sujet potentiellement consensuel, mais pas prioritaire. Voyons au moins le vert à moitié plein : repenser nos approches autour de la transition écologique pourrait s'avérer fertile pour gagner du terrain, dans un espace politique qui caricature les sujets environnementaux, et alors que l'opinion publique ne partage pas le vocabulaire d'initiés des militants écologistes. Nous avons atteint

les limites d'un plaidoyer fondé sur la réalité du réchauffement climatique. Il ne s'agit plus de lutter pour faire accepter un constat, mais de prendre au sérieux une nouvelle donne existentielle qui demande de repenser tous les sujets. La transition écologique aborde donc désormais son nom pour en prendre mille autres : le logement digne, la planification des emplois, la santé, l'alimentation pour tous, etc.

Pour les militants écologistes, cela implique d'adopter de nouvelles méthodes de mobilisation, en cherchant à gagner en surface de contact avec le grand public par l'infusion dans d'autres préoc-

cupations sociales. Le temps est à la construction de larges coalitions avec les autres organisations de la société civile. Il nous faut trouver un équilibre difficile, en construisant des revendications transverses à différents sujets (environnementaux, sanitaires, sociaux...), tout en évitant que certaines de ces facettes n'en éclipsent d'autres.

Le mariage n'est pas simple : d'un côté, nous devons abandonner notre tendance à isoler les questions environnementales.

Mais de l'autre, il est indispensable de continuer à soutenir et à porter des enjeux souvent purement écologiques, piliers de la transformation de

nos systèmes sociotechniques. Ces deux objectifs permettent ensemble de construire une assise crédible à la transition écologique, à la fois sociale et matérielle.

Les militants écologistes le savent, la balance nette de la transition écologique est positive. Mais avoir raison seuls, dans un cas comme le nôtre, c'est avoir tort. Il nous faut maintenant adapter nos objectifs, nos stratégies et nos tactiques pour faire voir et vivre, au concret, une écologie qui répond à des questions associées dans l'imaginaire collectif à d'autres sujets que le nôtre. La transition écologique est morte ? Vive la santé, les emplois, l'alimentation, bref... vive la transition écologique ! ◆



DR

Réinventer la vie locale en milieu rural

Mouvement pour une société écologique post-urbaine
50 signataires des mondes académiques, politiques, de la terre et de la pratique des territoires

Les grandes villes sont historiquement porteuses de progrès et de liberté. Mais quelle est cette liberté aujourd'hui ? Principalement celle de se défaire de la production de sa propre subsistance et de la «faire faire» à d'autres. La liberté d'être «délivrée» des charges

imposées au vivant et à la terre pour se nourrir, se chauffer, se vêtir, se déplacer ; et ce, en y assignant des groupes sociaux et des territoires entiers, en l'occurrence les mondes paysans et plus largement les ruralités. Qu'il s'agisse du «remembrement» des terres agricoles ou de leur conversion aujourd'hui massive en centrales d'énergies renouvelables, les campagnes sont les premières cibles d'un système fondé sur l'exploitation.

De ce constat, nous affirmons que rien ne saurait changer sans une remise en cause fondamentale du paradigme actuel de l'urbain. L'urbanisation nous a fait perdre la conscience de notre appartenance au

monde du vivant. A l'opposé, face aux crises écologiques, nous défendons la reconnaissance pour toutes et tous d'un droit à la vie locale en milieu rural, le droit de vivre une vie pleine et digne. Créé il y a cinq ans, le mouvement «Post-urbain» réunit des personnes et organisations qui explorent les possibilités géographiques qui s'offrent à nous afin de poser les ruralités comme actrices centrales du devenir de nos sociétés.

Les ruralités constituent, dans leur pluralité, des espaces où se développent des modes d'habiter assez largement autrement écologiques. Face au fantasme métropolitain du toujours plus grand,

face à une écologie urbaine des petits gestes nécessaires mais non suffisants, et en opposition avec les revendications nationalistes et identitaires d'une France originelle, les ruralités sont les seuls espaces possibles pour la reprise en main de nos vies. Bien sûr, nous ne négligeons pas la difficulté de renouer avec le travail manuel de la paysannerie dont nous avons été à ce point éloignés, ou encore la question de la cohabitation des cultures sociales dans les territoires, entre locaux et nouveaux arrivants, par exemple. Mais l'apprentissage commun de la subsistance pourrait constituer un moyen privilégié de retrouver le plaisir de vivre et créer, ensemble,

avec prospérité, au moment même où un nombre croissant de jeunes ruraux et de citadins aspirent à vivre dans les campagnes.

D'ailleurs, nombre de communes rurales sont déjà le creuset d'initiatives qui revisitent les modèles d'actions et les principes de l'aménagement : dispensaires mobiles et dispositifs de visite à domicile pour lutter contre la désertification médicale, jardins

sensibilités aux milieux, apparaissent ainsi comme des espaces où une puissance d'action écologique peut être retrouvée. Sans passisme, il y a à renouer avec la richesse des cultures paysannes et artisanales, et ce qu'elles représentent d'expériences de travail communes fondées sur une connaissance approfondie des caractéristiques de chaque lieu, de chaque environnement.

Cela suppose une inversion de focalisation : replacer au centre du débat les capacités des ruralités à faire autrement «commun», face au projet métropolitain de densification promue trop souvent comme seule solution pour faire «sobriété». Nombre de territoires et leurs communautés villageoises constituent des modèles, y compris démocratiques, à bonne et juste échelle, pour initier la bifurcation écologique nécessaire. Pour peu qu'ils soient protégés des logiques extérieures de prédatation et d'extraction de leurs ressources... toujours à des fins très urbaines. ➜

Liste des signataires sur Post-urbain.org

Les collectivités en première ligne

Jean-Luc Gleyze
président du département de la Gironde

Pierre Hurmic
maire de Bordeaux

Depuis 2023, la feuille de route énergétique de la France censée permettre à notre pays d'atteindre la neutralité carbone à horizon 2050 est reportée aux calendes grecques. Dernier exemple en date le 28 avril, sous la menace d'une censure brandie par le Rassemblement national que le Premier ministre semble vouloir ménager. En revanche, la précarité énergétique ne ménage pas les 30% des ménages qui ont eu froid dans leur logement en 2024.

Ce nouveau et récent coup dur porté aux énergies renouvelables fait écho à un discours climatosceptique rampant, partout dans le monde et désormais légitimé depuis le Bureau ovale. Un discours qui occupe de façon décomplexée le terrain médiatique au point de rendre inaudible les rapports scientifiques sur le climat,

mais aussi la réalité sociale des changements à l'œuvre qui renforcent d'abord les inégalités : les plus précarisés sont les plus exposés à ses conséquences. En pleine résonance avec les attentes citoyennes, la ville de Bordeaux et le département de la Gironde sont de ces collectivités qui ont choisi de ne pas attendre de décisions émanant des pouvoirs centraux. Sous les radars des débats gangrenés par le sensationnel, nous sommes de ceux qui tâchent de transformer la société en profondeur avec nos partenaires, à l'échelle de nos territoires, souvent la plus pertinente pour faire germer des solutions solidaires.

Au sein de la Fabrique girondine de l'écologie solidaire, nous élaborons des réponses concrètes et locales à des problèmes globaux comme la Sécurité sociale de l'alimentation (SSA) qui illustre bien la capacité que peuvent avoir les territoires de se mobiliser pour changer la vie de celles et ceux qui y habitent. Cette expérimenta-

tion, permet de reprendre la main sur l'alimentation, que nous tenons pour un bien commun essentiel, tout en associant les habitantes et habitants à la construction d'un nouveau modèle. Expérimentée à Bordeaux Nord, La Benauge, Bègles, en

Pays Foyen et Sud Gironde, elle repose sur un principe de cotisation solidaire : chaque participant choisit librement le montant de sa contribution à une caisse commune, à partir de son budget et de ses capacités. Une «charte de conventionnement», rédigée par des citoyens, définit les critères d'accessibilité, de durabilité et de juste rémunération.

A court terme, elle répond à l'urgence sociale de la précarité alimentaire. A moyen terme, elle est un formidable exercice de responsabilité démocratique citoyenne directe, avec des collectifs locaux investis du prototypage à la gestion des caisses locales. A long terme, elle participe à la transformation des pratiques agricoles

et à une juste rémunération des agriculteurs. Ce modèle redonne une légitimité citoyenne à l'action publique et fait de l'alimentation un levier de démocratie locale, soucieux de la santé publique comme de la vie économique du territoire.

C'est la preuve que nos collectivités, grâce à leurs compétences respectives et à une volonté partagée de coopérer avec les citoyennes et les citoyens, peuvent surmonter les blocages institutionnels en plaçant la solidarité en vertu cardinale.

Cela ne relève pas d'une improvisation dictée par le culte du buzz et de l'immédiateté, mais au contraire du temps long, qui requiert patience, constance et confiance. C'est d'ailleurs par des actions au long cours, moins médiatiques mais visibles au quotidien, que nous opérons des transformations durables : la végétalisation des cours d'école et des espaces publics ; les collèges équipés de panneaux solaires, de géothermie, et l'approvisionnement des cantines en circuit court ; le label «Bâtiment frugal bordelais» ou encore le financement d'une thèse sur les cahiers de doléances girondins qui mettent en lumière l'attachement profond à joindre solidarité et écologie.

En première ligne d'une action publique qui concilie écologie et solidarités, la société civile et les collectivités sont résolues et résolument dans une dynamique d'avenirs à bâtir. ➜



DR



CLIMA libé TOUR

ROY MCPEAK GETTY IMAGES 500XP



Dans les Landes, le Courlis cendré renaît des cendres

Biodiversité L'oiseau, qui n'avait pas été vu depuis des décennies, a profité du vaste incendie dans les Landes de Gascogne en 2022 pour réinstaller ses nids, dans des zones devenues clairsemées.

Entemment, puisant dans des forces insoupçonnables au milieu d'une terre ravagée, la nature continue de renaître de ses cendres, trois ans après les incendies qui ont sévi du côté de Landiras et de la Teste-de-Buch, en Gironde. Dans le cadre du projet de laboratoire vivant «Forêt de demain», le Parc naturel régional des Landes de Gascogne et la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) d'Aquitaine documentent les conséquences du passage du feu sur la biodiversité et suivent la recolonisation des zones par les oiseaux, les insectes et les amphibiens. Lors de ces inventaires, une ornithologue a eu la bonne surprise, en 2024, d'entendre chanter et de voir voler un Courlis cendré. Ce petit échassier de couleur brune est reconnaissable à son long bec courbé et une bande blanche sur le bas du dos, visible lorsqu'il

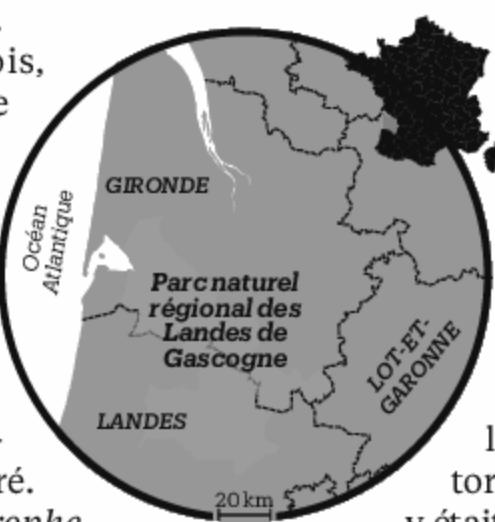
prend son envol. Sur les 7400 hectares de parcelles forestières incendiées autour de Belin-Béliet et Louchats, dans le sud de la Gironde, l'oiseau n'avait pas été aperçu depuis des décennies. Ces derniers mois, après une enquête de terrain poussée et la diffusion de chants – soumise à l'autorisation de l'Etat pour ne pas déranger les espèces – au moins trois couples ont été repérés. Inespéré. «Après la catastrophe de 2022, qui nous a fait mal au cœur, c'est passionnant d'assister à la redécouverte du Courlis dans le massif. J'ai l'impression de me retrouver propulsé dans les paysages captés par le photographe Félix Arnaudin au début du XX^e siècle», décrit avec enthousiasme Nicolas Mokeunko, chargé de mission biodiversité à la LPO.

Omelette. L'espèce, emblématique de la région, était autrefois présente en masse sur le plateau landais. «Son abundance était telle que les bergers avaient coutume de ramasser ses œufs pour faire des omelettes de Pâques», précise ainsi

la LPO dans une note sur son site. Le Courlis cendré est désormais protégé sur le territoire, classé comme vulnérable sur la liste rouge des oiseaux de France de l'Union internationale pour la conservation de la nature. Sa progressive disparition dans les Landes de Gascogne coïncide avec celle de son habitat de prédilection autour de Belin-Béliet et Louchats. Historiquement, le milieu y était plus ras, avec une végétation herbacée et des plantes friandes de zones humides comme la molinie qui pousse en touffes. La monoculture de pins maritimes, très gourmande en eau, a déstabilisé le drainage des sols entraînant une reconfiguration du plateau.

«Le feu a permis de retrouver les habitats ancestraux dominants.»

Nicolas Mokeunko chargé de mission à la LPO Aquitaine



«Paradoxalement, le feu a permis de retrouver les habitats ancestraux dominants. Le Courlis cendré, qui a besoin de grandes surfaces ouvertes pour s'établir, en a profité», analyse Nicolas Mokeunko. D'autres espèces patrimoniales d'oiseaux menacées à l'échelle européenne, comme la Fauvette pitchou, la Cisticole des joncs ou la Pipit rousseline, ont également fait leur retour dans ces zones plus clairsemées. «Tout l'enjeu est désormais de voir comment les différents acteurs du territoire peuvent profiter de cette remise à zéro pour tester des changements de pratique dans la gestion de la forêt. Ce qui est loin d'être une évidence», observe le scientifique.

Cohabiter. Pour rendre hommage à cette nature résiliente et imaginer le massif de demain, William Caudron, en charge du projet de laboratoire vivant, s'attache désormais, avec la LPO, à sensibiliser autant que possible les propriétaires forestiers. Un défi de taille quand on sait que 95% des forêts sont privées dans les Landes de Gascogne. «Il y a un enjeu de conservation assez fort qui se heurte sur le terrain à diverses contraintes économiques, techniques et réglementaires. Dans le cadre du code forestier par exemple, ils sont dans l'obligation de reboiser cinq ans après les coupes rases ou un événement majeur comme les incendies de 2022.» Si certains ont accepté de repousser leurs travaux, le temps d'identifier les terrains concernés par le retour des oiseaux, la terre de certaines parcelles a déjà été retournée. «On dialogue autant que possible mais trouver des nids est très complexe sur des étendues aussi vastes. Pris en tenaille, des forestiers ne peuvent plus repousser», complète le chargé de mission forêt et biodiversité. Quant à la plantation de feuillus, parfois envisagée pour reconstruire un écosystème plus adapté au réchauffement climatique, elle coûte en général de quatre à huit fois plus cher que celle des pins. De quoi en rebouter plus d'un.

«On espère que des Courlis cendrés pourront cohabiter dans une certaine mesure avec les travaux et s'accorder de quelques coupes rases mais je ne suis pas très optimiste. Il faudrait au moins protéger certaines parcelles en milieu ouvert, quitte à faire des rotations pour laisser de la place à la nature», préconise Nicolas Mokeunko. Malgré tout, assure William Caudron, quelques forestiers gardent un souvenir douloureux des tempêtes de 1999 et 2009, puis des incendies. «Nous allons observer comment ceux qui ont été confrontés à une succession d'aléas climatiques, envisagent de nouvelles pratiques. Nous avons beaucoup à apprendre du comportement des espèces pour nous adapter au réchauffement climatique.»

EVA FONTENEAU
Correspondante à Bordeaux

PROGRAMME

VENDREDI 16 MAI (À L'ATHÉNÉE MUNICIPAL)

Guerre de l'info : comment sauver l'écologie ?

Avec François Gemenne, auteur du Giec, Frah ancien chanteur du groupe Shaka Ponk et Juliette Quef, directrice du média en ligne Vert. De 18 heures à 19 heures.

SAMEDI 17 MAI (À L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX)

Transition énergétique : mythes et réalités

Masterclass de l'historien Jean-Baptiste Fressoz. De 11h15 à 12 heures.

Villes, banlieues, campagnes : comment faire monde ensemble ?

Débat avec Clément Sénéchal, ancien chargé de campagne climat chez Greenpeace, Raquel Garrido, ancienne députée, Guillaume Faburel, géographe et Philippe Bihouix, ingénieur. De 12 heures à 13 heures.

Sommes-nous fâchés avec la vérité scientifique ?

Conversation avec Yamina Saheb, autrice du Giec et Vincent Tiberj, chercheur et professeur des universités à Sciences-Po Bordeaux. De 14 heures à 14h30.

L'écologie, c'est vraiment fini ?

Avec Léa Falco, cofondatrice du collectif Construire l'écologie, Mathilde Caillard, technico-activiste, et Théodore Tallent, doctorant en science politique. De 14h30 à 15h30.

Militantisme : comment ça va ?

Enregistrement live du podcast Folie douce de Lauren Bastide. Son invitée : Sarah Durieux, militante féministe. De 15h30 à 16h30.

Et si la Gironde avait des droits ?

Débat avec Marine Calmet, juriste, et Alexandre Zabalza, philosophe. De 15h30 à 16h30.

Le faux procès des «polluants éternels»

De 17 heures à 17h45.

Peut-on encore s'amuser sans abîmer la planète ?

Avec Frah de Shaka Ponk. De 16h30 à 18 heures.

Soirée : DJ set, concert

Avec Mathilde Caillard alias MC danse pour le climat. De 18h30 à 20h30.

Avec la Fine équipe, collectif de DJ. De 20h30 à 22h30.